l'unité

N° 107 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 19 au 25 Avril 1974



LE PLAN DE MITTERRAND

Il n'y a plus guère qu'Alexandre Sanguinetti et l'éditorialiste de « la Nation » pour trouver que tout va bien à l'U.d.r. et que la dernière manœuvre du clan Chirac constitue un « appel au rassemblement » autour de Jacques Chaban-Delmas. Peu importe d'ailleurs ce qu'ils disent. Ce qui apparaît nettement, ce que l'opinion ressent, c'est que la majorité élue il y a un peu plus d'un an est coupée en plusieurs factions rivales décidées à se livrer une lutte sans merci. C'est dans la logique des choses. C'est, en effet, au premier tour que chacun des deux principaux candidats de la droite est contraint de jouer son va-tout afin d'être présent au second contre celui de la gauche. Il n'est plus question de se faire des cadeaux. Il s'agit au contraire d'encourager les ralliements — Lecanuet, Soustelle pour Giscard d'Estaing, Fouchet pour Chaban-Delmas — de multiplier les chausse-trappes sous les pas de l'autre, de répondre à chaque flèche même si l'on a pris soin d'affirmer au départ qu'il ne fallait pas se tromper d'adversaire. Les deux candidats de la droite font preuve aujourd'hui de beaucoup d'imagination pour tenter de se démarquer l'un de l'autre et pour faire croire qu'ils ont une nouvelle politique à proposer. A travers leurs surenchères dictées par les circonstances électorales, peut-on si vite oublier que l'un et l'autre ont été conjointement responsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui ?

La seule politique vraiment nouvelle est

CLAUDE ESTIER

(suite en page 2)

Collection Jean-Jaurès

Sommaire

3 **ECONOMIE : LA « BOMBE », PAR GUY PERRIMOND**
La déclaration faite par François Mitterrand le 16 avril dernier, qualifiée par un journaliste économique de « bombe », résume ce que pourrait être la politique monétaire d'un gouvernement de gauche.

4 **TABLEAU DES MESURES ECONOMIQUES ET SOCIALES PROPOSEES PAR LA GAUCHE**

6 **UNE FRANCE PLUS PRESENTE**
Extraits de la conférence de presse qu'a tenue François Mitterrand vendredi dernier.

8 **PARTI SOCIALISTE : MOBILISATION EN BRETAGNE, PAR JEAN-LOUP REVERIER**
Pour les socialistes bretons, le sentiment dominant est celui d'une mobilisation générale en vue d'une victoire finale.

9 **REFORMATEURS : LE CENTRE SE MEURT, LE CENTRE EST MORT, PAR CLAUDE FUZIER**
Rien de nouveau dans la course traditionnelle des hommes de droite vers le camouflage centriste qui permet de travestir la réaction sous l'étiquette « modérée ».

10 **DROITE : C'EST LA FAUTE A CHIRAC, PAR NICOLAS BRIMO**
Jacques Chirac ne désarme pas dans son offensive contre Chaban-Delmas. C'est qu'à travers des opérations confuses et sordides, il vise plus loin et parfois plus bas.

11 **PORTRAIT : ROYER OU LE CROISE DE LA MAJORITE SILENCIEUSE, PAR CHRISTINE COTTIN**

12 **NOUVELLE SOCIETE : LE BLUFF DE CHABAN, PAR MICHELE BACKMANN ET SERGE RICHARD**

16 **GEORGES SEGUY : « UN GRAND PREMIER MAI DE SOUTIEN »**
JAMES MARANGE : « JAMAIS LE CHOIX N'A ETE AUSSI CLAIR »

18 **C.N.P.F. : LES FONDS DISCRETS DU PATRONAT, PAR NICOLAS BRIMO**
Pour être un bon candidat à droite, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Seulement, cette fois, il y a deux candidats... alors le patronat paiera pour deux.

20 **GRANDS HOTELS : 900 F PAR JOUR, 1 000 F PAR MOIS, PAR CHRISTINE COTTIN**
Moquettes, marbre, acajou, chambres à 900 F par jour, c'est le côté clients. 42 heures par semaine, 1 000 F par mois, c'est le côté employés.

21 **LIBERONS L'O.R.T.F., PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS**
Qu'attendent les « praticiens » de radio-télévision d'une arrivée au pouvoir de François Mitterrand ?

23 **PEDAGOGIE : LES ECOLES DE DEMAIN, PAR JEAN-PIERRE MOULINS**
Curieuses écoles où les enfants ne craignent pas d'interrompre leurs maîtres... Curieuses écoles où on ne « redouble » pas et où les enfants entrent en 6e dans la proportion de 90 à 95 %.

27 **MATIERES PREMIERES : LA NECESSAIRE SOLIDARITE, PAR CLAUDE FUZIER**

28 **LIVRES : INJUSTE JUSTICE, PAR MARIE-LOUISE TAILLEFER**

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 17) Barrigues (pages 4, 7, 9, 13, 31), Jean-Pierre Coureuil (pages 3, 10, 11, 29) France-Match (page 27) Jean-Claude Francolon-Gamma (pages 1, 6) Julem (page 25) Keystone (pages 12, 14) Lacroux (page 21) Pascal Lebrun (page19) Teich (page 5, 32) Viva (page 20)

→

celle que propose le candidat de la gauche. François Mitterrand s'est exprimé ces jours-ci avec une autorité et une précision qui ont frappé tous les observateurs, y compris ceux qui ne lui témoignent qu'une sympathie mitigée. Après avoir présenté vendredi dernier un plan économique et social à trois « étages » — six mois, dix-huit mois et cinq ans — qui, inspiré du programme commun, permet d'en ordonner le financement, il a lancé cette semaine ce que certains journalistes ont appelé une « bombe » en prenant position contre la politique de dépréciation constante du franc, à laquelle Giscard d'Estaing a attaché son nom, et en préconisant le retour à une parité fixe avec les autres monnaies européennes, condition du rétablissement de la clarté dans nos échanges extérieurs et d'une revalorisation du travail français.

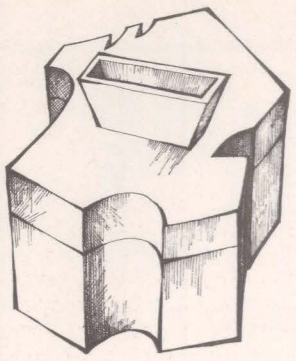
Dans un autre domaine, et dès la première intervention de sa campagne, François Mitterrand a défini le contenu d'une « Charte des libertés » qui serait annexée à la Constitution. Cette proposition a trouvé elle aussi un écho favorable dans les milieux les plus divers. Ce n'est tout de même pas un hasard, vient de souligner le sénateur Pierre Marcilhacy, si le candidat de la gauche est le seul à proposer une telle Charte attendue depuis plus de vingt ans et « qui devra être l'expression de l'égalité des citoyens, quels que soient leur rang et leur fortune ».

Enfin, concernant le fonctionnement des institutions, François Mitterrand s'est également exprimé de façon précise sur ce qui se passerait s'il était élu président de la République. Pour ce qui dépend de lui, de par la Constitution, il nommerait d'abord un Premier ministre choisi au sein du groupe parlementaire socialiste. Ensuite, serait constitué un gouvernement à l'image de la majorité présidentielle. Ce gouvernement se présenterait devant l'Assemblée nationale et engagerait son existence sur son programme. Il appartiendrait alors à cette Assemblée, celle élue en 1973, d'accepter ou non la composition et le programme du gouvernement, qui serait immédiatement démissionnaire s'il n'obtenait pas la confiance. Ce serait donc à l'Assemblée nationale elle-même de décider s'il y aurait de nouvelles élections. Et c'est alors aux Français que reviendrait, en définitive, de désigner la majorité de leur choix, capable de soutenir un gouvernement durable. Ainsi seraient scrupuleusement respectées les règles de la démocratie. Peut-on être assuré qu'il en serait de même en cas de victoire de l'un des candidats issus de cette majorité, qui a volé en éclats dès le lendemain de la mort de Georges Pompidou ?

Sur les différents plans qui intéressent les Français, François Mitterrand, candidat de toute la gauche, a donc commencé à dessiner un projet susceptible d'entraîner — la réaction de certains gaullistes est significative — un grand nombre de ceux qui ne sont pas engagés dans la gauche, mais qui refusent leurs suffrages à une droite qui reste, quel que soit son visage, l'expression de l'argent, des privilèges, de l'injustice et de l'oppression.

Au moment où s'ouvre la campagne officielle et en dépit de la confusion créée par le nombre des candidats, le choix est clair. Les socialistes, pour leur part, l'ont fait depuis longtemps. Mobilisés d'un bout à l'autre du pays, ils sont aujourd'hui à l'avant-garde de l'immense armée qui va permettre à François Mitterrand de se battre pour la victoire.

CLAUDE ESTIER



Economie

LA "BOMBE"

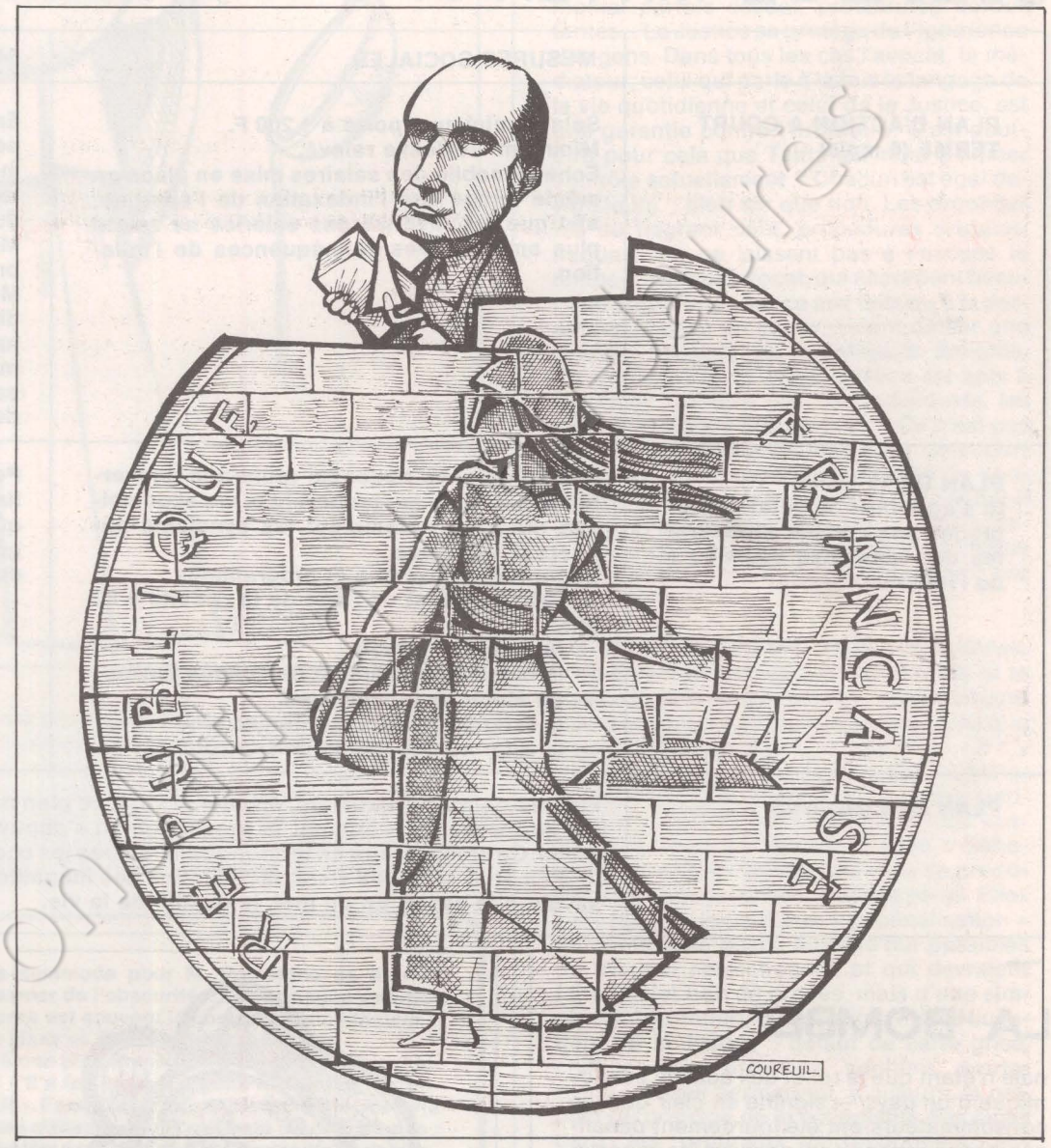
« Vouloir une monnaie forte, c'est rejeter la politique de dépression constante suivie depuis trop longtemps, c'est revaloriser le travail français et le franc... »

L'économie redevient politique. Durant de longues années, les prestations télévisées de Valéry Giscard d'Estaing avaient fasciné les Français. L'homme se tient bien, parle avec le minimum de pédanterie nécessaire pour paraître sérieux, débite les chiffres par colonnes entières et affirme aujourd'hui avec aplomb l'inverse de ce qu'il déclarait hier.

Compliquant à plaisir les situations, il faisait de l'économie une jungle étouffante où seuls de rares spécialistes retrouvaient leur chemin. Et utilisant cette « complexité », il fabriquait son personnage. Mais surtout, il justifiait sa politique. Le Bien provenait de ses actes. Le Mal de ceux de l'étranger. Ou de phénomènes mystérieux et très difficilement maîtrisables. L'inflation par exemple, c'était de la faute de nos voisins, des Arabes, des Américains... Jamais celle du gouvernement ou du patronat. Jamais celle du système économique.

Et, corollaire évident, face aux capacités affirmées des successifs ministres des Finances de la Ve République, Antoine Pinay, Wilfrid Baumgartner, Valéry Giscard d'Estaing, Michel Debré, Maurice Couve de Murville, François-Xavier Ortoli, puis à nouveau, depuis 1969, Giscard d'Estaing, la gauche bien évidemment ne pouvait être qu'incapable ou, dans le meilleur des cas, trop généreuse.

Mais à trop brouiller les pistes, on finit toujours par se perdre. Surtout lorsqu'au fil des mois la situation se dégrade. Alors que, pendant des années, la bonne santé du franc fut un des chevaux de bataille favoris du gaullisme — n'étant qu'un des volets de la grandeur et de l'indépendance — l'actuel



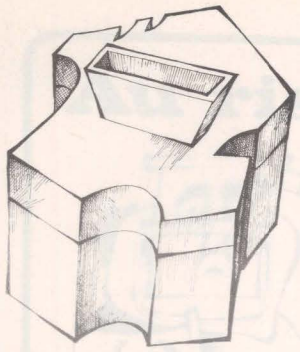
ministre des Finances a été obligé, après l'avoir dévalué, de le faire flotter.

Sachant que les problèmes monétaires ont toujours rebuté le public, Giscard d'Estaing a tout d'abord conservé sa sérénité. En commencant par expliquer que sa décision était techniquement juste. Au point que l'on pouvait se demander pourquoi il ne l'avait pas prise plus tôt. Il espérait surtout avoir devant lui assez de temps pour faire oublier. Mais les échéances se sont rapprochées... Et, en proposant une « monnaie forte », François Mitterrand a jeté dans la mare un pavé de taille.

Pour le Français moyen, la monnaie, c'est d'abord sa paie. Puis ses économies. Lorsque l'inflation est limitée, pas de problème. Les prix augmentent : il revendique. Ses économies perdent de la valeur : il a souvent oublié le détail des prix antérieurs. Bien sûr, lorsqu'il y a une dévaluation brutale, il sait que les produits étrangers vont coûter plus cher. Mais il n'y a pas de dévaluation tous les jours.

Seulement, lorsque l'inflation « galope », les questions se font plus brutales. D'autant qu'il devient difficile aux responsables actuels de l'économie de dire « Il n'y a rien à faire » alors que le candidat de la gauche dit le contraire. Les campagnes électoraies, en débloquant tant soit peu le verrou de l'information, présentent parfois bien des avantages.

Parlons chiffres. Pour voir où l'on en est. En 16 ans, — depuis 1958 — le franc a perdu 80 % de sa valeur par rapport à la monnaie allemande. Pour être gentil avec Giscard d'Estaing, on peut raccourcir le délai. Depuis 1969 — date de son retour aux Finances — le franc a tout de même perdu 50 % de sa valeur par rapport au mark. Ce qui signifie que, pour la même somme qu'en 1969, on ne peut acheter aux Allemands que la moitié de ce que l'on achetait alors. Or, l'Allemagne fédérale représente 30,45 % de nos importations et 28,83 % de nos exportations. Le résultat de la politique économique — la mon- →



LE PLAN ECONOMIQUE ET SOCIAL DE MITTERRAND

Au cours de sa conférence de presse de vendredi dernier, François Mitterrand a présenté une série de mesures économiques et sociales que pourrait prendre un gouvernement de gauche à court, moyen et plus long terme. En voici l'essentiel.

	MESURES SOCIALES	MESURES ECONOMIQUES
PLAN D'ACTION A COURT TERME (6 mois)	**Salaire minimum porté à 1 200 F. Minimum vieillesse relevé. Echelle mobile des salaires mise en place en même temps que l'indexation de l'épargne, afin que les revenus des salariés ne soient plus amputés des conséquences de l'inflation.**	**Emprunt de 10 milliards indexé sur les prix, qui permettra d'équilibrer la balance des paiements et donnera à l'Etat les moyens de relancer par des commandes publiques la production et de garantir l'emploi. Mise en place d'un contrôle temporaire des prix. Modification de la relation entre les impôts directs et indirects. Baisse de la T.v.a. jusqu'au point zéro pour les produits de première nécessité et, le cas échéant, alourdissement de la tarification de certains produits de luxe.**
PLAN DE 18 MOIS (Il s'agit dans ce délai de s'attaquer aux causes structurelles des inégalités sociales et de l'inflation).	**Une conférence nationale réunira le gouvernement et ceux qui préparent la vie économique du pays, notamment les syndicats ouvriers et agricoles. Devront être discutés et programmés : — l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans. — la durée du travail. — la cinquième semaine de congés payés. — un statut de la vieillesse. — la réforme de la Sécurité sociale. — la réforme des allocations familiales.**	**Politique de restructuration industrielle. Pour financer ce plan, il sera nécessaire d'appliquer les dispositions prévues par le programme commun de la gauche sur la maîtrise du crédit et sur la justice fiscale.**
PLAN DE CINQ ANS	**Elaboré démocratiquement, discuté et voté, ce plan doit être un moyen de décentralisation qui permettra de réorienter la production en s'appuyant sur un secteur public clairement défini. Ce plan traduira en termes économiques les choix de notre peuple en ce qui concerne le droit et le temps de vivre, la réduction des inégalités, les rapports de pouvoir, le droit au savoir, à la santé. En un mot, la qualité de la vie.**	

→

LA "BOMBE"

naie n'étant que le reflet de l'activité économique d'un pays — signifie en clair que les consommateurs ont été lourdement pénalisés, car ce sont eux qui ont payé les importations plus cher. Alors que les industriels qui exportent en Allemagne ont bénéficié d'un avantage considérable. C'est-à-dire qu'ils ont fait des bénéfices supplémentaires.

Le patronat français n'étant pas particulièrement audacieux, ces bénéfices n'ont pas été investis : ils n'ont pas — ou peu — servi à améliorer les circuits commerciaux, ni à arracher de nouveaux marchés. Ils n'ont pas été investis dans la recherche. La « prime » de la dévaluation a été stérilisée. Ayant l'habitude « d'aller à la soupe », de demander et d'obtenir des subventions, le patronat a vécu sur ses gloires passées, comptant sur le Pouvoir pour assurer sa survie. Et cela s'inscrit dans notre balance des paiements : bien que troisième exportateur mondial, la France exporte peu de biens d'équipements, peu de matériels de haute technologie pour lesquels le « détail » du prix compte peu. Car ce n'est pas lorsque l'on vend moins cher — pour de tels produits, tout au moins — que l'on vend plus. Lorsqu'un pays a un besoin



absolu d'une certaine marchandise, tout se passe comme si le prix ne comptait guère. Par contre, la qualité, le circuit commercial, les habitudes, le monopole se mettent à jouer. Pour compenser la faiblesse de notre industrie, le gouvernement a dû se transformer en marchand. Ce qui explique le poids des ventes d'armes dans notre balance des paiements. Quant aux voitures, mieux vaut, dans la conjoncture actuelle, ne pas ironiser.

Les industriels français, qui ont profité de la situation — ils sont bien les seuls — n'ont même pas su profiter de la prime qu'a constituée la dévaluation d'août 1969. La Banque de France elle-même confirme cette carence en expliquant que « la possibilité offerte aux exportateurs d'élever les prix en francs de leurs produits n'encourage pas les progrès de productivité. » Derrière la politesse, il y a toute la réalité de notre industrie.

Après les chiffres, passons aux conséquences. Non seulement les dévaluations de droit ou de fait — le franc flottant — ont réduit le pouvoir d'achat de biens étrangers des consommateurs français, la dévaluation devenant ainsi facteur d'inflation, mais elle a réduit l'expansion et donc l'emploi. Et elle a encouragé la spéculation contre le franc. Car depuis le 19 janvier, par exemple, le franc a perdu 9,2 % de sa valeur par rapport au mark. Ce qui signifie que les industriels qui ont laissé de l'argent en Allemagne — ils

ont un délai de six mois entre l'expédition de leur marchandise et le rapatriement de leurs devises — ont « gagné » en francs 9,2 %. C'est-à-dire plus de trois fois la hausse des prix durant cette date. Voilà qui n'est pas fait pour limiter la spéculation. Et, ces derniers jours, on a noté une hausse du franc suisse. Ce pays étant le relais des fuites françaises, il n'est pas exclu qu'Alain Poher demande au gouvernement de prendre des mesures d'urgence...

En même temps, les salariés ont vu leur pouvoir d'achat se réduire et leurs économies, qui sont le plus souvent en liquide et non pas en biens durables, ont fondu. Voilà, en résumé, le bilan de la politique du Pouvoir. La situation de la monnaie n'étant que le reflet des pratiques économiques, le résultat est « normal ». Pourtant une autre politique est possible. Elle passe par une série de décisions politiques portant sur les revenus, les prix, la politique industrielle *(voir « l'Unité », n° 106)*. Et par une politique monétaire.

La déclaration faite par François Mitterrand le 16 avril, qualifiée par un journaliste économique de « bombe », résume ce que pourrait être cette politique monétaire : « Vouloir une monnaie forte, c'est rejeter la politique de dépression constante du franc qui est suivie depuis trop longtemps, c'est revaloriser le travail français et le franc, c'est diminuer le prix de nos importations, c'est rétablir la clarté dans les échanges internationaux, c'est mettre notre pays en mesure de respecter ses engagements internationaux et notamment européens.

« C'est lui permettre (au franc) en particulier de retrouver une parité fixe avec ses partenaires européens en réintégrant dès que possible et sur des bases nouvelles le « serpent » des monnaies européennes. »

La formule, que François Mitterrand a développée jeudi devant la presse économique, a de nombreux avantages. Elle marque la volonté de ne plus « reculer ». Puis d'inverser, dès que ce sera possible, la tendance actuelle. Et les actes d'un gouvernement digne de ce nom doivent permettre que le délai soit bref.

Acheter plus, épargner mieux

A ce moment-là, les importations, à volume égal, coûteront « moins » — et tout d'abord pas plus — de « travail français ». Et les recettes des exportations seront plus fortes pour la même quantité de produits vendus : l'exemple allemand le prouve, même si la structure de l'économie allemande est différente de la nôtre. D'autant qu'avec la flottaison, les entreprises « travaillent » difficilement : la difficulté de savoir à quel taux sera coté le franc dans un ou deux mois étant réelle. De la même manière, une politique que certains qualifient de « volontariste » permettrait de réduire les flux de capitaux et la spéculation. En effet, à quoi bon faire sortir de l'argent si la « prime » que donnent les dévaluations n'existe plus et, a fortiori, si



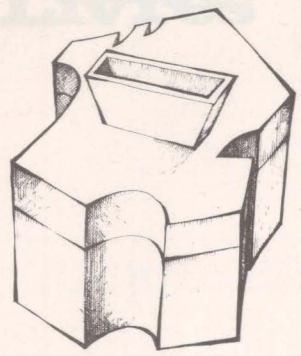
la nouvelle parité fixée dans le « serpent » pénalise le spéculateur ? A cela s'ajoutent des arguments comme le respect des engagements internationaux de la France et les problèmes de la coordination européenne. Imposant dans de bonnes conditions une concertation européenne, une telle mesure permettrait une relance diplomatique avec les pays d'un Marché qui représente 86,16 % de nos importations et 76,11 % de nos exportations. Ce qui est loin d'être négligeable pour l'avenir de notre économie.

Sans pouvoir proposer une politique cohérente, il est évident que les hommes politiques de droite et les économistes « distingués » vont réagir. Des objections vont s'élever : les uns accuseront la gauche de promettre n'importe quoi. Ceux qui n'ont pas pu tenir ce qu'ils avaient promis seront de ceux-là. D'autres seront plus « techniques ». Il y a ceux qui chercheront à prouver que la « flottaison » favorise les exportations. Oubliant que les exportations dépendent davantage de l'expansion des pays acheteurs, de la nature des biens vendus, de la sécurité des changes que d'une baisse relative de leur prix. Ceux qui ne se souviennent pas qu'il s'agit tout d'abord de fixer le franc feront des additions — en campagne électorale, c'est courant — pour estimer ce que coûterait le soutien d'une parité irréaliste de la monnaie. Il y a ceux qui parleront du pétrole, puis enfin ceux qui s'interrogeront sur la spéculation en négligeant ceci : un contrôle des changes est possible même si, pour l'instant, il est « presque aboli ». Et surtout que l'aspect irrationnel de la spéculation ne fait que refléter le dérèglement des relations économiques internationales et que le retour à des parités fixes, assorti d'une batterie d'autres mesures, pourrait avoir sur ce plan des aspects positifs.

On retrouve là le débat toujours étouffé sur le système monétaire international et sur l'or. Quelques chiffres suffisent à montrer à quel point la situation est folle. La France — l'Etat et non pas les particuliers — possède 3 130 tonnes d'or. Au prix officiel, ces 100 millions d'onces — l'once « vaut » 42,22 dollars — représentent près de 19 milliards de francs. Au prix du marché (175 dollars l'once) elles valent plus de 78 milliards. Quelles sont les réserves françaises : 19 milliards ou 78 milliards ? Le problème est réel car non seulement la monnaie pourrait être indexée sur autre chose que sur l'or, mais, même en conservant l'or comme référence, on peut convenir d'un autre « système ». Et en particulier d'une structure de relations monétaires internationales qui n'ait pas comme premier résultat de placer les U.s.a. « sur une mine d'or ».

On le voit, inverser la politique monétaire actuelle est non seulement possible, mais permettrait à notre pays et à ses habitants de « vivre autrement ». Car une monnaie plus forte, ramenée au niveau de la vie quotidienne signifie, par exemple, acheter plus de biens ou de services et conserver à l'épargne son pouvoir d'achat. Cela n'est concevable qu'avec tout un ensemble d'autres mesures. Celles que la gauche propose...

GUY PERRIMOND



UNE FRANCE PLUS PRESENTE

Nous reproduisons ici le texte intégral de la première partie de la conférence de presse de François Mitterrand consacrée à la France et à sa présence dans le monde.

Et si nous parlions d'abord de la France. Dans le tumulte qui a suivi la mort du Président de la République, on aurait pu la croire oubliée. Mes premiers mots seront pour elle. La France, ce n'est pas seulement un canton de la terre où l'on a décompté le nombre d'habitants et de kilomètres carrés. Ce n'est pas seulement un ensemble de biens matériels qui en font l'un des grands pays du globe, c'est aussi une façon d'être, un legs de l'Histoire, un langage, d'une culture. C'est un tissu serré d'êtres et de choses, une vie venue de loin, en mouvement, et qu'il s'agit maintenant de porter au futur. C'est aussi un peuple, le nôtre, dont nous allons nous occuper.

Je représente dans cette campagne présidentielle la gauche. Il est des centaines de milliers, peut-être des millions d'hommes et de femmes dont les conditions de vie sont celles d'un peuple dominé qui souffre plus souvent qu'il ne le dit. Et donc il y a beaucoup de Français et de Françaises qui ne se savent pas de la gauche et qui s'apprêtent à la rejoindre pour peu que celle-ci fasse aussi l'effort de les comprendre. Se présenter à la présidence de la République, je puis en parler en connaissance de cause, c'est une lourde tâche. Mais être élu à la présidence de la République, c'est un grand devoir. Devant le Parti socialiste qui a bien voulu parmi d'autres me faire confiance — bien que je n'aie recherché le sentiment profond que de l'immensité de notre peuple représenté par les partis politiques de gauche, mais bien au-delà, par des traditions et des espérances — j'ai dit que je cherchais à définir des idées simples mais de grandes idées qui permettraient aux commentateurs de juger, à leur goût, le bien ou le mal, la vertu ou le défaut de la politique que je serais amené à conduire, si j'étais président de la République ;

Et je résumerai en cinq points ce qui est beaucoup plus qu'un programme, mais une définition, une façon d'aborder les problèmes de notre société en rappelant les cinq thèmes autour desquels j'organise cette campagne : des hommes plus libres, une société plus juste, une monnaie plus forte, un peuple plus fraternel, la France plus présente.

Quand je dis la France plus présente, je ne veux pas effacer ce qui a été accompli. Tout le monde le sait : un grand pays ne se fait ni par une seule personne ni en une seule génération. Je prends donc à mon compte tout ce qui a pu servir le pays. Simplement, je voudrais que cette présence soit plus universelle et que partout où elle s'affirme, elle soit porteuse d'un message significatif d'une forme d'ordre international au service de l'humanité. Or, la France est absente, moralement ou physiquement, de bien des lieux où elle devrait se trouver. Moralement d'Helsinki où l'on devrait débattre de la sécurité collective et de l'équilibre du continent européen ; de Bruxelles où l'on attend encore les propositions sérieuses qui permettront de bâtir l'Europe. Physiquement, de Vienne où l'on discute de la réduction des forces dans le monde ; de Genève où l'on parle du désarmement. Et que de fois avons-nous été absents, au cours de ces dernières années, des lieux où les peuples du Tiers et du Quart Monde ont maintenant pour première nécessité d'aborder une période nouvelle de leur Histoire, c'est-à-dire la responsabilité au premier rang.

Si l'on essaie de décrire la situation de la France, on s'aperçoit qu'il y a quatre directions dans lesquelles elle peut aller en fonction des obligations qu'elle a contractées. C'est ainsi que sur un premier plan, elle est liée à l'Histoire de ce dernier quart de siècle et même un peu plus, depuis le début de la Deuxième Guerre mondiale. La France appartient au monde occidental, au monde atlantique. Elle est partie prenante dans une alliance, l'Alliance atlantique. Et le problème pour les Français est de savoir s'il est bon de se séparer de ce système de sécurité. Quand je répondrai à cette question, je dirai oui, à condition d'en avoir un autre.

Le deuxième plan est celui de l'Europe : avec ses voisins, nourris aux mêmes sources, déchirés par plusieurs guerres 1914, 1939, la France doit rechercher les bases d'une construction qui permettra d'assurer l'indépendance de chacun par la solidarité de tous. J'entends bien qu'il ne s'agit pas d'une formule philosophique mais d'une formule politique, d'une solidarité politiquement structurée.

Troisième plan sur lequel la France doit se situer : c'est de rechercher le moyen, à partir de l'Europe occidentale, d'élaborer avec l'autre Europe l'indispensable pacte de sécurité collective qui permettra à tous les peuples de notre continent de vivre en paix et de bâtir, à partir des prodigieuses ressources matérielles, intellectuelles, spirituelles dont ils disposent, ce que j'espère voir un jour : l'Europe facteur de la paix et de la prospérité du monde.

La quatrième dimension, je l'ai dit, c'est la dimension universelle. Il faut que la France soit partout, à la mesure de ses moyens mais toujours en témoignant. Voilà pourquoi je pense qu'il faut se hâter de mieux définir, par des procédés dont nous parlerons, ce que l'on appelle la politique du Tiers Monde, terme bien dépassé alors qu'il s'agit de fonder le développement pour des milliards d'êtres humains qui désormais ont leur place, je l'ai dit tout à l'heure, au premier rang de l'Histoire d'un temps.

Si rien de tout cela n'est possible, parce que d'autres ne le voudraient pas, il reste à la France d'immenses possibilités qui lui sont personnelles. Elle représente à elle seule un facteur d'équilibre sur le continent de l'Europe et doit à ce titre maintenir la coopération et l'amitié qui la lient avec le plus puissant de ces pays d'Europe. Mais, surtout, elle doit penser à elle-même, à rassembler ses propres forces, à rechercher son unité, à répondre aux aspirations de son peuple, à forger son esprit aux résistances nécessaires, à entreprendre et à créer sur tous les plans. La France serait-elle condamnée, en dépit de la politique que je souhaite, à ne pouvoir s'engager dans aucune des directions que j'ai indiquées parce que ces directions seraient fermées par d'autres, elle continuerait à être ce qu'elle est et nous y veillerons.

François Mitterrand, sa femme et ses fils dans les Landes.



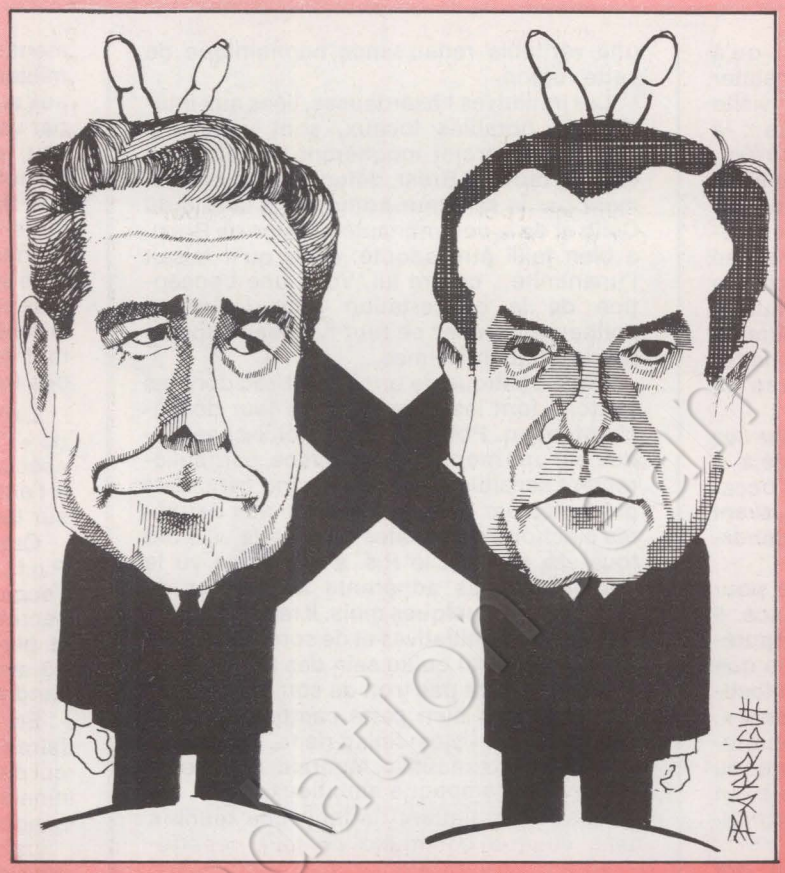
changer la vie politique

LES « IDEES » DES C.D.R.

Les C.d.r. ont sorti leur premier matériel de propagande au service de Chaban-Delmas. Il s'agit de petites affichettes autocollantes à poser sur les affiches du candidat de la gauche et portant l'inscription « Mitterrand, j'ai pas confiance... ». D'autres en forme de cartes à jouer représentant Mitterrand à l'endroit et Marchais à l'envers. Tout est du même niveau. C'est ce qu'on appelle une campagne d'idées...

DES MILLIERS DE COMITES DE SOUTIEN

Le professeur François Luchaire, président de l'université Paris I, et Louis Astre, membre du Bureau de la Fen, animent le Comité national de soutien à la candidature de François Mitterrand, qui a déjà reçu des millions d'adhésions. Rentré lundi d'un court séjour à Alger, Pierre Mendès France a donné la sienne en annonçant sa participation active à la campagne. Des milliers de comités locaux de soutien sont nés spontanément dans des communes, des quartiers, des entreprises. Des listes de signatures circulent également dans de nombreux milieux professionnels : écrivains, artistes, enseignants, chercheurs, avocats, etc. La Section socialiste des écrivains, notamment, « appelle tous les travailleurs intellectuels à se mobiliser pour assurer, en la personne de François Mitterrand, la victoire de la gauche unie ». « Le Monde » a publié mardi une première liste comportant environ 400 noms (signatures recueillies par R. Lacoste, 161 rue du faubourg Saint-Antoine, 75011). L'Association pour le soutien de la candidature de François Mitterrand reçoit de son côté des contributions (à l'ordre de Charles-Emile Loo, 12 rue du Mail, 75002 Paris). Des souscriptions peuvent également être adressées à « l'Unité » avec mention : « pour la campagne Mitterrand ».



ILS ONT DIT

— Jacques Chaban Delmas le 11 avril a ingénument déclaré à France-Inter : « La politique que j'ai conduite pendant trois ans est une politique de mutation sociale... Cela signifie un ensemble de politiques que j'ai caractérisé par le passage vers une nouvelle société. Le péril est le changement de société ».

— Bertrand Flornoy, député-maire U.d.r. de Coulommiers, dans le journal « Le Pays briard » : « Par sa mort exemplaire, le président de la République a rendu un ultime service à la France ».

— Alexandre Sanguinetti, à propos du « manifeste Chirac » : « Quand on défend les principes et les objectifs gaullistes, il est difficile de se retrouver ensuite dans le camp de M. Giscard d'Estaing » — une phrase à retenir, pour la veille du second tour...

LE CALENDRIER DE LA CAMPAGNE

Voici le calendrier de la campagne de François Mitterrand pour la semaine à venir (sous réserve des modifications qui pourraient être entraînées notamment par les émissions officielles à l'O.r.t.f. dont les dates ne seront connues qu'à partir de ce vendredi).

Samedi 20 avril : meetings à Clermont-Ferrand (18 h 30) et à Bordeaux (21 h).

Lundi 22 : conférence de presse pour la presse féminine.

Mardi 23 : Meeting à Lyon (21 h).

Mercredi 24 : Meetings à Rouen (20 h 30) et à Caen (22 h).

Jeudi 25 : — Débat avec Valéry Giscard d'Estaing à Europe I (19 h 15).

— Grand meeting unitaire au Parc des expositions de la porte de Versailles avec Pierre Mauroy, Georges Marchais, Robert Fabre et François Mitterrand.

Vendredi 26 : Meeting à Nice (20 h 30) et en Corse (22 h).

LE P.S. AU « MONDE »

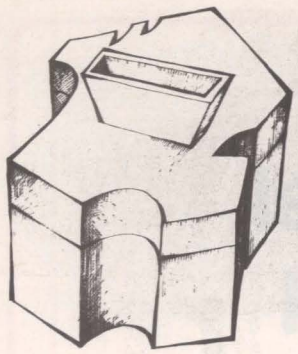
Un nouveau bulletin est né. Intitulé « Changer la vie », il est l'expression de la section d'entreprise du Parti socialiste du journal « le Monde ». Cette section d'entreprise appelle « à soutenir, avec le P.S., la candidature unique de la gauche et à agir afin d'avoir Mitterrand pour président ».

HONTEUSEMENT SCEPTIQUE

Il existe au moins un journal qui ne se fait guère d'illusions sur la « participation » chère à Jacques Chaban-Delmas. Il commente ainsi la renonciation provisoire de Willy Brandt à l'extension de la cogestion : « Pourtant, le terrain social allemand est bien préparé à une telle novation, mieux préparé que le nôtre... Tout se passe comme si des phénomènes de rejet (de la participation) se produisaient inéluctablement ». Cette formule sceptique sur les chances de la « nouvelle société » est signée « la Nation ».

UN COUP DE GROSSE CAISSE

Raymond Marcellin ne craint pas les tentatives de dernière minute pour attirer les voix des premières victimes du régime vers les candidats qui s'en réclament. C'est ainsi qu'il a ordonné à tous les responsables du ministère de l'Agriculture de vider, sans plus attendre, les fonds de caisse de leurs services. Les destinataires de cette soudaine philanthropie seront, le temps d'une élection, les bénéficiaires du Fonds national de solidarité. Par une lettre du 11 avril, ils ont en effet été prévenus qu'ils percevront, à la fin de ce mois, une prime spéciale et unique de vie chère. Cette prime, d'un montant de 100 F, sera versée par les Caisses départementales de mutuelle sociale agricole. Dans l'attente d'une prompte reconnaissance...



MOBILISATION EN BRETAGNE

Pour les socialistes bretons, le sentiment dominant est celui d'une mobilisation générale en vue d'une victoire finale.

De notre envoyé spécial

C'est aussi vrai en province, qu'à Paris, comme vient de le constater « l'Unité » à l'occasion d'une visite à la fédération socialiste du Finistère : la candidature de François Mitterrand a révélé, à travers une foule de témoignages de sympathie, l'immensité de l'espoir dont le candidat de la gauche est porteur. Un espoir d'autant plus grand qu'en 16 ans d'un régime d'injustices et d'inégalités, les chances de l'emporter n'ont jamais été aussi sérieuses. Encore ne faut-il pas s'en tenir à émettre de simples vœux mais, au contraire, tout mettre en œuvre pour appuyer la candidature de François Mitterrand.

C'est ce qu'a compris la grande masse des militants politiques et syndicaux, déjà à l'œuvre. Le Parti socaliste, mobilisé à l'occasion de la campagne sur les inégalités, avant même la vacance présidentielle, est débordant d'activité.

La Bretagne fut longtemps réputée pour être une forteresse du régime en place. Il convient aujourd'hui de porter une appréciation beaucoup plus nuancée sur ce que d'aucuns présentaient comme « l'indéfectible attachement des Bretons au gaullisme ». En Bretagne, on aime à raisonner concrètement. Et lorsque se présente l'heure du choix, on juge une politique sur son bilan plus que sur l'apparente aisance d'un candidat.

Les fausses promesses du passé ont rendu les Bretons méfiants. Et le bilan présenté le 6 janvier par la fédération socialiste du Finistère n'est pas à l'honneur du régime. Dans le privé comme dans la Fonction publique, les salaires accusent un net retard sur la région parisienne. Les salariés y sont donc particulièrement pénalisés par l'inflation galopante. Quant à la situation de l'emploi, elle est tout simplement catastrophique. Un exemple : 1 500 candidats se sont présentés à un concours d'entrée à la Caisse de Sécurité sociale du Nord-Finistère, alors qu'il n'y avait que 30 places à pourvoir. Les jeunes n'ont souvent le choix qu'entre deux solutions : accepter, pour un salaire dérisoire, un travail sans rapport avec leur qualification, souvent élevée ; ou partir à Paris. Sans parler des milliers de chômeurs.

Les conditions de travail, difficiles, sont imposées par un patronat désireux de remettre en cause la représentativité des grandes centrales ouvrières au profit de la C.f.t. Certains conflits l'ont mis en évidence, à Concarneau, Rennes, etc.

Les agriculteurs ne sont pas mieux traités. Les petits exploitants, très nombreux en Bretagne, ont dû s'endetter lourdement pour investir. Ils ne retrouvent pas leurs comptes dans les prix de vente. Enfin, les petits commerçants et artisans sont voués à une lente asphyxie. Seule une politique volontaire et énergique de décentralisation — que ce régime à la solde des grands monopoles n'est pas en mesure d'imposer — qui associerait les intéressés aux décisions, peut conduire à une véritable renaissance économique de cette région.

Les initiatives hasardeuses, liées aux intérêts de notables locaux, sont vouées à l'échec. Le projet incohérent de raffinerie dans la rade de Brest, défendu avec entêtement par le sénateur Lombard, à la tête du Celib et de la communauté urbaine de Brest, a bien failli être adopté, alors qu'il faisait l'unanimité... contre lui. Voilà une conception de la concertation pour le moins malheureuse chez ce tout nouveau supporter de Chaban-Delmas.

Cette politique de bric et de broc dont les Bretons font les frais explique leur désenchantement. Politiquement, celui-ci se traduit par une montée de la gauche, particulièrement sensible à Brest. Les cinq candidats présentés par le Parti socialiste aux dernières élections cantonales dans cette ville ont tous été élus. Et le P.s. a lui même vu le nombre de ses adhérents augmenter de 50 % depuis quelques mois. Il recueille ainsi le fruit de ses initiatives et de son action, tant sur le plan local qu'au sein des entreprises. Mais ce ne sera pas trop de son dynamisme pour mener à bien cette campagne. C'est que les socialistes finistériens, réunis en commission exécutive fédérale, ont défini un plan de campagne ambitieux.

Ainsi, ils projettent de tenir une réunion dans chaque commune de leur département. Les circonscriptions les plus riches en militants s'étant engagées à venir en aide aux autres, cela paraît réalisable. Annoncées par voie de presse, ces réunions donneront lieu, dans la mesure du possible, à des comptes rendus dans les journaux.

A Brest et dans les grandes villes, les militants s'efforceront même d'organiser des réunions dans les immeubles, chez un locataire sympathisant. Enfin, d'autres réunions, plus spécialisées, seront organisées par les femmes, les cadres, les jeunes... Un effort tout particulier sera accompli en direction des travailleurs de la santé.

La diffusion militante de la presse du Parti, de « l'Unité » chaque semaine et du numéro spécial de « Combat socialiste », est prévue à l'entrée des entreprises, dans les rues et sur les marchés.

Outre ceux organisés en commun avec le P.c.f., plusieurs meetings importants seront l'occasion de faire « descendre » quelques secrétaires nationaux sur place. La journée la plus importante sera celle du dimanche 28 avril, avec la venue de François Mitterrand à Rennes et à Brest.

En complément, les militants comptent faire appel à Uniteledis (7, rue Viollet-le-Duc) qui peut mettre à leur disposition une équipe itinérante et un film de 50 minutes sur le candidat de la gauche.

Dans l'immédiat, la constitution d'un comité de soutien, présidé par le délégué départemental de Mitterrand, le député Louis Le Pensec, est apparue prioritaire. Il regroupera des membres du P.s., du P.c.f., du P.s.u., de l'Union démocratique bretonne, de la C.g.t., de la C.f.d.t., de la Fen, du Modef et tous ceux, organisations ou personnes, qui souhaitent prendre position en faveur de la candidature de Mitterrand. Tous ceux qui voudront figurer dans ce comité le feront en leur nom propre et non en celui de leur organisation.

Une des premières tâches du comité de soutien sera de collecter des fonds destinés à financer la campagne. A cet effet, 5 000 carnets de souscription de 20 tickets chacun ont été commandés. Le matériel de propagande a été réparti entre les sections, qui vont également distribuer des autocollants avec le poing et la rose et des timbres du P.s. à coller sur toutes les lettres.

La participation des nombreux élus socialistes à cette campagne fera l'objet d'une réunion spéciale dès ce vendredi soir, à la mairie de Chateaulin.

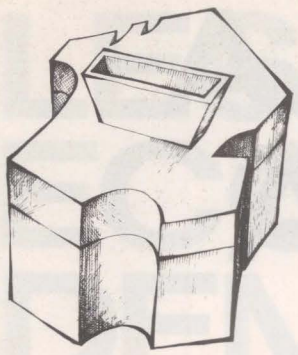
Par-delà la campagne du Parti socialiste et parfois en collaboration avec lui, partis de gauche et syndicats ont eux-mêmes entamé leur propre campagne. Pour les socialistes, cette période d'activité intense doit aussi amener un maximum d'adhésions. Mais, sans aucun doute, le sentiment dominant est celui d'une mobilisation générale, en vue de la victoire finale.

JEAN-LOUP REVERIER

Qui sont les socialistes bretons ?

A l'occasion du congrès de Suresnes sur les statuts un sondage faisait apparaître qu'une énorme majorité des délégués était composée de cadres, puis d'enseignants. Voici, à titre de comparaison, les activités professionnelles des membres présents à la commission exécutive fédérale du Finistère, le 12 avril : un vendeur, un horloger (employé à l'arsenal de Brest), un chef de travaux (arsenal), un dessinateur architecte, un garagiste, une femme mariée à un entrepreneur et maire d'une commune, un entrepreneur, un responsable de coopérative ouvrière, un secrétaire, trois professeurs et deux instituteurs, un programmeur (arsenal), un dentiste, un animateur, un étudiant (2e année de droit), un retraité des Ponts et Chaussées (ex-conducteur de travaux), un secrétaire-adjoint de mairie, un droguiste, un directeur de Foyer de jeunes travailleurs et un assistant social.

Il apparaît donc qu'en se rapprochant de la base du Parti, l'échantillonnage socio-professionnel soit plus diversifié qu'à l'occasion d'un congrès. Un point commun — malheureusement — avec le sondage du 23 mars : le nombre insuffisant de femmes. Trois seulement participaient à la commission exécutive fédérale du Finistère.



Le centre se meurt, le centre est mort...

Réformateurs

La disparition brutale de Georges Pompidou avait posé au centrisme un problème simple : comment être présent dans la bataille pour la succession, après avoir réalisé en 1965 et 1969 des scores honorables ? Mais comment devait-il le faire alors qu'au travers du regroupement entre le Parti radical et le Centre démocrate avait été esquissée la tentative d'un rassemblement centriste à vocation majoritaire ? Et comment était-il en état de le faire, alors que les élections législatives de 1973 avaient annoncé l'échec de cette mirifique opération ?

Le 5 novembre 1971, Jean Lecanuet, qui avait maintenu sous l'étiquette Centre démocrate les restes oppositionnels du M.r.p., et Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui s'était emparé du nom du Parti radical, signaient à Saint-Germain-en-Laye un accord spectaculaire. Deux ans avant, Alain Poher, profitant de la division de la gauche, avait pu être le rival de Pompidou au second tour. L'illusion avait été de croire que cet accident de parcours dans l'évolution de la situation politique française annonçait des temps nouveaux et tranquilles pour le centrisme.

La confrontation législative de 1973 remit les choses à leur place. Les candidats « réformateurs » recueillirent un peu moins de voix que Lecanuet en 1965. Ce qui signifiait ou bien que le parti radical de Servan-Schreiber ne représentait rien, ou bien que le Centre démocrate de Lecanuet avait beaucoup reculé. En réalité, l'apport du premier avait été effectivement modeste et le second se rétrécissait comme peau de chagrin.

D'autre part, les relations entre les deux chefs de file du Mouvement « réformateur » n'ont pas été toujours faciles. Différence de tempérament entre les deux hommes certainement, mais également différence d'attitude en face de certains problèmes politiques. Au risque de simplifier à l'extrême, disons que Servan-Schreiber a parfois le cœur d'un bourgeois de gauche alors que Lecanuet a souvent celui d'un cadre de droite.

Cet ensemble de faits a conduit le Mouvement « réformateur » à une quasi-inexistence depuis les dernières élections. Inexistence confirmée au lendemain de la mort du président de la République : il faut noter en effet qu'en dehors des réunions du groupe parlementaire « réformateur », au cours desquelles radicaux schreibériens et démocrates lecanuettistes ont pu se rencontrer, aucune conversation officielle ne semble avoir eu lieu entre les directions du Centre démocrate et du Parti radical. Au contraire, les deux partis ont agi chacun de leur côté, donnant d'ailleurs très rapidement le sentiment que leur choix était fait.

C'est ainsi que, le mardi 9 avril, Gabriel Peronnet, secrétaire général du Parti radical, après avoir indiqué que le seul candidat rencontré par son parti était Edgar Faure, affirmait que « le Parti radical est décidé à s'imposer et à négocier. De toute façon, nous serons dans la bataille sous une forme ou sous une autre ». Déclaration qui ne voulait pas dire grand-chose, sinon que Lecanuet, dont on connaissait déjà les sentiments pro-giscardiens, n'engagerait pas les radicaux schreibériens.

Dans l'après-midi du 10 avril, le patron du Centre démocrate franchit définitivement le pas. Il obtient à l'arraché (157 pour, 84 contre et 7 abstentions) l'accord de son Conseil politique pour le soutien de Valéry Giscard d'Estaing. Le Comité directeur du Parti radical attend le 13 pour faire connaître son attitude : Servan-Schreiber doit être candidat. Le secrétaire général-adjoint, Claude Labalue, commente la nouvelle en ces termes : « La demande de candidature traduit à l'évidence la permanence, l'existence, mais aussi le renouveau de la pensée radicale et de sa personnalité ». Cette évidence ne le fut pas suffisamment pour Servan-Schreiber qui, après avoir entretenu le suspense qu'il aime tant pratiquer, se décida à ne pas être candidat, subordonnant la définition de son attitude à l'égard des autres candidats à une réflexion supplémentaire.

Plumages différents

Ainsi, au soir du dépôt des candidatures, la grande ambition de Saint-Germain-en-Laye s'est réduite à un Centre démocrate qui vote Giscard d'Estaing et à un Parti radical qui n'a plus d'opinion et attend celle de son président pour en trouver une autre. L'échec est total, patent et sans doute irrémédiable.

Cependant, il permet de tirer quelques enseignements. Le premier, et le mieux connu depuis longtemps, est que le radicalisme n'est plus au Parti radical. Il est dans le Mouvement des radicaux de gauche, partie prenante de l'Union de la gauche.

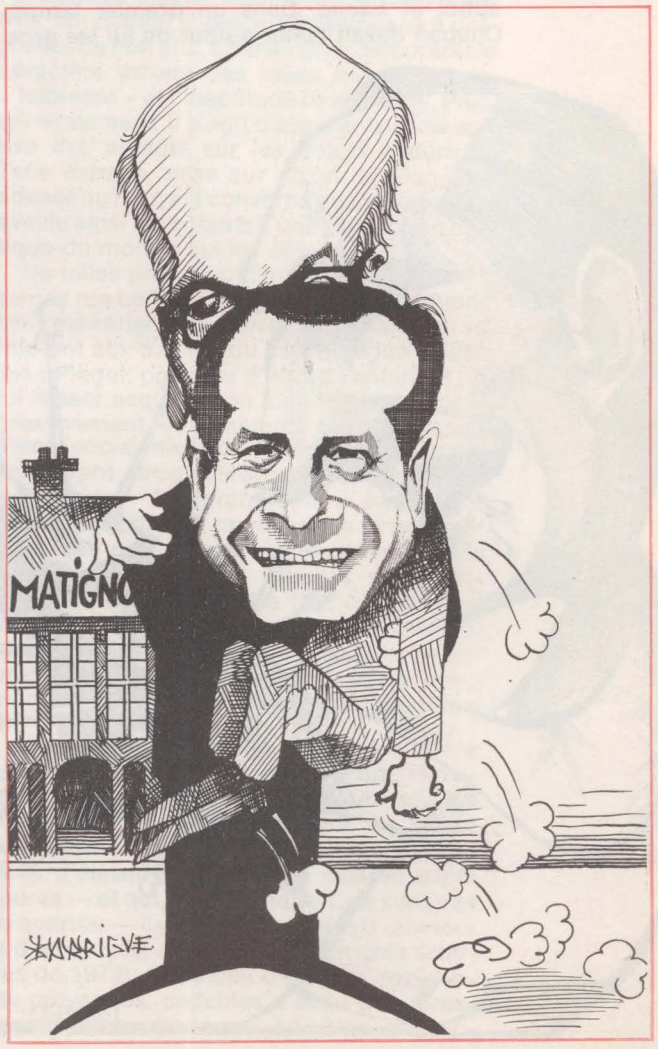
Le second est que Lecanuet a été amené à jeter le masque une bonne fois pour toutes. Beaucoup de gens s'étaient imaginé que le patron du Centre démocrate était dans l'opposition. D'une certaine façon, ils ne se trompaient pas : il était bien dans l'opposition à la personne du général de Gaulle. Mais il n'était pas dans l'opposition à la droite et à la politique réactionnaire de celle-ci. En pratique, Lecanuet ne reprochait à de Gaulle et à Pompidou d'occuper une place qui lui paraissait lui revenir de droit que parce qu'il s'estimait plus apte qu'eux à sauvegarder les intérêts du capitalisme français.

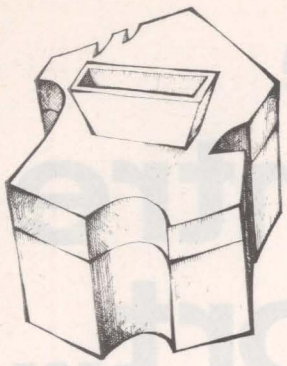
« Il faut se battre avec vigueur, a dit Lecanuet à l'issue du Conseil politique du Centre démocrate. La gauche est une menace parce qu'elle est le signe d'une arrivée des communistes au pouvoir. » Le prétexte communiste est bien connu : il permet à Lecanuet de choisir, en face de la gauche, le camp de Giscard d'Estaing, c'est-à-dire de l'homme qui incarne la politique économique et sociale la plus réactionnaire que la France ait connue depuis des décennies.

Lecanuet et Giscard d'Estaing tentent ainsi de rééditer l'opération réussie au lendemain de 1951 : l'éclatement du R.p.f. et l'alliance des Indépendants et du M.r.p., qui porta au pouvoir Antoine Pinay, avec les conséquences que l'on sait. Rien de bien nouveau donc dans cette course traditionnelle des hommes de droite vers le camouflage centriste qui permet, par un vocabulaire adapté, de pratiquer la politique de la réaction sous l'étiquette de la « modération ».

Il reste que les deux à trois millions d'électrices et d'électeurs qui, en votant pour Lecanuet, avaient cru voter pour un opposant résolu au Pouvoir responsable de l'inflation et de la régression sociale ont leur mot à dire. Ils l'ont d'autant plus que, dans l'hypothèse où Chaban-Delmas arriverait au premier tour avant Giscard d'Estaing et où un second tour serait nécessaire, l'argument de l'anticommunisme jouerait à nouveau en faveur de l'ancien Premier ministre. Ils doivent donc dire s'ils acceptent d'être, par des chemins directs ou détournés, les responsables du maintien à la tête des affaires françaises d'hommes qui, sous des plumages différents, défendent une politique à laquelle les « centristes d'opposition » avaient juré qu'ils ne se rallieraient jamais.

CLAUDE FUZIER





Droite

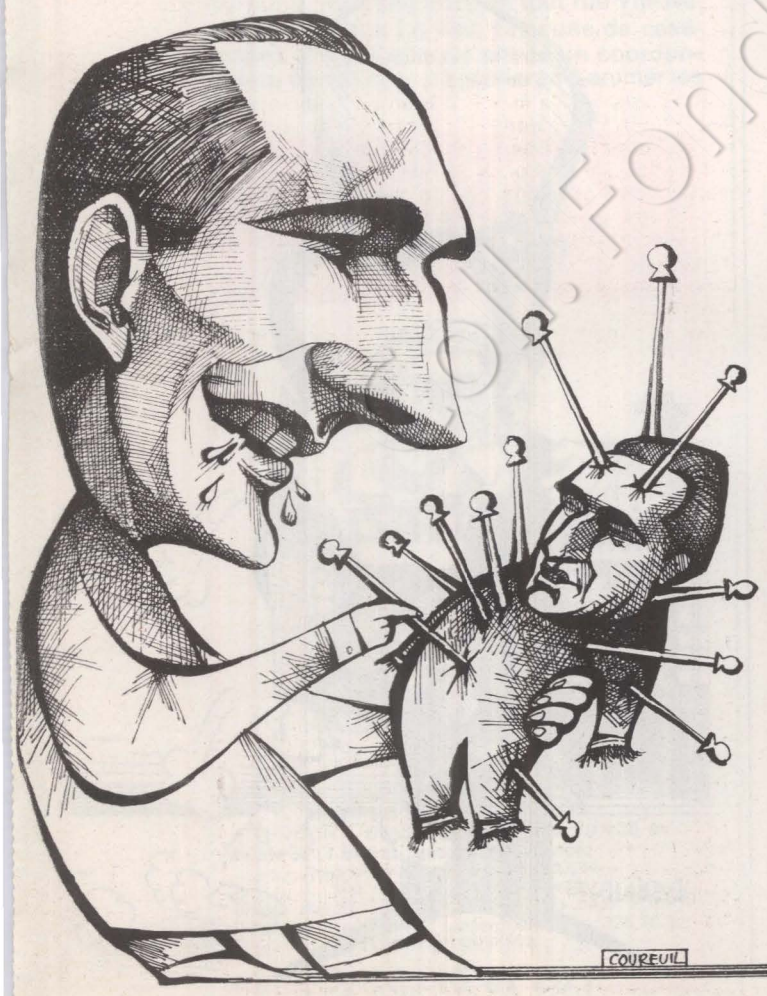
C'EST LA FAUTE A CHIRAC

Le clan de l'Elysée emmené par Chirac ne désarme pas dans son offensive contre Chaban-Delmas. C'est qu'à travers des opérations plus ou moins sordides, il vise plus loin et parfois plus bas.

22 mois loin du pouvoir. 22 mois à guetter la moindre chance. Depuis que Georges Pompidou avait licencié sèchement son Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas avait eu tout loisir de réfléchir et de définir une stratégie. Lui n'a pas été pris à contre-pied par la mort brutale de Georges Pompidou.

Avec ses conseillers favoris, des hommes comme Claude Cornuau, Jacques Valade ou Etienne Garnier, Chaban-Delmas avait défini un plan à appliquer au cas où... Tout y était, subtil et habile. Dans un premier temps, Chaban devait rallier autour de lui les gros bataillons de l'U.d.r. : Alexandre Sanguinetti et Michel Debré s'en chargeraient. Puis l'homme de la « nouvelle société » devait peu à peu se donner un visage plus ouvert, plus libéral. Il serait alors temps de soutirer avec succès les « réformateurs », de pousser en avant les hommes comme Joseph Fontanet.

Pour éviter que les durs de l'U.d.r. ne « ficèlent » trop leur candidat et pour lui permettre de sortir de l'étroite idéologie gaulliste, les experts de Chaban-Delmas comptaient sur les effets des sondages, qui montreraient que la gauche unie avait de très bonnes chances de gagner. L'union sacrée de la majorité élargie se ferait autour de Chaban. Dans les jours d'optimisme, ces messieurs assuraient que Valéry Giscard d'Estaing succomberait. Faute de soutien.



De ce beau plan, il ne reste aujourd'hui plus grand-chose. Les « durs » de l'U.d.r. appuient Chaban-Delmas. Mais Giscard d'Estaing est bel et bien candidat. Une fois de plus, **(voir en page 9 de ce numéro),** les « réformateurs » n'ont pas supporté l'épreuve. Mais Jean Lecanuet a suivi Giscard. Et Jean-Jacques Servan-Schreiber hésite entre François Mitterrand et Giscard d'Estaing. Pire, il ignore Chaban, dont il ne prononce même pas le nom dans sa déclaration.

Dans l'entourage de Chaban-Delmas, le responsable est vite désigné : « C'est la faute à Chirac ». Le premier, il a comploté contre Chaban-Delmas. Georges Pompidou agonisait et déjà le tout nouveau ministre de l'Intérieur, aidé de Pierre Juillet et Marie-France Garaud, tentait des opérations Messmer qui échouèrent toutes lamentablement.

Chaban-Delmas aurait pu au moins espérer que le clan de l'Elysée s'en tiendrait là. Mais il ne lui a même pas concédé la traditionnelle « trêve pascale ». Samedi, avec trois autres ministres — Jean Taittinger, Jean-Philippe Lecat et Olivier Stirn — Chirac a récidivé, aidé de 43 députés U.d.r., dont certains disent avoir été piégés par le texte que leur avait proposé Chirac — et ont obtenu mercredi que « les 43 » auraient toute liberté de vote, et de prise de position. Après l'échec de Pierre Messmer, le rappel à la candidature unique de la majorité qu'avaient inscrite dans ce texte Chirac et ses amis, n'avait plus de sens. Mais ces hommes visent plus loin. Et, pour certains, plus bas.

Le croisé de la majorité silencieuse

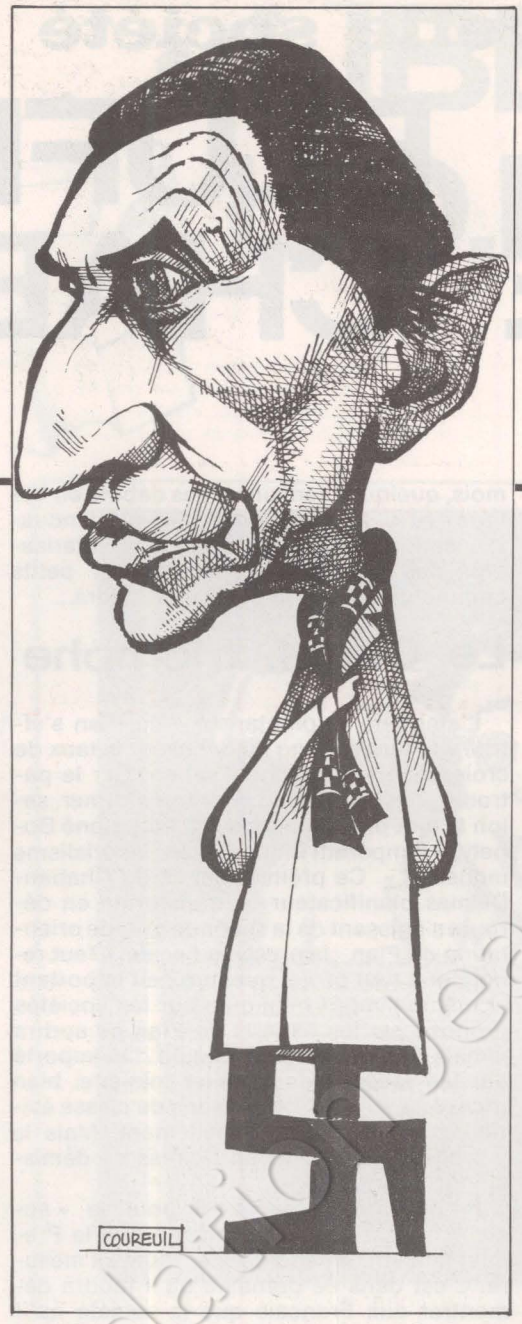
Il y a d'abord ceux qui ont des comptes personnels à régler avec Chaban. Il y a ceux qui savent que, Pompidou mort, ils ne pourront plus exercer ces bribes de pouvoir qu'il leur avait concédées, la maladie aidant. Et puis, il y a Pierre Juillet. Celui qui a été l'éminence grise de Pompidou n'est pas un homme aux motifs aussi primaires. Juillet est persuadé que Chaban-Delmas est un mauvais candidat de la majorité. Il lui reproche son absence du sens de l'Etat, un entourage trop affairiste pour être celui d'un président de la République. Alors, mieux vaut Giscard que Chaban. Voilà pour le court terme.

Et si l'on suit cette stratégie, on voit qu'elle a aussi un objectif à long terme. Si la droite arrive à faire triompher son candidat le 19 mai — c'est-à-dire, Giscard, pense Juillet — il lui faudra une majorité parlementaire. Il lui faudra des hommes pour recoller les morceaux, pour remettre la machine en route.

Juillet préférerait que ce soit les siens. Chirac, qui voue à Juillet une admiration quasi filiale et comparable à celle qu'il avait pour Pompidou, est l'instrument de ce dessein.

Giscard d'Estaing connaît parfaitement cette situation. Il en joue et il profite de ses avantages. Il voit qui il faut, quand il faut. Mais lui, a compris que, pour faire aboutir un plan politique, cela exige de la discrétion. Ce qui n'empêche pas les coups bas. Bien au contraire.

N.B.



« C'est un élan moral qui me pousse. Et j'obéis au sens du devoir ». Dans la bouche de cet homme sec de 54 ans, père de 4 enfants, au visage anguleux, au regard ardent d'ascète visité par une illumination, cette déclaration prend la résonance d'une investiture divine. Comme on part en croisade, Jean Royer s'est lancé, le 11 avril, dans la course présidentielle. Créant un élément supplémentaire de pagaille dans une majorité qui n'en avait pourtant pas besoin...

Tel le croisé qui pour la guerre sainte abandonne son fief, il démissionne de son nouveau ministère des Postes et télécommunications. Une manière éclatante d'appliquer ces principes de rigueur dont il se fait l'apôtre. Il en profite, au passage, pour donner une leçon d'intégrité à son collègue Giscard d'Estaing qui, lui, n'a pas démissionné. Car ce n'est ni beau, ni honnête — je ne vous le fais pas dire — d'utiliser une équipe ministérielle, théoriquement au service de la nation, pour préparer sa campagne électorale.

Le dépit des hommes de la majorité — qu'ils soutiennent Chaban-Delmas ou Giscard d'Estaing — est évident. Ils réalisent que la candidature tardive de Jean Royer n'a rien d'un coup de tête et que tous, ils y perdront des voix. Dans quelle proportion ? Là est la question.

Fils d'un employé de banque, sa première vocation le conduit à l'école de Langeais (Indre-et-Loire). De 1945 à 1954, il y est instituteur. Aimant expliquer, il veut être compris et ne recule pas dit-il, devant une bonne paire de « taloches » pour faire entrer plus vite une formule d'arithmétique : « L'éducation, c'est du dressage, plus de la générosité ». Une conception musclée de la pédagogie. Elle devrait lui attirer la sympathie de tous ces parents inquiets et dépassés par une jeunesse qu'ils ne savent plus par quel bout prendre. La taloche remplace ici la compréhension. C'est plus facile.

Curieusement, à cette époque, Royer ignore tout de la politique. Sa révélation viendra en écoutant le fameux discours de Bayeux, en 1947. Immédiatement, il croit en de Gaulle et propose ses services. Nommé délégué du R.p.f. d'Indre-et-Loire, il veut monter plus haut. Il voit dans la politique le moyen de remplir sa mission, d'assumer son destin. Au sens évangélique des mots.

Après une tentative infructueuse en 1951, il est élu député à Tours après mai 1958. « Sans étiquette », cette fois. « Surtout pas de fil à la patte ». Son indépendance, il l'érige en principe, en étendard. Elu l'année suivante conseiller municipal, puis maire de Tours, il exige des membres de son conseil municipal, en plus de l'allégeance personnelle, de mener une vie familiale irréprochable et de n'avoir appartenu à aucun parti politique. En 1962, Royer refuse même l'investiture que lui propose l'U.n.r. Son pouvoir, il ne veut ni le partager ni le devoir à un parti. Pendant plus de quinze ans, il recevra tout le monde dans son bureau de maire, sauf les organisations. A ses yeux, une association de parents d'élèves est suspecte un comité de quartier douteux. Les syndicats, il les ignore purement et simplement.

En 1959, dans cette « bonne ville » de Tours qui se meurt doucement de la modération de sa bourgeoisie et de l'immobilisme de son administration, Royer a trouvé un terrain à la hauteur de ses ambitions. Il se met au travail avec acharnement.

A 7 heures du matin, il est déjà sur ses dossiers et n'en sort que tard le soir. En même temps, on le voit dans la rue, venu aux aurores surveiller le ramassage des poubelles et s'attirer, à bon compte, la reconnaissance éperdue du boucher et de la crémière. Il prend encore le temps de diriger les chantiers de sa ville et de ne pas manquer une réunion de personnes âgées.

Premier résultat : il est le maire de France élu depuis 1959 avec le plus gros pourcentage de voix (pour les villes de plus de 100 000 habitants).

Le but poursuivi:donner à Tours un rayonnement national qui impose l'autorité de son maire. Son ambition déborde largement son rôle de gestionnaire. Bâtisseur intègre et moralisateur, il défend avec acharnement la morale « naturelle ». Avec des accents que Gobineau n'aurait pas désavoués...

C'est d'ailleurs son combat contre la dépravation des mœurs et la pornographie qui le fait connaître du grand public. « La pollution est partout, répète-t-il. Elle est intellectuelle, morale, sociale ». D'où son obsession de nettoyer, purifier la ville. En dehors de toute légalité, il crée une commission de contrôle cinématographique et censure à tour de bras films, affiches et expositions qu'il juge « licencieuses ». Son rêve : ouvrir une foire du cinéma « sain ». Ses critères cinématographiques : Mary Poppins, Walt Disney, les westerns classiques.

Ses convictions ne s'en font pas plus discrètes. Il se manifeste beaucoup, fait la leçon aux parlementaires à cause de leur absentéisme, émet le vœu que la Communauté européenne soit élargie à l'Espagne et au Portugal.

S'il y gagne des ennemis, il augmente son audience auprès des amoureux de l'ordre et de la bonne conduite. Et en avril 1973 il entre au gouvernement comme ministre du Commerce et de l'artisanat. Pour la plus grande satisfaction des amis de Tixier-Vignancour qui auraient pourtant préféré le voir à l'Education nationale « afin de rétablir dans ce secteur un ordre scandaleusement troublé. »

Il se jette dans son ministère, comme dans tout ce qu'il fait. Et le voilà parti en croisade pour une loi dite « Royer ». Favorable aux petits commerçants, elle tend à limiter le développement des grandes surfaces et permet le préapprentissage des enfants dès 14 ans. Pour lui, c'est le signal d'un tour de France de 57 étapes : il veut expliquer sa loi, la populariser auprès des commerçants. Il n'épargne rien pour se tailler un succès total auprès de son auditoire, ni les assauts de démagogie pure — il compte sur eux pour « injecter à notre société les doses de responsabilité qui lui manquent » à une époque où « même l'Université et l'Eglise en sont à reconsidérer leurs règles » — ni les attaques contre Giscard d'Estaing qui refuse de débloquer les crédits en leur faveur. Cette classe de petits commerçants, qui depuis quelques années a peur des grandes surfaces et se sclérose, l'ovationne littéralement. Au point que Gérard Nicoud et le Cid-Unati en perdent leurs velléités contestataires.

La démission du deuxième gouvernement Messmer en mars 1974 le surprend à la veille d'un second tour de France pour veiller à la bonne application de « sa » loi. Sans doute éprouve-t-il de l'amertume à passer au ministère des Postes et Télécommunications. Messmer, paraît-il, est obligé de lui montrer en personne l'ampleur du désastre téléphonique pour lui redonner du cœur à l'ouvrage.

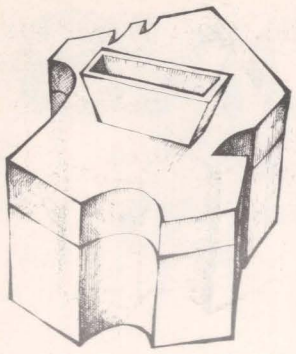
Nul doute que la mort de Georges Pompidou vient l'interrompre dans la réalisation d'un vaste projet. Peut-être se serait-il taillé la même popularité chez certains postiers que chez les commerçants : il a le sens inné de ce qu'il faut dire pour flatter les opinions les plus reçues. S'il n'a pas osé reprendre « Travail, Famille, Patrie », formule qui garde mauvaise réputation, il reste dans le même esprit avec ses trois mots-clefs : « Morale, rigueur, pureté ».

Sur sa candidature, il va tenter de rassembler les petits commerçants aigris, tous les épris d'ordre, tous les catholiques intégristes, les adversaires de l'avortement, de la pornographie, des cheveux longs. Tout ce monde silencieux pour lequel il a créé à Tours le comité « Appel à la majorité silencieuse ». Combien seront-ils ? Au moins « quatre millions » répond avec optimisme l'équipe de Royer. 12% de l'électorat ? De quoi modifier tout l'échiquier politique de la droite.

Il lui manque les importants moyens financiers ou les militants d'un parti. Et les soutiens qu'il a trouvés sont de l'envergure du député U.d.r. de la Manche Godefroy, qui a proclamé : « Ma vache, quand on lui présente plusieurs bottes de foin, les renifle toutes, mais ne mange que celle qui lui plaît ; c'est ça, la démocratie ». « Ma conviction compensera la faiblesse de mes moyens », déclare-t-il. Fidèle à sa tactique, il compte faire le tour de France dans un wagon S.n.c.f. aménagé en permanence. « En première, a-t-il précisé. Puisque je voyage habituellement en première, je ne ferai pas de démagogie. »

Selon la formule favorite de cet homme aux certitudes épaisses : pour le reste, « Dieu y veillera ».

CHRISTINE COTTIN



Nouvelle société

LE BLUFF DE CHABAN

Jacques Chaban-Delmas, c'est un peu le genre, comme d'autres disant « Après moi le déluge », à proclamer : « Avant moi, le néant ». C'aurait été un beau coup de poker menteur de tenter de faire oublier qu'il avait été chef du gouvernement, avec les suites qu'on sait. Bref, de faire le coup de « l'homme neuf ». Chaban-Delmas n'a pas osé. Et aujourd'hui il parle tranquillement de « reprendre sa tâche là où elle avait été interrompue » avec la garantie, dit-il que « ce qui a été fait atteste de ce qui pourra être fait demain ». Amnésie ou toupet ? Les Français, eux, n'ont pas oublié le bilan de la « nouvelle société » dont l'ancien Premier ministre propose aujourd'hui une resucée. Et lorsqu'il parle de « l'enfer » à propos de François Mitterrand, il s'attire cette réplique du candidat de la gauche : « Si M. Chaban-Delmas c'était le Paradis, ça se serait remarqué. M. Pompidou l'aurait remarqué le premier et n'aurait pas mis fin à cet hypothétique âge d'or... »

Miracles du verbe : c'est sur une simple formule verbale lancée le 30 mai 1968, « la nouvelle société », que s'est bâti ce grand coup de bluff. La philosophie politique du président de l'Assemblée est, pour le moins, des plus floues. Mais il sait faire travailler des gens qui « ont des idées », des technocrates comme François Bloch-Lainé, Paul Delouvrier ou Jacques Bloch-Morhange et des hommes aux confins de la politique et du « business », comme Albin Chalandon ou le sidérurgiste Jacques Ferry. Lorsque Chaban-Delmas sera appelé à Matignon, en juin 1969, la recommandation de Bloch-Lainé y ajoute deux cadets que Chaban-Delmas ne connaît guère que de vue :l'ex-mendésiste Simon Nora et Jacques Delors, ancien syndicaliste C.f.t.c. et animateur du groupe Vie nouvelle - Citoyen 60, qui fait une belle carrière au Plan.

De cette équipe de « têtes d'œuf » sort — transcrite par la « plume » de Chaban-Delmas, Yves Cannac, qui lui rédigera tous ses discours — la « nouvelle société ». Une formule qui ne prend alors de relief que parce que son auteur succède à Matignon au terne Couve de Murville, et parce que le nouveau président de la République, Georges Pompidou, n'a pas de projet de société. Un bien grand mot, donc, qui recouvre essentiellement des projets sociaux. Il est vrai que c'est de ce côté-là que le vieux routier de la politique a senti souffler le vent le plus fort : Mai 68 ne date que d'un an... Il dira un peu plus tard, avec un rien de cynisme : « Les préoccupations sociales me sont dictées par instinct, par goût, par sentiment, presque physiquement... Mais elles pourraient l'être aussi par calcul. »

De toute façon, Chaban-Delmas, bon gré, mal gré, devra livrer ses premières batailles sur un tout autre terrain : il a fallu passer l'été avec la dévaluation du franc et le « plan de redressement » giscardien. Et quand, en septembre 1969, le Premier ministre lance sa « nouvelle société » à l'Assemblée, le calendrier est là, inexorable : on est à quelques mois, quelques semaines, des débuts du VIe Plan (1970-1975). Priorité forcée à l'industrialisation, accompagnée de la prolétarisation des agriculteurs, artisans et petits commerçants — « le social » attendra...

Le C.n.p.f. triomphe

L'ambition « volontariste » du Plan s'effrite vite tout au long du débat sur le taux de croissance et l'industrialisation. Car le patronat a investi le Plan pour transformer, selon le mot de l'économiste C.f.d.t. René Bonety, « l'impératif industriel en impérialisme industriel ». Ce premier échec du Chaban-Delmas planificateur se transforme en déroute s'agissant de la seconde grande orientation du Plan :la pression fiscale. Il faut renoncer à tout projet quelque peu important et même l'impôt minimum sur les sociétés proposé par les experts du Plan ne sortira jamais des dossiers. Le C.n.p.f. l'a emporté sur les velléités du Premier ministre, bien incapable — pour des raisons de classe évidentes — de résister réellement. Mais le « progressiste » Chaban-Delmas ne démissionne pas.

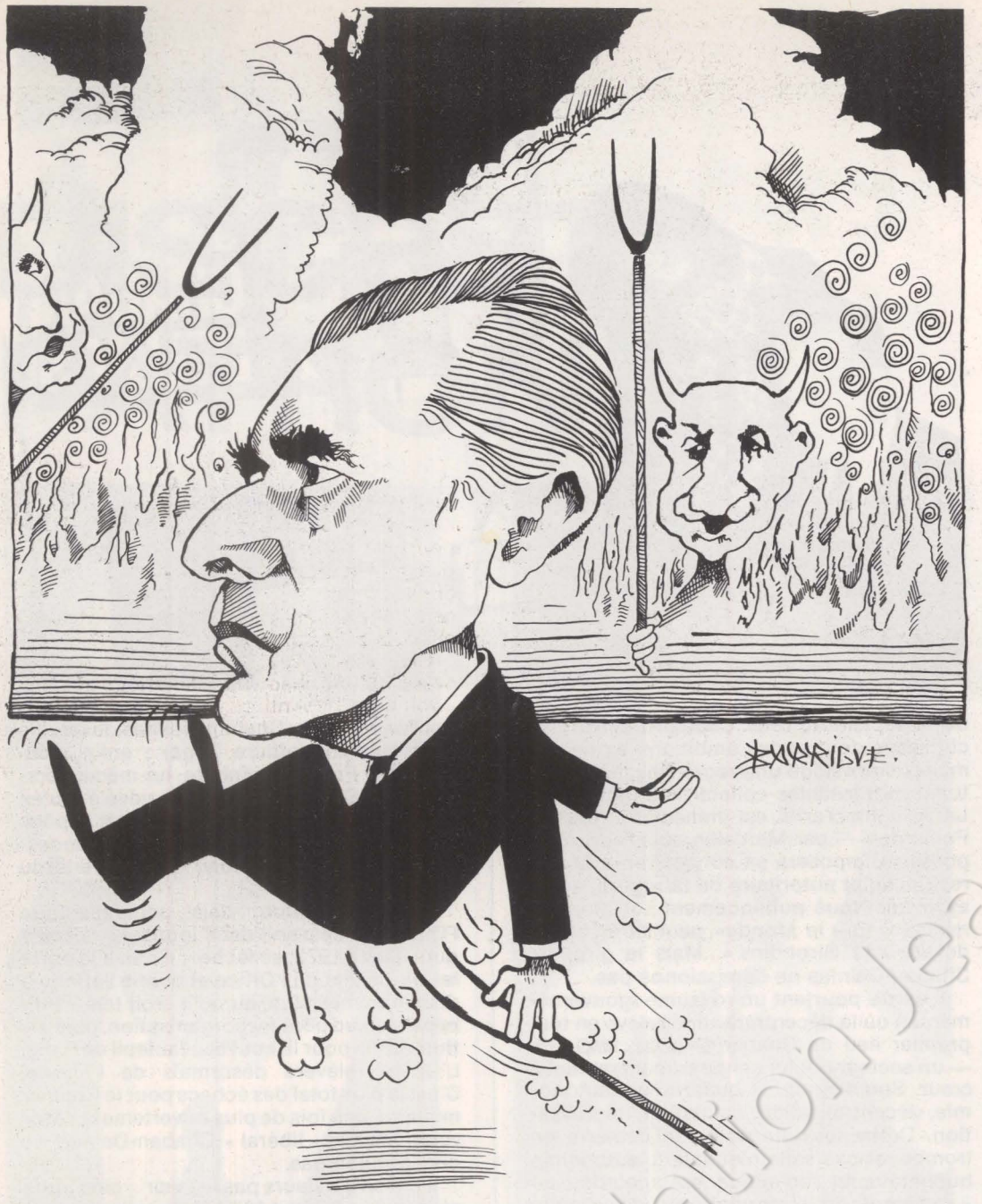
Peut-être se réserve-t-il pour le « social » : c'est dans ce domaine que le Premier ministre entend donner toute sa mesure. C'est dans ce domaine qu'il faudra démontrer aux Français que la société qu'il veut créer est vraiment nouvelle. Au départ, un slogan, soufflé par Delors : « Une France pour tous les Français ». Un thème sur lequel, durant les trois années qu'il passe à l'Hôtel Matignon, Chaban-Delmas brode inlassablement. Dès son arrivée, il donne le ton : « Il n'y a pas de différence fondamentale entre un manœuvre-balai et un grand patron. Quand je sors de ma mairie, je serre la main à celui qui balaie le caniveau. C'est un échange de poignées de main entre deux égaux » (septembre 1969). Et, au-delà de l'anecdote, il lance ses grands thèmes : la nouvelle société, « société de consommation avec un supplément d'âme ». C'est-à-dire la participation. Alliée à la concertation, ce sera la clef de voûte de la « nouvelle société ».

Clientèle visée en priorité : les salariés. Et cela pour une raison bien simple, qui n'a rien à voir avec les sentiments sociaux instinctifs et irrépressibles qu'il prétend éprouver : la société française a changé. Les couches sociales qui votaient « bien » se sont transformées. Face au développement des grandes entreprises, la base électorale classique de la droite (petits commerçants, paysans, artisans) a diminué. Elle s'est aussi sentie rejetée. Il faut donc trouver une nouvelle base électorale. Et, après la secousse de Mai 68, le Pouvoir réalise — tardivement — qu'il doit gouverner un pays où les salariés représentent près de 80 % de la population active. Comment rallier la classe ouvrière ? Voilà le problème de Pompidou lorsqu'il arrive au pouvoir. Le général de Gaulle était parvenu, dans une certaine mesure, à rassembler un électorat qui n'était pas formé que de conservateurs, il avait pu attirer à lui un certain nombre de voix des salariés, sans en payer le prix. Mais il n'est plus là et, comme le constate un syndicaliste, « si certains ont pu se reconnaître dans le Général, aucun ouvrier ne peut s'identifier au directeur général de la Banque Rothschild ». Il faut inventer quelque chose.

Premier pion avancé par Chaban-Delmas pour démontrer aux Français que quelque chose est en train de changer, et aux salariés qu'il vaut mieux abandonner la contestation stérile : la politique contractuelle. Le Premier ministre engage vivement les industriels à accepter le débat avec leurs employés, et lui-même donne l'exemple, dans le secteur public et nationalisé, de ce que



Chaban-Delmas pendant sa tournée-éclair dans les « courées » du Nord.



doivent être les relations sociales à l'intérieur d'une entreprise dans la « nouvelle société » : des partenaires face à face s'efforçant de trouver une solution à leurs problèmes et signant ensemble des « contrats de progrès » Le 10 décembre 1969, un accord est signé à l'Electricité et au Gaz de France. Pour Chaban-Delmas, ce n'est rien moins qu'une « révolution » obtenue « sans que le sang coule, sans qu'une ville ou une civilisation soit détruite. » Et, décidément bien inspiré en ce soir de décembre 1969, il prédit, dans la foulée, la paix sociale : « Pendant deux ans, ou plus exactement pendant 21 mois, vous pouvez considérer qu'il n'y aura plus de grèves. »

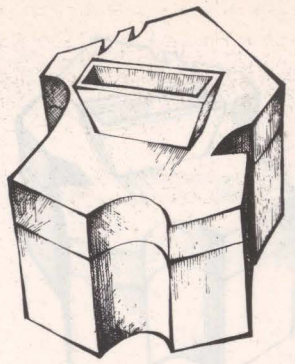
Déjà méfiants à l'égard des contrats de progrès — la C.g.t. a refusé de signer l'accord E.d.f. — les syndicats manifestent vivement leur désapprobation, et dénoncent bien haut ce qui n'est qu'une tentative pour acheter la paix sociale. Jamais Chaban-Delmas ne pourra faire accepter aux salariés cette politique contractuelle dont il attendait tant. Le secteur privé manifestera plus que des réticences. Cependant que, même dans le secteur public, la paix sociale n'intervient pas pour autant : 2,2 jours de grève par salarié S.n.c.f. en 1971, contre 0,4 en 1965, par exemple... Surtout, les « contrats de progrès » ne réussissent pas, à quelques exceptions près (Potasses d'Alsace, Charbonnages), à faire des petits. C'est l'échec. Mais le super-réformateur Chaban-Delmas ne démissionne pas.

Mêmes déboires avec l'actionnariat chez Renault. En septembre 1969, la distribution d'une partie du capital de la Régie Renault au personnel est annoncée. Cela n'évite pas la révolte des O.s. au Mans et à Billancourt : l'actionnariat, pas plus que la politique contractuelle, n'apporte la paix sociale...

L' "intégration" sans le dire

Des promesses aussi, encore des promesses, en ce qui concerne les inégalités. C'est l'un des leitmotive de Chaban-Delmas : la « solidarité avec les plus démunis ». Il visite des bidonvilles - accompagné de photographes, cela va de soi. Mais quand il promet qu'il n'y aura plus de salaires inférieurs à 1 000 F, il précise bien vite « ... dans 18 mois. » C'est en mai 1972 qu'il prend cet engagement. A l'époque, le Smic est à 4,10 F de l'heure. 817 F par mois pour une durée hebdomadaire de 44 heures et demie de travail. L'augmentation annuelle des salaires ouvriers est d'environ 10 %. Chacun fait le calcul : avec une augmentation de 15 % en 18 mois, le salaire minimum atteindra 840 F à la date fixée par Chaban-Delmas. Les prix auront augmenté de 9 à 10 % : on touchera, en fait, en janvier 1974, l'équivalent de 860 F/1972. Ce sont des précisions auxquelles le Premier ministre, on s'en doute, ne s'était pas attardé.

Il lui arrive souvent, ainsi, d'oublier quelques détails. Le jour même où il annonce ce fabuleux relèvement du Smic, il se félicite de l'évolution de l'emploi, qui est, à son avis, « une des lumières de la situation française ». Tout le monde aimerait partager cette satisfaction, cet optimisme qui n'est démenti



que... par les chiffres officiels eux-mêmes ! Entre 1969 et 1972, le nombre des demandes d'emplois a en effet augmenté de 60 % et le nombre des chômeurs effectifs de 50 %.

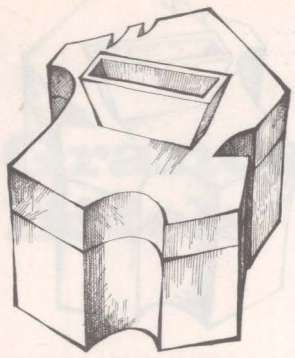
Une autre grande idée du règne : la mensualisation. Idée noble — d'ailleurs « récupérée » par Pompidou, à la veille de l'élection présidentielle, dans une grève de la Sollac — si l'on ne subodorait que le Pouvoir vise ainsi, sans le dire, l'« intégration » de la classe ouvrière. Les accords sur la mensualisation se multiplient et le Premier ministre peut, selon son expression favorite, « faire donner les grandes orgues ». Mais le véritable vainqueur, c'est le patronat. Il a en effet franchi l'obstacle en étouffant les deux revendications des syndicats : le statut unique du manœuvre à l'ingénieur et le corrélatif logique de la mensualisation, c'est-à-dire la suppression du travail au rendement. Et quand les hardiesses de Chaban-Delmas ne vont pas se briser sur le roc patronal, elles s'échouent dans le marais C.g.c. Celle qui consiste à déplafonner les cotisations de Sécurité sociale et que Chaban-Delmas considérait comme un test capital, subit ce sort. Pompidou dira non et André Malterre n'aura pas le triomphe discret.

On pourrait multiplier les exemples : la « nouvelle société », dans les faits, ne change rien. Mais le « social » Chaban-Delmas ne démissionne pas.

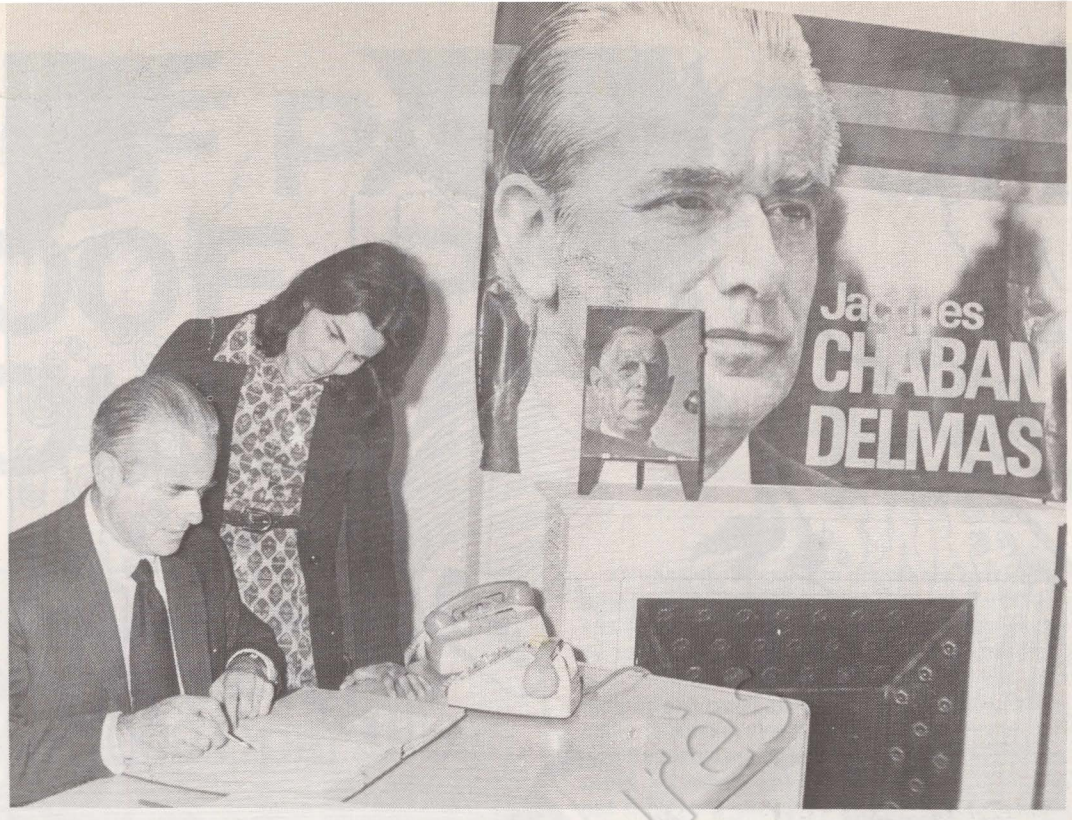
Bien pire : l'homme du dialogue avec les syndicats n'hésite pas à leur dénier le droit d'exister. Ainsi, la grève de l'E.d.f., au moment où on y négocie un accord, le fait sortir de ses gonds. Dès le 27 novembre 1969, à la télévision, Chaban-Delmas fulmine. Cinq mois après son arrivée à Matignon, il montre aux Français son vrai visage en s'en prenant à la C.g.t. : « Ceux de ses dirigeants qui sont membres du P.c. n'ont certainement pas pour objectif principal la défense des intérêts des travailleurs. C'est d'ailleurs clair depuis que leur principal leader raconte à qui veut l'entendre que le renversement du régime est une chose actuelle et que la C.g.t. entend y parvenir dans un délai proche. »

Quand il évoque les trois années du régime Chaban, Georges Séguy ne mâche pas ses mots : « Il se fait le champion de la nouvelle société. Mais les travailleurs n'ont pas oublié que, quand il était à l'Hôtel Matignon, il a été le symbole de l'intransigeance, de toutes les tentatives de blocage des salaires sous couvert de contrats de progrès qui avaient d'ailleurs donné lieu à de sérieux conflits dans le secteur public et nationalisé, et qui, à mon sens, résument l'échec cuisant de sa politique en matière sociale. Il se fait aussi le champion de la concertation, mais je puis dire, en faisant appel à mes souvenirs, que durant les trois années de ses fonctions comme Premier ministre il n'a rencontré qu'une seule fois le secrétaire général de la première centrale syndicale nationale. »

En fait, Chaban-Delmas a échoué dans son opération de séduction. « C'était pourtant une offensive bien menée en direction de la classe ouvrière, constate Michel Rol-



LE BLUFF DE CHABAN



lant, responsable du secteur économique de la C.f.d.t. L'aspect idéologique pouvait être relativement efficace. Contrairement à ce qui se passe dans certains pays anglo-saxons, le patronat français n'a jamais accepté le débat, l'affrontement. Certaines organisations se sont laissé mystifier. Ce nouveau style, par ce qu'il représentait de changement et par un contenu financier non négligeable, pouvait être mystificateur. Le plus important, à l'époque, était de mettre en lumière les risques d'intégration des travailleurs. »

Ceux-ci, finalement ne s'y sont pas trompés : 22 mois après l'arrivée au pouvoir du Premier ministre, en avril 1971, un sondage réalisé par l'Ifop révèle qu'un salarié sur deux (et 4 Français sur 10) considère que la politique des contrats « consiste en fait à détourner l'attention des problèmes véritables ». Et 6 salariés sur 10 ne font pas confiance au gouvernement pour l'amélioration de la condition ouvrière ; 50 % des Français sont d'ailleurs de leur avis. Mais le « social » Chaban-Delmas ne démissionne pas.

"La défaite des Girondins"

Du social à l'éducatif, il n'y a qu'un pas : un dogme chabanien comme la mobilité de l'emploi suppose ainsi la reconversion professionnelle. Le Premier ministre pourra parler — une fois de plus... — de « révolution » en présentant ses projets en matière de formation permanente. A lui le prestige, aux « partenaires sociaux » la besogne d'établir un accord. Malgré des mois de négociations acharnées, les syndicats sont écartés de la gestion des opérations de formation et se voient refuser que soient liées formation et promotion ; le patronat aura les mains libres et le monopole de la disposition des fonds pour ses besoins à court terme. Emmenée par Olivier Giscard d'Estaing, la partie la plus réactionnaire de la majorité parachèvera à l'Assemblée cette victoire du C.n.p.f. Mais le « révolutionnaire » Chaban-Delmas ne démissionne pas.

C'est même dans l'axe de cet accord de dupes que se situeront les velléités du Premier ministre en matière d'enseignement. Ainsi seront décidés une rénovation de l'enseignement technique — qui, concrètement, ne verra pas le jour — et une réforme de l'apprentissage qui n'a pas mis fin aux carences et aux abus **(voir le n° 87 de « l'Unité »).** C'est tout pour l'Education nationale. Il est vrai que Matignon — pas plus que le commis-gestionnaire Olivier Guichard, qui « digère » Mai 68 au ministère de l'Education nationale — n'a guère voix à ce chapitre : la « grande politique » éducative se fait à l'Elysée, dans l'optique de l'agrégé de lettres Pompidou... Mais le « novateur » Chaban-Delmas ne démissionne pas.

La dénonciation de « l'Etat, en passe de devenir tentaculaire et même inefficace », avait eu son petit succès dans le programme du 16 septembre 1969. Chaban-Delmas affiche alors de grandes ambitions en ce domaine. Il envisage une régionalisation instituant de véritables collectivités régionales. Là, le coup d'arrêt est immédiat et brutal : Pompidou — par Marcellin puis Frey interposés — imposera sa conception à la fois restrictive et autoritaire de la région, après avoir désavoué publiquement son Premier ministre. Et « le Monde» peut titrer : « La défaite des Girondins ». Mais le girondin Chaban-Delmas ne démissionne pas.

Il existe pourtant un royaume (gouvernemental) où la décentralisation relève en tout premier lieu de Chaban-Delmas : L'O.r.t.f. — un secteur qui lui tient particulièrement à cœur. Son slogan est quadruple : autonomie, décentralisation, émulation, libéralisation. Cette nouvelle politique démarre en trombe, et pas sans résultats. L'autonomie budgétaire et technique est accordée au « directeur de l'information » de chaque chaîne, un temps d'antenne (modeste) est attribué aux formations politiques, Pierre Desgraupes embauche ses journalistes de la première chaîne autrement que parmi les cousins U.d.r....

Vraie libéralisation ? Sûrement pas ; tout au plus un affaiblissement du servage. Qui ne durera d'ailleurs guère : la censure reprend ses droits, Olivier Todd démissionne de l'équipe Desgraupes faute d'avoir pu diffuser son enquête à propos du film « La bataille d'Alger », Maurice Clavel claque la porte d'« A armes égales »... C'est que l'image de marque de Chaban - soucieux - des - libertés a beaucoup pâli : il a fait voter par le Parlement la loi anti-casseurs, puis tenté — en vain : le Conseil constitutionnel annulera cette initiative — de porter un grave coup à la liberté d'association en modifiant la loi de 1901. Comment alors la « libéralisation » aurait-elle pu rester longtemps crédible à l'O.r.t.f. ?

D'autant que le général Chaban, mauvais stratège, justifie se réputation de légèreté : il a concentré ses forces sur le secteur information de l'O.r.t.f. et négligé le reste. Or, « le reste » — outre la médiocrité persistante des programmes — est ni plus ni moins livré au commerce : la mainmise d'Hachette sur les vidéo-cassettes, le lobby des firmes d'appareils couleurs et... la publicité clandestine. Celle qui va déclencher le scandale en avril 1972. Et les scandales, justement poussent comme champignons, depuis l'affaire de la Garantie foncière, dans les milieux de la majorité. Certains éclaboussent des membres du gouvernement Chaban-Delmas, comme Jacques Chirac et Philippe Dechartre ; puis, Chaban-Delmas, au moins indirectement (affaire Dega) ; enfin atteignent le Premier ministre lui-même lorsque « le Canard enchaîné » révèle qu'en trois ans il n'a pas payé un sou d'impôts. Le rapport Diligent sur la publicité clandestine à l'O.r.t.f. n'est donc qu'une perle du collier.

Alors Pompidou, déjà persuadé que l'O.r.t.f. l'a desservi dans le piteux référendum d'avril 1972, se fâche : il met à la porte les dirigeants de l'Office et confie l'affaire à deux hommes sûrs, ou qu'il croit tels : Philippe Malaud pour la réorganisation, puis Arthur Conte pour le nouveau fauteuil de P.d.g. L'Office relèvera désormais de l'Elysée. C'est le plus total des échecs pour le Premier ministre, une fois de plus ouvertement désavoué. Mais le « libéral » Chaban-Delmas ne démissionne pas.

Il n'en a d'ailleurs pas le loisir : cinq jours plus tard, le 5 juillet 1972, le Premier ministre est licencié sans préavis. François Mitterrand l'avait pourtant prévenu dès septembre 1969 : « Quand je regarde votre majorité, je doute de votre succès. » Et aussi, plus cyniquement, son « allié » Michel Poniatowski, dans une interview d'avril 1972 : « Personne n'est irremplaçable ». Mais l'hostilité des « durs » de la majorité, les « lâchages » par Pompidou ni le double jeu du patronat ne sauraient servir d'alibis à l'échec du bluff Chaban-Delmas. Après tant de contradictions, de vœux pieux, de pas en arrière, de « morosité », de désaveux, la baudruche de la « nouvelle société » rend l'âme.

La « nouvelle société » - bis ressemble comme une sœur à son aînée, dont son auteur doit reconnaître aujourd'hui par euphémisme qu'il n'avait obtenu que « quelques débuts de résultats, très insuffisants »... Pourquoi, dès lors, les nouvelles propositions de Chaban-Delmas (plan contre la hausse des prix, « véritable » réforme fiscale, relance de l'Europe, contrôle parlementaire) seraient-elles plus crédibles ?

Le Chaban-Delmas 1969-1972 condamnait par avance le Chaban-Delmas 1974 et ce ne sont pas ses premiers télégrammes de soutien — de l'antédiluvien Bernard Lafay jusqu'à Jean-José Clément, potentat du rhum, en passant par nombre de ceux qui se sont débarrassés de leur chef en 1972 après lui avoir accordé un vote de confiance massif quelques semaines plus tôt — qui y changeront quelque chose : tout ce qui brille n'est pas d'or. Et la « nouvelle société », n° 1 ou n° 2, est une gasconnade.

MICHELE BACKMANN et SERGE RICHARD

l'unité

L'hebdomadaire du Parti socialiste

LE JOURNAL DE LA CAMPAGNE DE MITTERRAND



Coll. Fondation Jaurès

Georges Séguy: «Un grand Premier Mai de soutien»

L'UNITE : La C.g.t. a-t-elle déjà prévu des actions précises dans le cadre de la campagne de soutien à la candidature de François Mitterrand ?

GEORGES SEGUY : La C.g.t. a souhaité dès le début que l'unité la plus large de toutes les forces politiques de gauche, syndicales et autres forces démocratiques, se réalise pour cette élection présidentielle. Elle pense, en effet, que les possibilités de victoire réelles s'offrent à ces forces-là ; et, dès lors que les trois partis politiques signataires du programme commun ont annoncé leur décision commune de désigner François Mitterrand comme candidat commun de la gauche, se référant explicitement au programme commun de gouvernement, la Commission exécutive de la C.g.t., réunie extraordinairement, a décidé de lancer toute l'énergie militante de la C.g.t. dans la bataille pour la victoire de François Mitterrand.

Elle l'a fait tout en précisant que cela avait une signification bien définie pour la C.g.t. Il s'agit essentiellement pour elle d'arriver à une victoire susceptible d'ouvrir la voie à l'application du programme commun de gouvernement. Elle a pris une série de dispositions : réunions syndicales, édition de matériel, numéro spécial de « la Vie ouvrière », en particulier pour le Premier Mai, édition d'affiches. Bref, il s'agit d'une mobilisation générale de toutes les organisations et de tous les militants de la C.g.t. pour que, dans le court délai qui nous sépare du premier tour des élections, nous apportions la contribution maximum de notre organisation syndicale au succès de la gauche unie. C'est une bataille très importante qui peut être décisive pour l'avenir.

— Sur quels thèmes allez-vous organiser votre campagne ?

— L'efficacité suppose que chacun consacre le maximum de temps, d'arguments, d'explications aux couches électorales auxquelles il s'adresse. En ce qui nous concerne, comme organisation syndicale qui entend mener sa propre campagne parmi les salariés, nous croyons que ce que nous pouvons faire de mieux et de plus efficace, c'est de travailler en direction de la partie des salariés qui lors des dernières élections législatives, encore impressionnés par l'anticommunisme, par la crainte du vide politique et aussi par les promesses démagogiques des candidats de la majorité de droite, ont, une nouvelle fois, voté pour eux. Bien qu'ils l'aient regretté par la suite... Il nous semble qu'à partir de nos motivations syndicales, nous devons nous employer à con-
convaincre cette partie des salariés de conformer leurs votes en tant que citoyens à leurs intérêts de salariés et de voter, par conséquent, pour le candidat commun de toute la gauche. Nous avons pensé qu'il fallait mettre en évidence un certain nombre d'o
avo
ter
ouv
tor
jec
de
avo
tifs
res
cr
ré
si
n'
c
s
p
u
p
ci
le
c
l'
le

James Marangé: "ja choix n'a été auss

L'UNITE : Est-il excessif de dire, après la résolution de sa commission administrative du 11 avril, que jamais la position de la Fen n'a été aussi nette avant une échéance électorale ?

JAMES MARANGÉ : Si la position de la Fédération de l'Education nationale face à l'élection présidentielle paraît, dans son expression, plus nette que jamais, c'est probablement parce que le choix qui s'offre aux citoyens à cette occasion n'a sans doute jamais été aussi clair.

Comme la Fen l'a dit dans sa déclaration du 11 avril :

— d'un côté, les hommes d'un régime et d'une politique dont elle a dû tant de fois dénoncer les caractères et l'orientation anti-démocratiques, notamment en matière d'Education Nationale ;

— de l'autre côté, soutenu par les forces ouvrières et démocratiques qui, au cours des dernières années, ont réalisé d'importants progrès unitaires ouvrant des perspectives nouvelles, le candidat de la gauche, qui se trouve aujourd'hui porteur des espérances des travailleurs et de la jeunesse.

Mais, sur le fond, la position de la Fen se référant à une conception qui n'est pas seulement formelle de son indépendance à l'égard des partis politiques comme des gouvernements quels qu'ils soient, n'a pas varié.

Consciente de la nature particulière du lien qui unit les syndiqués au syndicat, la Fen s'impose le respect de la libre détermination de chacun de ses adhérents en sa qualité de citoyen.

Elle estime cependant de son devoir d'éclairer leur choix en précisant sans ambiguïté sa position sur les problèmes généraux qui concernent le devenir des travailleurs et de la société, en particulier lorsque sont en jeu, avec leur dignité, le progrès social, la liberté et la marche vers la démocratie socialiste.

Après quoi, la Fen fait confiance à l'ensemble de ses adhérents, convaincue qu'elle est qu'à l'occasion d'un scrutin décisif ils mettront leurs actes de citoyens en concordance avec leurs engagements de syndiqués.

— Etes-vous disposés à des initiatives syndicales ou intersyndicales appuyant la campagne de François Mitterrand ?

— La préparation, l'organisation, la con-
d
d
le
la
p
p
p
ta
C
ti
b
d
t
l'
e
j
p
t
1
c
t
c
li
le



par la voie de la concertation entre le président de la République, le gouvernement et les organisations syndicales.

— C'est-à-dire que vous réclameriez des négociations immédiates avec le gouvernement de la gauche ?

— Il est absolument évident pour moi qu'en cas de victoire de la gauche, nous n'attendrons pas que tout soit réglé sous la haute autorité du président de la République. Il faudra bien qu'une période s'écoule pour qu'un gouvernement soit mis en place et nous pourrons conclure avec lui, dans des délais relativement brefs, les accords essentiels portant sur les problèmes sociaux immédiats, tels que ceux qui concernent le salaire minimum, le pouvoir d'achat, le problème de l'emploi, la question des prix, les conditions de l'évolution des salaires.

— Le dialogue avec la C.f.d.t., qui avait été interrompu, ne va-t-il pas être plus facile à renouer maintenant ?

— Nous continuons à discuter avec la C.f.d.t. sur tout un tas de questions, y compris celles qui ont fait l'objet d'une controverse assez vive avant que la situation politique nationale ne se transforme et n'aboutisse à la décision d'une élection présidentielle. Ces discussions continuent, et je peux dire qu'elles ont évolué d'une façon positive. Par exemple, sur l'importance du problème de la transition du capitalisme au socialisme les difficultés se trouvent considérablement réduites, par le fait que la C.g.t. et la C.f.d.t. sont précisément et concrètement engagées dans la lutte pour la transition en combattant ensemble pour le succès du candidat commun de la gauche et l'application d'une démocratie économique et politique qui ouvrira la perspective vers le socialisme. C'est pourquoi j'ai eu l'occasion de dire que l'engagement de la C.f.d.t. dans cette campagne électorale constituait incontestablement un rapprochement entre les deux principales centrales syndicales nationales.

— La Fen, sans donner de consigne de vote, indique à ses militants son désir d'une victoire de la gauche. Que pensez-vous de cette position ?

— Nous souhaitions que la Fen prenne une position semblable à celle de la C.f.d.t. La déclaration de la Commission exécutive de la Fen qui a été rendue publique le 11 avril répond à ce souhait dans la mesure où cette organisation soutient la candidature de gauche, avec la volonté de contribuer à sa victoire.

— Vous estimez que l'heure n'est pas à une multiplication des conflits. Que se passerait-il s'il y avait par exemple des occupations spontanées d'usines ? Les condamneriez-vous?Où placez-vous, pendant cette période, les limites de la discipline syndicale ?

— Vous savez, le poids spécifique de l'élection présidentielle est tel que, comme nous l'avions prévu d'ailleurs, elle prend le pas sur toutes les autres questions. La passion est telle et la confiance dans la possibilité pour la gauche de l'emporter, que cela domine toutes les discussions des travailleurs. Il est incontestable que beaucoup d'actions qui se seraient produites, qui auraient éclaté dans la deuxième quinzaine d'avril, sont différées précisément en raison de cette modification de la situation politique. Et même si, par hypothèse absurde, nous cherchions à créer une situation de tension sociale, nous n'y parviendrions pas par ce que le climat ne s'y prête pas.

Cependant, ce n'est pas notre but. Au contraire. Nous pensons qu'il est naturel d'expliquer aux travailleurs que l'essentiel, la chose la plus décisive, c'est aujourd'hui d'user de leur droit de citoyen en utilisant leur bulletin de vote pour aboutir au changement et par conséquent aux objectifs que nous ne pouvions espérer atteindre que par la lutte, par les manifestations, par les grèves, voire par les occupations d'usines. Mais ce réalisme au service de l'efficacité ne saurait être confondu avec une trève de l'action syndicale à laquelle a rêvé tout haut le président du C.n.p.f.

Un certain nombre de conflits en cours se sont terminés ces derniers jours d'une façon positive. Je pense notamment aux banques, aux Chantiers de l'Atlantique. D'autres conflits peuvent éclater, notamment lorsque les travailleurs se trouvent en situation de légitime défense face à leurs employeurs, attaqués dans leur emploi, ou dans leurs libertés syndicales. Dans ce cas, ils réagissent tout à fait légitimement, ils ont évidemment le soutien, l'appui de la C.g.t. et, nous l'espérons, des autres organisations syndicales.

Il est deux conflits, pour prendre des exemples précis, qui peuvent parfaitement se prolonger si l'intransigeance patronale persiste, sans troubler la sérénité de la période électorale. Ce sont les conflits de Caravelair à Saint-Nazaire et de Rateau à La Courneuve. Celui de Rateau tout particulièrement, dans la mesure où il met en évidence le comportement d'un important groupe du grand capital français, la C.g.e. — Alsthom en l'occurence, qui démontre de quelle façon ses calcuis de gestion, en vue de réaliser le maximum de profits et même d'investir à l'étranger, se moquent éperdument des contingences sociales, humaines, et même de l'intérêt national. Par conséquent, le conflit Rateau n'est pas de nature à nuire au déroulement normal et démocratique de la consultation électorale. Je pense plutôt que la consultation électorale peut être favorable à une solution négociée et à un accord positif pour les travailleurs. Ce conflit est aussi un des éléments de l'acte d'accusation

est fermement décidée à assumer cette responsabilité que la Fen a estimé nécessaire, avec la C.g.t. et la C.f.d.t., de ne rien faire qui puisse nuire au déroulement normal et à la sérénité de la campagne électorale et préféré à l'habituel défilé un rassemblement qui permettra en outre aux travailleurs d'exprimer dans la joie leur confiance en l'issue victorieuse de leurs luttes.

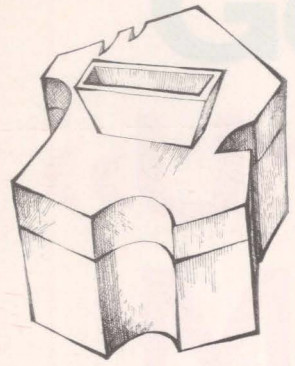
— Quelle sera l'attitude de la Fen en cas de victoire du candidat de la gauche ?

— Les revendications de la Fen tant en matière de salaires, de conditions de travail que de fonctionnement et de réforme du service public de l'Education Nationale sont liées à une situation économique et financière et sont la conséquence d'une gestion des affaires de l'Etat dont le nouveau président de la République héritera quelle que soit son étiquette politique.

C'est dire que le dossier revendicatif de la Fen ne serait pas modifié par la victoire du candidat de la gauche. Par contre, il est évident que cette victoire modifierait les conditions de la lutte revendicative.

La politique de concertation que la Fen n'a cessé de préconiser devrait se développer notamment pour définir les objectifs et les priorités. La Fen saura prendre ses responsabilités dans ce domaine comme elle les prendrait, si besoin en était, pour défendre les libertés publiques et les institutions républicaines contre toutes les attaques, d'où qu'elles viennent, dont elles feraient l'objet.

C.n.p.f.



LES FONDS DU

de ce pouvoir et des forces industrielles et financières sur lesquelles il s'appuie, incapable de résoudre les grands problèmes sociaux de notre époque. Au travers du conflit Rateau c'est tout le problème de l'emploi dans notre pays qui est posé et s'il concourt à susciter l'intérêt que présenterait sur le plan social et économique la nationalisation de secteurs clés de l'économie de la puissance de la C.g.e, il aura de ce point de vue aussi joué dans un sens constructif.

— C'est-à-dire que vous pensez que l'approche des élections peut inciter la direction à céder ?

— Si elle reste intransigeante, elle risque fort d'être involontairement un excellent agent publicitaire du programme commun, cela peut être de nature à la faire réfléchir.

— Avez-vous envisagé des actions communes pendant la campagne électorale avec les autres syndicats ?

— Nous avons discuté avec la C.f.d.t. et nous avons constaté que, sur la plupart des objectifs qui déterminent notre engagement dans la campagne électorale en faveur du candidat commun de la gauche, l'accord était très large. Il reste que certaines motivations sont différentes entre la C.g.t. et la C.f.d.t. ; et, comme nous avons exprimé chacun de notre côté la volonté de mener notre propre campagne auprès des forces auxquelles nous nous adressons avec nos arguments spécifiques, nous n'avons pas jugé souhaitable de tout mettre en commun, de tout mélanger. Nous pensons qu'il vaut mieux que chacun exprime son engagement, clairement, par rapport à ses motivations. Mais il n'est pas exclu que dans le développement de la bataille, et compte tenu des réactions de l'adversaire commun, des initiatives puissent survenir. Et en tout cas, il en est une très importante : c'est la célébration du Premier Mai, qui a fait l'objet d'un accord entre la C.g.t., la C.f.d.t. et la Fen. Cette année, le Premier Mai sera célébré dans des conditions telles que, tout en conservant son caractère syndical, il apportera une contribution très forte à la lutte pour la victoire de la gauche unie. Voilà pourquoi un certain nombre d'adaptations ont été convenues entre nous, et en particulier pour la région parisienne, l'organisation d'un grand rassemblement populaire à La Courneuve. Nous voulons que le Premier Mai traduise ce grand élan d'optimisme et de confiance qui autorise effectivement les travailleurs à croire que le mois de mai 1974 pourrait bien être, avec la victoire du candidat commun de la gauche, le commencement de la vie nouvelle à laquelle ils aspirent.

Pour un bon candidat de droite, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Seulement cette fois-ci, il y a deux candidats, alors le patronat paiera... deux fois.

Tout aurait dû être simple. Jeudi 6 avril à 16 h 09, Jacques Chaban-Delmas annonce, le premier, sa candidature. A la fin de la semaine, Jean Charbonnel, maire de Brive et ancien ministre du Développement industriel dans le gouvernement Messmer II, rencontre en tête-à-tête François Ceyrac, président du Centre national du patronat français. Leur discussion est entourée de tout le secret, toute la discrétion nécessaires.

Les deux hommes se connaissent bien : le frère de François Ceyrac, Bernard, est le suppléant de Charbonnel en Corrèze. Mais, ce jour-là, il ne s'agit ni de bavardages mondains ni d'échanges d'opinions. Il faut faire converger deux intérêts, celui du candidat Chaban-Delmas et celui du patronat. Pour être un bon candidat de droite, il faut de l'argent, beaucoup d'argent.

François Ceyrac est décidé à donner les moyens qu'il faudra à Chaban. Il pense, et ses premiers contacts le lui prouvent, que les « grosses têtes » et les fédérations les plus importantes du C.n.p.f. sont favorables à cet engagement financier massif. Les premiers sondages qui mettent Valéry Giscard d'Estaing derrière Chaban le confirment dans son opinion. D'autre part, le Service d'études législatives du C.n.p.f. est arrivé aux mêmes conclusions.

Des relations et des dossiers

Charbonnel a gagné le premier pari de Chaban-Delmas : s'assurer du patronat plus d'argent que Giscard. Il est vrai que le contentieux entre les grands patrons — les seuls qui comptent au C.n.p.f. — et le ministère de la rue de Rivoli, est important. Les reproches pleuvent : quelques jours avant la mort du président Pompidou, un grand banquier nous disait : « La politique d'encadrement du crédit de Giscard me coûtera plus cher en 1974 que la grève de mes employés. » Et puis Giscard, c'est un dirigiste. Et le patronat vit toujours sur cette vieille idée que le libéralisme intégral permet les meilleurs bénéfices — ce qui reste à démontrer chiffres en main, mais l'opinion est tenace.

Chaban-Delmas a préparé depuis longtemps « une structure d'accueil » pour l'argent des industriels. Il a auprès de lui un homme comme le Dr Fric, ancien trésorier adjoint de l'U.d.r, qui avait préféré goûter aux charmes de la discrétion après la publication de quelques dossiers de l'affaire Aranda. Il y a aussi avec lui des têtes politiques qui ont su réussir dans les affaires. Albin Chalandon par exemple, ancien employé de Marcel Dassault, ex-président directeur général de la Banque commerciale de Paris. Ou Michel Habib-Deloncle, ancien directeur de « la Nation », ancien député de Paris et actuel président de la Chambre de commerce franco-arabe.

Et Chaban-Delmas a préparé une carte importante. Il s'est assuré le concours de Dominique de la Martinière. Cet ancien inspecteur des Finances, ce major de promotion de l'Ena, est l'actuel directeur général de la Compagnie transatlantique. Mais, avant d'occuper ce poste, Dominique de la

Le circuit de leur argent

Voici des chiffres qui révèlent la puissance du patronat. Ils sont tous en anciens francs, pour des raisons de commodité.

Total des sommes arrivant aux fédérations patronales qui sont plus de 300 : plus de 100 milliards.

Budget du Centre national du patronat français : 2 milliards de francs.

Effectifs, y compris dans les fédérations : environ 6 500 salariés permanents.

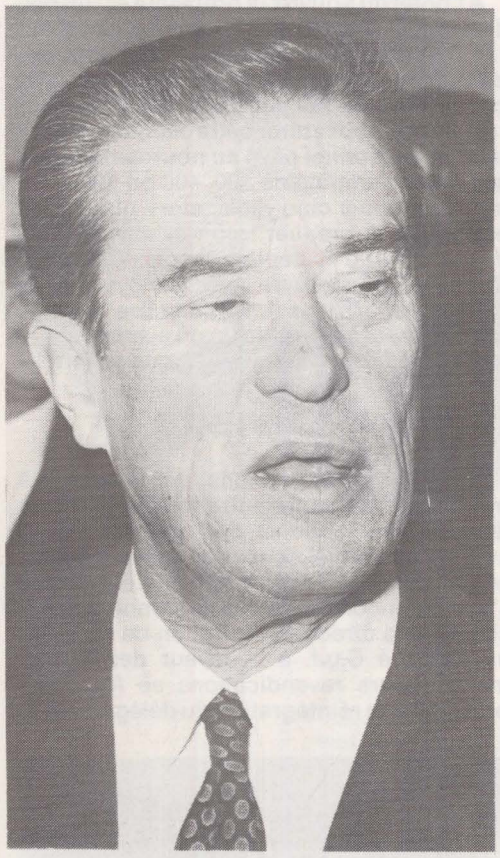
Effectif au siège central au 31, avenue Pierre Ier-de-Serbie : 210 personnes dont 120 ont le rang de cadre.

Budget relations publiques : 310 millions. 30 permanents, dont 20 cadres.

Cotisation : 1 pour mille du chiffre d'affaires de l'entreprise. Cette somme est d'abord versée à la fédération. Puis une part, très petite, remonte au C.n.p.f. Ces virements de fonds apparaissent dans les bilans des entreprises dans la rubrique « frais divers de gestion ». Elles ne sont pas assujetties à l'impôt.

Cotisation aux entraides professionnelles : 2 pour mille du total des salaires et des traitements versés dans l'année par l'entreprise. En cas de conflit social, la Caisse d'entraide verse 66 % des salaires des travailleurs à la direction de l'entreprise.

DISCRETS PATRONAT



François Ceyrac... pour Chaban.



Ambroise Roux... pour Giscard.

Martinière était directeur général des Impôts de 1967 à 1973. A ce poste, il s'est fait des relations, il y a connu beaucoup de dossiers. Et finalement il s'est fâché avec Giscard d'Estaing. Aujourd'hui, il est chez Chaban-Delmas. Et cela aide.

Tout était donc prêt chez Chaban. Officiellement, aucun de ces personnages ne devait apparaître. Pour mieux respecter l'anonymat des généreux donateurs, Chaban-Delmas a loué deux bureaux, en plein centre de Paris, dans des immeubles cossus et silencieux. On avait même, pour les journalistes, désigné officiellement un responsable des fonds de la campagne. C'est Claude de Peyron. Cet ancien conseiller technique de Roger Frey, alors ministre de l'Intérieur, avait été en 1969 conseiller technique à Matignon chez Chaban-Delmas. Puis il est devenue directeur commercial de la Compagnie française des téléphones Ericsson. Pour que les apparences soient sauves, le cabinet de Chaban répond et explique aux journalistes que les fonds sont recueillis au niveau de l'association pour le soutien de l'action de Chaban-Delmas. Et que « cette association présidée par Claude de Peyron se réserve de refuser les fonds provenant de personnes n'offrant pas de garantie morale ou offrant leur appui financier sous condition. »

Chaban-Delmas, avec la complicité de François Ceyrac et l'aide de Charbonnel, aurait donc dû profiter des fonds patronaux dans le rapport d'environ 3 pour 1 face à Valéry Giscard d'Estaing. Aujourd'hui, la réalité n'est plus aussi brillante. Les grands patrons, au début très favorables à Jacques Chaban-Delmas, pensent qu'il vaut mieux partager les risques et soutenir autant Giscard que Chaban. L'évolution d'un homme comme Ambroise Roux, P.d.g. de la C.g.e., est à cet égard révélatrice. Il passait pour un homme extrêmement favorable à Chaban, on le dit aujourd'hui beaucoup plus ouvert vers Giscard. Une fois de plus, Ceyrac s'est trompé.

Les « grands patrons », ceux qui ont « fait » Ceyrac, ceux qui président réellement aux destinées du patronat, ceux qui ont l'argent, ceux-là sont foncièrement des opportunistes. Ils n'ont pas de ligne politique claire, ni d'objectif à long temre. Ce quils veulent, c'est être du côté du gagnant. Alors, Chaban devra partager le gâteau avec Giscard.

Une porte dérobée

Le gâteau patronal a plusieurs sources. Il y a d'abord un homme, Aimé Aubert. Ce bureaucrate de la machine patronale, âgé de 61 ans, a son bureau au 1er étage de l'immeuble du C.n.p.f., au 31, de l'avenue Pierre Ier-de-Serbie. Il dispose de sa propre entrée, de son propre escalier. Une simple porte discrète et massive en fer forgé noir et deux imposantes poignées de bronze. Le titre officiel d'Aimé Aubert : délégué du président du Conseil national du patronat français. En fait, c'est lui qui distribue la manne patronale. Malheureusement, c'est un meilleur technicien des législatives que des présidentielles, un spécialiste du saupoudrage par circonscription. En mars 1973, tout candidat de la majorité qui passait dans son bureau repartait avec 300 000 anciens francs. Mais enfin, il y a, là, de l'argent à récupérer. Les fonds que distribue Aimé Aubert proviennent du budget propre du C.n.p.f. Par ailleurs, les très grosses fédérations, celles qui ont les plus importantes ressources (entre 500 et 700 millions d'anciens francs) financent par elles-mêmes. En 1969, par exemple, Jacques Ferry, patron des « métallurgistes », a été le plus gros bailleur de fonds du candidat Pompidou.

Giscard d'Estaing aime bien le secret. Il n'aime pas que l'on parle d'argent : lui, n'est pas un « parvenu » comme Chaban-Delmas. Pour trouver d'utiles contacts au patronat, il a délégué Victor Chapot, trésorier-payeur général, 58 ans, qui est, depuis 1969, son chef de cabinet. En 1971, Giscard l'a fait nommer administrateur de la Sofirad et de Radio-Monte-Carlo.

Discrétion et efficacité, c'est la devise de Giscard d'Estaing. Il est vrai qu'il a autour de lui des hommes qui ont de l'argent, beaucoup d'argent. Par exemple Xavier de la Fournière, agent de change à la Bourse de Paris et membre du bureau de la Fédération nationale des Républicains indépendants. Ou Jacques Féron, président directeur général des Etablissements Chausson, ancien secrétaire général des syndicats professionnels de l'automobile, ancien député inpendant de la Seine et aujourd'hui membre de la Fédération nationale des Républicains indépendants. Dernier exemple, mais il y en a tellement d'autres, Alain Griotteray, ancien député du Val-de-Marne et actuel P.d.g. des aspirateurs Tornado.

Et puis il y a même des amis fidèles du patronat sur lesquels Giscard d'Estaing peut compter, comme Lepoyvre, actuel délégué de l'Union nationale de la métallurgie, l'ancien Comité des Forges. Ce personnage, un « dur » du patronat, a trouvé le moyen, lors de l'affaire Lip, de faire imprimer et distribuer un journal « Lip la Lune ». Dans le pur style « gauchiste au couteau entre les dents ».

Un patron confiait mardi : « En 1969, certains ont écrit ou dit que nous avions dépensé pour Georges Pompidou 3 milliards d'ancien francs. C'est faux. Je pense que le chiffre réel était de 1 milliard 300 millions. » Seulement, cette fois-ci, il y a deux candidats, ils ont presque autant de chances l'un que l'autre. Alors, 'e patronat paiera pour deux. Il a déjà commencé à le faire.

NICOLAS BRIMO

Grands hôtels

900 F PAR JOUR 1000 F PAR MOIS

Moquettes, marbre, acajou, chambres à 900 F par jour, c'est le côté clients. 42 heures par semaine, 1000 F par mois, c'est le côté employés.

Dans les hôtels 4 étoiles de la chaîne Concorde, la vie a repris son cours normal : les employés servent la clientèle et la direction surveille les employés. Ce qui n'est pas pour déplaire aux cadres, à la maîtrise et à la femme du sous-directeur au Lutétia : faire les chambres, le ménage et assurer un service, même réduit, à la place des employés en grève, expérience faite, c'est fatigant. Surtout quand cela dure : la dernière grève des employés parisiens de « 4 étoiles » Concorde vient de durer plus d'une semaine : du 3 au 11 avril.

Au Louvre, au Terminus Saint-Lazare, au Crillon et au Lutétia, le mécontentement grondait depuis longtemps parmi les 1.000 employés. Le 20 février dernier, ils avaient déjà déposé un cahier de revendications. Mais leurs directions respectives et Claude Taittinger, P.d.g. de la chaîne Concorde et frère du ministre de la Justice, les avaient renvoyés à leur travail sans les écouter.

Pourtant, l'envers du décor d'un 4 étoiles suffit amplement à légitimer la colère des employés. Au Crillon, hôtel de grand luxe sur la place de la Concorde, les contrastes sont particulièrement insupportables. D'un côté, 217 chambres dont les prix oscillent entre 310 F et 900 F, des salons et pièces de réception où le marbre voisine avec l'acajou et les moquettes épaisses avec des velours chatoyants. Tout est luxueux, moelleux, feutré. C'est le côté « clients ».

Au pourcentage, moins 500F

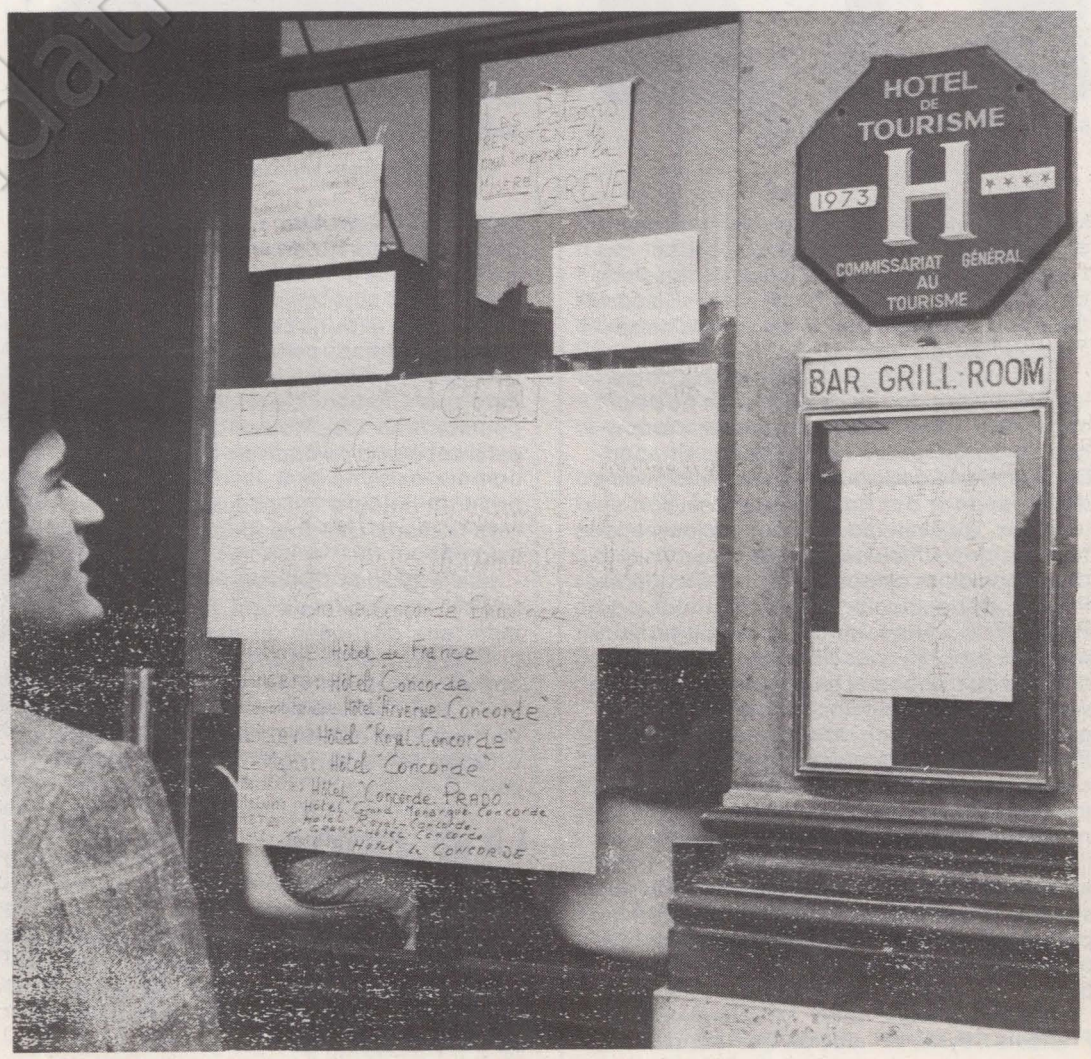
Quelques marches plus bas, c'est le sous-sol, les offices, les cuisines : la partie réservée au personnel. Pour eux, des peintures sales, lépreuses par endroit, un sol en ciment inégal et fissuré, un mobilier sommaire de bois brut, noirci par le temps. Quarante-sept équipiers, presque tous des travailleurs immigrés, passent 42 heures par semaine dans ces sous-sols mal aérés, mangent sur un coin de table misérable avec pour vis-à-vis les énormes sacs-poubelles qui s'entassent par dizaines jusqu'au plafond et répandent une odeur nauséabonde. Tout cela pour 1.113 F brut par mois, moins de 1.000 F net — sans parler des réprimandes permanentes et des propos racistes à peine voilés.

A la réception et dans les étages, les conditions de travail sont un peu meilleures, mais les salaires restent bas et la hiérarchie aussi écrasante. Bien sûr, il y a les pourboires. Mais ils se font de plus en plus rares avec les groupes organisés. De toute façon, les équipiers du sous-sol ne peuvent en bénéficier. Une fois, pourtant, ils avaient eu droit à quelque chose après le passage du roi du Maroc il y a deux ans. Chacun des 250 membres du personnel avait reçu une partie des 6 millions d'anciens francs laissés à la direction pour les pourboires. Les 47 équipiers du sous-sol avaient touché... 50 F chacun. Après cela on ne sait plus. La C.g.t., qui n'était pas implantée à l'époque, se doute bien que le reste du personnel n'a pas été oublié. Ni les trois directeurs... Mais dans quelles proportions ? Et c'est la même chose, ou presque, pour tous les 4 étoiles.

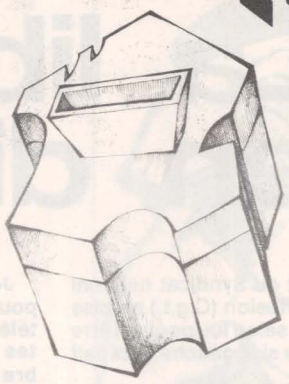
A l'hôtel du Louvre, le problème est un peu différent. Avec ses 235 chambres de 88 F à 151 F, l'hôtel accueille surtout des groupes de vacances organisés. Depuis un an que la concurrence se fait plus forte, il faut faire des réductions pour attirer cette clientèle. Résultat : le personnel payé au pourcentage voit son salaire amputé de 300, 400 ou 500 F par mois. « Depuis cinq mois, alors que l'hôtel est bourré à craquer, mon salaire n'a pas dépassé 1.100 F, déplore Angelina, femme de chambre au Louvre. Avec leur système de pourcentage, dans une chambre donnée gratuitement à un guide ou un accompagnateur, nous faisons le ménage gratuitement ! »

Nervis en visite

Pour toutes ces raisons, après avoir eté menés en balançoire entre les directions et le « Syndicat national des chaînes », le 3 avril, le personnel se met en grève simultanément dans les quatre hôtels. Leur colère s'accroît encore quand ils apprennent la décision de la direction du Crillon de licencier un délégué C.g.t. à la faveur des événements. Leurs revendications se font plus pressantes : réintégration du délégué C.g.t.,



«LIBERONS L'O.R.T.F.»...



une augmentation de 20 % pour les salaires en-dessous du plafond de la Sécurité sociale et de 10 % pour les autres. Une garantie de salaire mensuel pour le personnel payé au pourcentage. Le 13e mois pour tous et le retour aux 40 heures — il n'y a pas si longtemps, en novembre dernier, ils travaillaient encore 44 heures par semaine.

Faute de personnel, le Lutetia et le Terminus Saint-Lazare renvoient une partie de leurs clients, le Louvre et le Crillon ferment complètement. Au grand désespoir du directeur de ce dernier : toutes les délégations des chefs d'Etat étrangers, venus à Paris pour les obsèques de Georges Pompidou sont envoyées au Ritz. Autant de dizaines de millions qui n'entreront pas dans leur caisse.

Malgré tout, le patronat ne veut pas céder. Pendant dix jours, il va tout essayer pour dissuader les travailleurs de continuer le mouvement. Au Crillon, les grévistes qui occupent la cabine des commandes électriques ont droit à plusieurs visites de 6 à 8 hommes de main engagés par la direction. Ces nervis ne se privent pas de montrer à tout le monde les revolvers pendus à l'intérieur de leur veste. Ils ont droit aussi, dans la nuit du 7 au 8 avril, à la visite simultanée du ministre de la Justice en personne — qui vient porter main-forte à son frère en détresse — et d'une escouade de policiers en civil. Une plainte a été déposée par les délégués C.g.t. et F.o. contre cette intrusion illégale et la présence de « barbouzes » à l'intérieur de l'hôtel.

Pour faire céder les employés tous les moyens sont bons. Les travailleurs immigrés, qui constituent au moins 40 % du personnel, presque tous syndiqués à la C.g.t., sont particulièrement visés. Mais, cette fois, la mobilisation est forte. Dans l'histoire de la chaîne Concorde, c'est la première fois que les travailleurs des hôtels parisiens s'unissent pour faire aboutir leurs revendications.

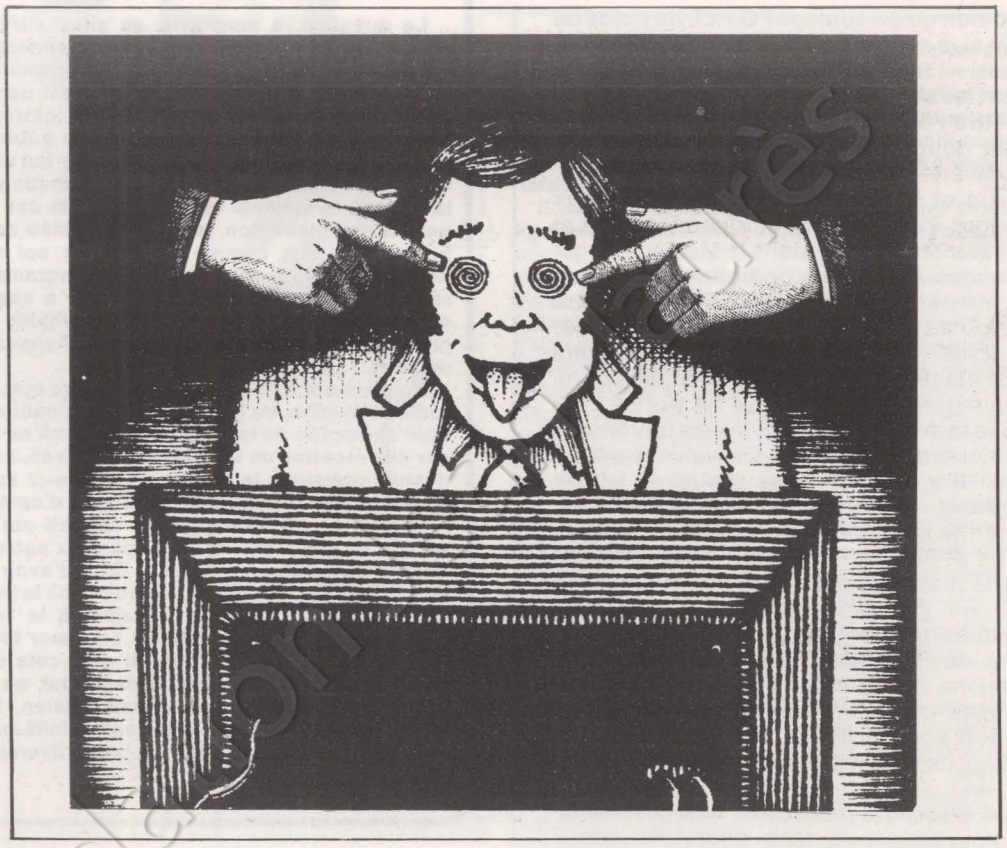
Pour juguler le mouvement, la direction comprend qu'elle devra négocier. Dans la nuit du 11 au 12, elle presse le mouvement. Et le matin du 12 avril, un protocole d'accord est signé. La direction accepte de donner une augmentation de 5,50 % des salaires avec un minimum de 120 F par mois. En juin prochain, le salaire minimum sera de 1 300 F et au 1er janvier 1975, le temps de travail passera à 41 heures hebdomadaires. Le 13 e mois sera versé intégralement aux travailleurs dans quatre ans.

Les syndicats et les travailleurs le disent : avec un chiffre d'affaires (salaires et charges sociales compris) de 6,2 millions pour le Crillon et le Louvre pendant le premier trimestre 1973, la direction aurait pu leur donner davantage.

Les employés ont repris le travail, sans trop de cœur à l'ouvrage, les yeux braqués sur les prochaines élections, « pour que ça change ».

Et si ça ne changeait pas ? « Alors là, répondent tranquillement plusieurs employés, ça pourrait barder... »

CHRISTINE COTTIN



Qu'attendent les « praticiens » de la radio-télévision d'une arrivée au pouvoir de François Mitterrand ?

« Si François Mitterrand est élu président de la République, est-ce que l'O.r.t.f. sera enfin libéré ? » Nombre de télespectateurs qu'afflige la médiocrité des programmes actuels, nombre de citoyens qui s'étonnent du traitement de l'information sur les chaînes de télévision et de radio se posent la question. La réponse de François Mitterrand est déjà connue : « Comment tolérer que l'O.r.t.f. soit aux ordres d'un pouvoir politique ? » Une radio-télévision libre, c'est l'affaire, d'une part, des citoyens — en l'occurence, des téléspectateurs et auditeurs — et la réponse dépend de leur attitude dans le scrutin présidentiel ; et c'est, d'autre part, celle des « praticiens », journalistes, réalisateurs, producteurs, administratifs, syndicalistes... Ceux-là, qu'attendent-ils de l'immédiat avenir politique ?

« J'attends d'un président de la République socialiste qu'il mette en pratique les orientations du programme commun concernant l'O.r.t.f. Donc que soit mis en place un statut vraiment démocratique qui permette de faire une télévision et une radio au service des Français et non du gouvernement » : c'est le réalisateur Marcel Bluwal qui parle ainsi. Marcel Huart, responsable du syndicat C.g.t. de l'Office, définit ce que doivent être selon lui les nouvelles structures : « Il faudrait mettre sur pied un nouveau conseil d'administration où l'Etat aurait un tiers des sièges, le personnel un tiers, les télespectateurs un tiers. Le P.d.g. devrait être élu par ce nouveau conseil et déclaré responsable devant lui. Le premier travail d'une telle instance enfin démocratisée serait d'assurer les finances de l'Office, de trouver des gestionnaires compétents, d'en finir avec l'improvisation et les courtes vues. » De fait, les techniques de gestion en cours actuellement à l'O.r.t.f. sont à revoir ; à commencer par l'utilisation de l'informatique et les opérations d'une comptabilité analytique dont les données de départ sont inexactes. En résumé, cela revient à combler le déficit actuel (15 milliards d'anciens francs) sans pour autant « supprimer un jour de télévision par semaine », comme menace de le faire Marceau Long. La libération économique comme premier acte d'un nouveau statut de l'O.r.t.f., « c'est possible, dit Marcel Huart, à

→

«LIBERONS L'O.R.T.F.»...

→

condition qu'on soulage l'O.r.t.f. du poids de la T.v.a., à condition que les ministères intéressés — telle l'Education nationale — lui paient les services rendus. » Bref, il s'agit de remettre l'outil en ordre de marche.

Qui donc avait grippé la machine ? Un journaliste-chef de service le rappelle : « M. Malaud et ses acolytes s'en sont pris aux « rouges » qui, paraît-il, dirigeraient tout et mettraient la pagaille dans la Maison. De qui se moque-t-on ? Des opérations successives, menées depuis 1958, ont permis au Pouvoir de mettre la main sur tous les rouages. Il suffit de se promener dans les couloirs du 6e étage, autour du bureau du président, et de regarder les noms sur les portes : on trouve là des traces de toutes les épurations et de toutes les invasions. De vraies stratifications ! Il y a les « talons rouges », les De Broglie et compagnie, il y a les amis d'Alain Peyrefitte qui sont là depuis 10 ans, il y a les « purs et durs » — tel Jean-Louis Guillaud, qui établissait des listes de licenciements en 1968 — il y a les énarques et autres préfets planqués par les derniers conseillers élyséens de Pompidou. Cela pour dire qu'au problème des structures s'ajoute celui des hommes. L'O.r.t.f., pour fonctionner à l'avenir, doit pouvoir trouver de vrais responsables qui ne soient pas des créatures du Pouvoir. »

Des structures nouvelles, des gestionnaires nouveaux, soit. Mais pour faire quoi ? D'abord pour mettre fin à ce qu'Edouard Guibert, secrétaire général du Syndicat national des journalistes O.r.t.f., appelle « l'encadrement de l'information » : « Dans le cadre d'un service public réel et renforcé, où doivent pouvoir s'exprimer tous les courants d'idées, nous voulons pouvoir rendre crédibilité aux journaux télévisés. Une information libre passe par la libre expression de tous, des journalistes compris. Un journaliste de l'O.r.t.f. n'est pas un journaliste à part, contrairement à ce que prétendait Pompidou ».

« On n'a pas le droit de raconter n'importe quoi aux gens, dit le réalisateur Serge Moati. La droite a montré qu'elle faisait une télévision et une radio du mépris. Ce sera le devoir de la gauche de considérer enfin les citoyens comme des adultes, d'apporter respect et imagination, de faire passer une certaine idée de l'homme à travers la grille des programmes. Ce sera à la gauche d'apporter à l'O.r.t.f. cette chaleur humaine qui lui manque. » Jean Bardin, animateur de radio, vient d'être jugé indésirable par l'Office. Il espère pouvoir revenir prochainement dans une Maison rénovée : « L'O.r.t.f. ne manque pas de talents, mais ces talents sont étouffés par la maffia politique de l'U.d.r. et par les tracasseries administratives des responsables actuels. Il faut rendre le goût et la possibilité de créer à tous. Alors, l'esprit changera. »

Un renversement de vapeur s'impose donc, que résume ainsi François-Régis Bastide, écrivain, journaliste et producteur : « Dans un premier temps, un coup de frein pour éviter la mise en place de la réforme Marceau Long : elle ferait vite le lit du privé et sonnerait l'invasion effrénée de la publicité. Dans un deuxième temps, un coup d'accélérateur sur la qualité des programmes. Car la Maison est depuis longtemps gérée cul par-dessus tête : c'est l'administration qui prime. Alain Dangeard, collaborateur d'Arthur Conte, le disait volontiers aux délégations syndicales qu'il recevait : « Je suis là pour administrer ; pour ce qui est des programmes, j'en parle tous les matins à ma concierge et elle me dit si celui de la veille au soir était bon. » Il faudra au contraire, désormais, mettre l'administration au service d'une grille de programmes riches, qui ne soit pas articulée autour des spots publicitaires. »

Pour Jean-Jacques Vierne, réalisateur de radio et de télévision, il serait même nécessaire d'aller plus loin : « Réviser les programmes, rendre sa vraie place à la création sont de bonnes choses. Mais il faudrait aussi, dans ce cadre, chercher la complémentarité des talents, des imaginations et des spécialités. Pourquoi dissocier des métiers dont les buts sont identiques ? » Même revedication de la part de François-Régis Bastide : « Il faut absolument supprimer la « circulaire de Bresson » qui introduisait une séparation de genres entre l'information et l'artistique. » Souci identique chez Alain Trutat, réalisateur : « La distribution des tâches serait à revoir : elle permettrait de mettre fin à l'ensommeillement insidieux qui s'est abattu sur la Maison. »

Marcel Bluwal et le Syndicat des réalisateurs sont également de cet avis : dissocier culture - distraction d'une part et information d'autre part est aberrant. Comme est inepte la mise au ghetto de certaines émissions dites « culturelles » : à la télévision, elles sont placées en fin de programme — c'est-à-dire très tard dans la soirée — ou sur la 3e chaîne que tous les télespectateurs ne reçoivent pas ; à la radio, France-Culture et son ultra-spécialisation servent d'alibi à la légèreté des autres longueurs d'ondes. Cette ventilation est à revoir. »

Quand on parle « programmes » dans les couloirs de l'O.r.t.f. les visages s'éclairent, les idées fusent : l'un propose que l'O.r.t.f. joue le rôle de « banc d'essai des œuvres » ; l'autre que soient inventées des émissions de « sociologie en action », réalisées à partir de l'actualité par des journalistes, des auteurs et des réalisateurs qui feraient un travail d'équipe ; un autre encore explique comment les stations régionales pourraient devenir le moteur d'une véritable vie des régions en en devenant l'âme et le porte-parole ; et celui-là qui soutient : « En 1968, tout le monde se parlait ; l'O.r.t.f. peut permettre cette prolifération permanente du dialogue ; la télédistribution et le « câble-retour » sont d'ailleurs des atouts supplémentaires... »

Réalisateurs, techniciens, producteurs, journalistes, ils sont nombreux qui pensent qu'aller vers le socialisme, c'est d'abord « donner une nouvelle réceptivité aux gens et permettre une ouverture d'esprit radicale... » C'est, tout juste modifié, le slogan de Mai 68 : « Libérons l'O.r.t.f. ».

JEAN-PAUL LIEGEOIS

La liberté en direct

Jean Thévenot, président du Syndicat national des producteurs de radiodiffusion (C.g.t.) précise ici, à titre personnel, ce que, selon lui, pourrait être la radio-télévision en France si la gauche accédait au pouvoir.

La question, à mon avis, se situe sur trois plans : structures, personnes, programmes.

Structures. — **L'essentiel est, tout bonnement, que les mots d'aujourd'hui deviennent demain des réalités, que la radio-télévision, informant, éduquant, distrayant, soit un service public de la nation et non du gouvernement. Ce qui signifie : libre accès des citoyens à l'information et à la culture, autonomie et responsabilité des dirigeants de l'institution, gestion simplifiée considérée non plus comme une fin en soi mais comme un moyen de la qualité des programmes, régionalisation effective permettant à chaque région de prendre conscience de sa vitalité propre et de la manifester au regard de l'ensemble du pays.**

Pour mémoire, je rappellerai en outre que, si la radio-télévision, en tant qu'institution nationale, était exemptée de la T.v.a., elle pourrait se passer des recettes de la publicité télévisée, ce qui devrait entraîner le report de celles-ci sur la presse, singulièrement de la presse d'opinion.

Personnes. — **Mon premier souhait est que l'Union de la gauche ne fasse pas aux autres ce qu'elle leur reproche, à juste titre, d'avoir fait. Quiconque en a les capacités doit avoir la possibilité non seulement de travailler à la radio-télévision, mais encore de s'y exprimer totalement. Mon second souhait est que, cela étant posé comme un principe fondamental, ne soit pas oublié le tragique exemple chilien. Pour avoir joué le jeu trop loyalement, l'Unité populaire a succombé sous les coups d'adversaires déloyaux.**

Je ne me fais pas d'illusions : le plus difficile, pour les responsables de la nouvelle radio-télévision française, ce sera de trouver, en toutes choses et à tout moment, le point d'équilibre entre l'idéal de la liberté et les méthodes de sa réalité.

La difficulté même de la tâche implique qu'on apporte à son accomplissement autant de vigilance que d'honnêteté. D'autant que, là aussi, est le point de jonction entre les structures qu'auront crées les élus du peuple et les programmes. A quoi bon des structures propres à assurer des programmes parfaits en tous points si loisir est donné à des saboteurs de rompre l'harmonie préétablie entre ceci et cela ?

Programmes. — **A gauche, trop souvent à mon gré, on ne se préoccupe que du fond. Je suis pleinement d'accord sur ce qui en est dit. Mais je tiens à rappeler que la forme compte aussi. Jusqu'à conditionner le fond. Pour la raison avancée, et généralement contredite par les faits, d'une meilleure organisation de la production et pour la raison inavouée de la possibilité d'une censure préalable, le différé n'a cessé de l'emporter sur le direct, tant à la radio qu'à la télévision. Revenir au direct, dans tous les cas où objectivement il s'impose, ce sera en finir avec les produits aseptisés, incolores, inodores, sans saveur, contrôlés, dûment tamponnés, qui n'auront pas été pour peu dans la gigantesque, persévérante, insidieuse entreprise d'abrutissement du public dont on a pu mesurer au fil des ans les affligeants développements. Ce sera réinsérer chacun dans la vie de tous, le brancher à vif sur l'événement en train de s'accomplir. Avec tous les risques, de toute nature, que cela comporte.**

C'est un pari optimiste.

Mais, si la gauche n'était pas optimiste, ce ne serait plus la gauche.

Pédagogie

LES ECOLES DE DEMAIN

Curieuses écoles où les enfants ne craignent pas d'interrompre leurs maîtres dans la plus totale décontraction... Curieuses écoles où on ne «redouble» pas et où les enfants entrent en 6e dans la proportion de 90 à 95 %...

« Henri, t'as un marteau à nous prêter ? » Deux frimousses brunes sont apparues dans l'embrasure de la porte. Il y a peut-être une demi-heure que je suis avec Henri, coordonnateur de l'équipe des instituteurs de la rue Vitruve, à Paris (20e), et c'est la troisième fois au moins que des enfants sont venus nous interrompre, dans la plus totale décontraction. Curieuse école, n'est-ce pas ?

Pourtant, de l'extérieur, on ne dirait pas. Cette école de la rue Vitruve est le type même de ces horribles casernes dont la IIIe République a constellé tout Paris : murs de briques jaunes, pierres de refend, peinture intérieure sans âge ni couleur. Sinistre. Une cour de 1 100 m2, deux bâtiments : l'école primaire d'un côté, le C.e.g. de l'autre, un seul directeur, assisté d'une secrétaire pour le tout et qui doit travailler 60 heures par semaine pour arriver au bout de sa tâche. Donc, rien que de très ordinaire.

Cette bâtisse est pourtant un des lieux où s'élabore une pédagogie de pointe. Essentiellement, à l'origine, grâce à un homme : Robert Gloton.

En 1963, il est inspecteur départemental de l'Education nationale pour la vingtième circonscription de Paris (sud du 20e arrondissement). Devant la multiplication des retards scolaires, il décide de créer, dans son ressort, un groupe de trois écoles (ou portions d'écoles) expérimentales, qui sera reconnu comme tel en 1965. En fait, deux établissements seulement s'intègrent entièrement à cette expérience : l'une, rue Vitruve ; l'autre, rue Le Vau.

Cette dernière est d'aspect moins minable que la rue Vitruve. Les bâtiments, construits sur l'ancienne zone et au bord du périphérique il y a une quinzaine d'années, ont le gris indéfinissable du béton sale. Côté rue, où il n'y a jamais personne, une pelouse et une haie agrémentent le tout. Au demeurant, rue Vitruve comme rue Le Vau, ce sont les mêmes salles carrées, en enfilade...

Là-dedans, des élèves du type le plus ordinaire, provenant pour la plupart, dans les deux cas, d'un secteur scolaire déterminé. Le recrutement n'est pas, pour l'instant, exactement le même dans les deux établissements. A Le Vau, le niveau social des familles augmente depuis quelques années, car on construit dans le quartier, du neuf et du cher, ou au moins de l'I.l.n. On s'en rend compte rien qu'à voir les gosses qui viennent fréquemment interrompre la conversation que j'ai avec le coordonnateur de l'équipe, Philippe Claveau : aussi gentils, mais plus « léchés », plus « polis » qu'a Vitruve, où cette évolution va seulement commencer. Pour l'instant, à côté d'enfants venus du vieux quartier ouvrier de Charonne, on trouve une forte population d'enfants immigrés (entre 35 % et 40 %), sans compter de nombreux « cas sociaux », les enfants des squatters venus occuper les vieilles bâtisses promises à la pioche des démolisseurs. Au total, des populations scolaires qui fourniraient, à l'entrée en sixième, 40 % ou 50 % d'enfants en retard rue Le Vau (moyenne nationale), et environ 70 % rue Vitruve...

Or, chose curieuse, il n'en est rien. Ces écoles d'aspect très banal ont en effet des résultats hors du commun : on n'y redouble pas. Les élèves y entrent en sixième « normale » à raison de 90 % ou 95 %, voire parfois 100 %. La sélection est donc retardée, ce qui multiplie les chances des enfants. Presque tous savent, à ce moment, correctement lire et s'exprimer. Ce qui n'est pas le cas, tant s'en faut, de toutes les écoles.

Ce n'est pourtant pas tout, et peut-être pas le plus important. Car il ne faut pas mythifier. Tous les gosses de Vitruve et de Le Vau ne seront pas cadres supérieurs. Un tel objectif aurait-il d'ailleurs un sens ? La très grande majorité sortent en revanche de leur école convenablement armés pour affronter la vie. Armés intellectuellement, par exemple. Ils ont l'esprit curieux et interrogateur. Ils ne savent peut-être pas par cœur et à l'envers les cas où « cent » s'accorde ou pas. En revanche, ils sauront que faire pour résoudre une quelconque difficulté orthographique, s'ils en rencontrent une.

Mais, plus encore, c'est sur le plan moral et social que les gosses de ces écoles expérimentales bénéficient d'une chance incontestable. Car, aussi bien à Le Vau qu'à Vitruve, on insiste sur le fait que l'école est au service de l'enfant, et non l'inverse.

La parole "aux autres"

Ce que cela signifie ? A Le Vau, par exemple, Philippe Claveau insiste : « Nous devons favoriser la croissance harmonieuse de l'enfant. Croissance physique, mais aussi croissance affective et croissance de la personnalité. L'enfant a besoin d'affection et de sécurité. On doit le mettre en position de réussite face à l'école et face à la vie. C'est cela qui lui donne confiance en lui-même ». Pour en arriver là, une règle d'or : éviter les échecs, et donc les prévenir dès que s'en manifestent les signes avant-coureurs. Non seulement les échecs scolaires, mais aussi les difficultés verbales, physiques ou affectives diverses. Chaque enfant est attentivement suivi.

Sans négliger cet aspect des choses, on a, rue Vitruve, une optique un peu différente. Avec tous ses collègues, Henri estime que, pour une large part, la notion d'« enfant » (être faible, fragile) est un produit de la société. Et un produit pas neutre du tout. Les « grands » de ce monde « protègent » les « petits » et, ce faisant, les oppriment pour mieux les exploiter, les transformant en éternels mineurs. De même, toutes proportions gardées, les institutions d'Etat et les parents protègent et surprotègent les enfants. Et leur interdisent, de ce fait un véritable épanouissement. C'est pourquoi l'autonomie des enfants est une religion rue Vitruve. Dans sa classe, Jean-Marc, un des maîtres, fait manier la perceuse électrique à des gosses de huit ans. Il pense ainsi démontrer le caractère erroné des idées reçues sur la « faiblesse » et l'inaptitude des enfants. Plus généralement, il s'agit d'assurer la prise active des enfants sur les objets matériels. Telle estrade, mise sur chant, le plancher adossé au mur, est convertie en étagères. On éveille ainsi les enfants à une perception critique du monde qui les entoure.

De telles préoccupations ne sont pas absentes rue Le Vau. Mais elles n'y constituent pas l'essentiel. On préfère au contraire, en se référant aux travaux du psychologue suisse Jean Piaget, protéger d'abord l'enfant et ne lui laisser acquérir son autonomie que progressivement. « Les enfants ne naissent pas libres socialement, dit Philippe Claveau, ils acquièrent progressivement une certaine autonomie. » Au contraire, à ne pas diriger du tout les enfants, on risque de développer chez eux une agressivité excessive : « Ils deviennent alors des rebelles systématiques. Ce n'est pas notre but, qui est d'en faire des hommes et des femmes libres et responsables, c'est-à-dire capables d'appréhender la société, d'avoir prise sur elle... Même si c'est ensuite pour mieux la contester. »

Si on insiste davantage, rue Le Vau, sur la prise intellectuelle des enfants sur l'environnement social, c'est sans doute que les problèmes sociaux s'y posent de façon moins brutale que rue Vitruve. La, a côté de 20 % d'élèves provenant de classes supérieures — et qui, pour la plupart, ne sont pas du quartier — il y a 50 % d'enfants d'ouvriers et d'employés, dont 32 % d'immigrés (chiffres de 1973). Donc peu d'enfants des classes moyennes, capables d'aider au « brassage d'idées » sur lequel, à Le Vau, on s'ap-

→

LES ECOLES DE DEMAIN

puie. On imagine ce qui se passe spontanément dans de pareilles conditions : les gosses d'intellectuels prennent dès l'abord la parole et la gardent, tandis que les autres adoptent une attitude de passivité génératrice de tous les retards — l'attitude que la société réclamera d'eux, devenus ouvriers. Quitte à provoquer de véritables conflits sociaux dans la classe, les enseignants doivent montrer aux premiers qu'ils ne sont pas omniscients, aux seconds qu'ils ont droit à la parole et qu'ils ont des choses à dire. Simple en théorie, n'est-ce pas ?

Mais essayez donc ! Il faut, par exemple ôter aux enfants d'immigrés l'idée qu'ils participent d'une culture inférieure à la nôtre, faire comprendre aux petits Français que notre culture est une parmi d'autres. L'an passé, des « leçons » d'initiation aux civilisations arabe et espagnole avaient attiré les enfants par centaines et avaient eu des effets très positifs. Cette année, faute de moyens, cette expérience n'a pu être poursuivie.

Les moyens ! C'est qu'il en faut à des expériences de ce type, et qu'elles n'en ont point. Ou si peu... Rue Le Vau comme rue Vitruve, il y a dix classes (deux par niveau) à quoi s'ajoutent, rue Le Vau, deux « fins d'études » exclusivement composées d'élèves venant du dehors et une classe de soutien. Chacune des deux écoles a un maître surnuméraire, soit onze en tout rue Vitruve, et quatorze rue Le Vau. Chacune de ces équipes désigne chaque année un coordonnateur en son sein. Il a la charge d'animer les réunions (fréquentes) de l'équipe pédagogique, à laquelle il faut ajouter le G.a.p.p. Ce Groupe d'aide psychopédagogique — il en existe dans plusieurs secteurs scolaires — comprend une psychologue, un rééducateur en psycho-motricité et un rééducateur psycho-pédagogique. L'assistante sociale complète le personnel de ces deux écoles. Quant aux moyens financiers, ils sont de 32 F par élève et par an, comme partout ailleurs, et d'autant plus scandaleusement insuffisants.

Rien de bien exceptionnel, comme on le voit. Les structures pédagogiques, en revanche, sont différentes de ce qu'on connaît ailleurs, et leur rôle est essentiel.

On connaît la série des classes traditionnelles : C.p., C.e.1, C.e.2, C.m. 1, C.m.2. Rue Le Vau et rue Vitruve, elle est supprimée. Ce sont en fait des classes d'âge : 6 ans, 7 ans, 8 ans, etc. à raison de deux classes par âge. La notion de redoublement est donc exclue dans son principe. De plus, rue Le Vau, il existe d'étroits rapports entre la grande section de la maternelle et l'école primaire. Dès la section moyenne de maternelle, les parents choisissent pour leur enfant soit la grande section conduisant à l'école expérimentale, soit la grande section conduisant à l'école traditionnelle. De la sorte, une seule maîtresse suit un même groupe sur deux ans : en maternelle, puis en C.p. Puis un autre enseignant suit les enfants sur les deux années suivantes, et une troisième achève le cycle en deux ans.

Malgré ces innovations, les structures traditionnelles ne sont pas, comme on le voit, complètement bouleversées. Les modifications qu'elles subissent permettent cependant un enseignement totalement différent.

Et d'abord, la réalisation de ce vœu pieux de tous les ministres : l'ouverture de l'école sur la vie. Dans la mesure où l'« accomplissement du programme » n'est plus le but de l'existence du maître, celui-ci peut « globaliser », c'est-à-dire rattacher toutes les disciplines à un travail central. Par exemple, voici deux ans, Philippe Claveau, rue Le Vau, a réalisé avec ses élèves un film sur « Blanche-Neige » situé au XXe siècle, dans le XXe arrondissement. Il a fallu d'abord trouver le sujet — et c'est tout un travail pour éviter que les élèves ne tombent dans les histoires de cow-boys ou de policiers qui leur viennent spontanément à l'esprit. Il a fallu ensuite écrire le scénario, rédiger les scènes, faire le découpage, enfin tourner. Pour cela, il a fallu faire « du français », et aussi travailler sur la « relation spatio-temporelle », les séquences etc. Tout un travail qui n'a rien à voir, on le constate, avec les fameux « thèmes » chers à la pédagogie ministérielle et usés jusqu'à la trame : le cheval, dictée sur ce noble animal, siences nat. sur les ganaches, mathématiques sur les courses de canassons, etc. Au total, et en apparence au hasard des occasions, mais en réalité selon des progressions soigneusement préétablies, les enfants acquièrent des outils intellectuels. Et c'est là que les mathématiques modernes et la grammaire fonctionnelle prennent tout leur sens, puisqu'elles servent alors à ce pour quoi elles ont été faites : à être des instruments universels de solution de problèmes ramenés à leurs données formelles et non des systèmes formels n'ayant d'utilité que pour eux-mêmes. De même, la présence, dans les deux écoles, d'une bibliothèque-documentation permet à la fois de développer le goût et le choix des lectures, la curiosité méthodique et l'esprit de recherche.

Si, rue Le Vau, on s'interroge encore actuellement sur le « décloisonnement » (la confusion des classes et des niveaux), on en fait volontiers usage rue Vitruve, notamment à l'occasion des classes « vertes » — il va prochainement en partir six dans le Morvan. Il s'agit de regrouper les élèves indépendamment de leur âge et au hasard des difficultés communes qu'ils rencontrent. Rue Le Vau, on utilise le même procédé, mais seulement à l'intérieur d'une seule classe ou de deux classes du même âge. Henri, tout comme Philippe Claveau insistent sur le fait que ces groupes de niveau doivent porter sur une multiplicité de sous-disciplines, de façon à éviter que les « forts » soient toujours les mêmes. Au bout du compte, les retards principaux, dans le cadre de ces écoles, sont comblés. Mais, comme dit Henri, « il ne faut surtout pas se faire d'illusions : on atténue peut-être les clivages, on ne les supprime pas ». Ce que confirme Philippe Claveau : « A l'entrée en sixième, la plupart de nos gosses sont bien armés. Après cela, il y a ceux qu'on peut aider chez eux, et ceux qu'on ne peut pas aider, et que nous, nous aidions. Et eux... »

Eux, c'est précisément tout le problème d'une société. Après, le C.e.s. tranche sans pitié. L'administration s'empresse de reprendre de la main gauche ce qu'elle a donné de la main droite. Officialisées, les expériences de Vitruve ou de Le Vau ne sont pourtant que tolérées. L'administration n'a qu'à décider, par exemple, de supprimer le volontariat dans ces écoles pour en briser tout le ressort, simplement en laissant nommer des instituteurs dépourvus d'intérêt pour ce qui s'y fait.

A contrario, une administration différente — qui suppose un gouvernement différent — pourrait, rapidement et à peu de frais, favoriser le développement de ces « écoles de demain » (Robert Gloton). Encore que les illusions ne soient pas de mise. Ce n'est pas l'école seule qui peut changer le monde. Mais une telle mutation, qui demandera une génération, peut être favorisée. Rue Le Vau comme rue Vitruve, on ne croit pas tellement à la non-directivité pour les enfants. « Ici, c'est pas Summerhill, dit Henri. On ne croit pas que, parce qu'on met ensemble une bande de gosses, il va en sortir des miracles ».

JEAN-PIERRE MOULINS

ODEON
THEATRE NATIONAL

THÉÂTRE NATIONAL POPULAIRE TNP

à partir du
23 avril

TOLLER

de Tankred DORST
m. en sce. : Patrice CHEREAU
ATTENTION : Début du spectacle à 19 h 30 en soirée et 14 heures précises en matinée.
Tous les jours sauf dimanche 19 h 30
Mat. mer. ou sam. à 14 heures
Billets couplés à tarifs préférentiels pour 2 ou les 4 spectacles du TNP, renseignements : 325.70.32
LOCATION OUVERTE

5, 10, 15 et 20 F

changer la vie quotidienne

MEME LES PROMOTEURS SONT CONDAMNES

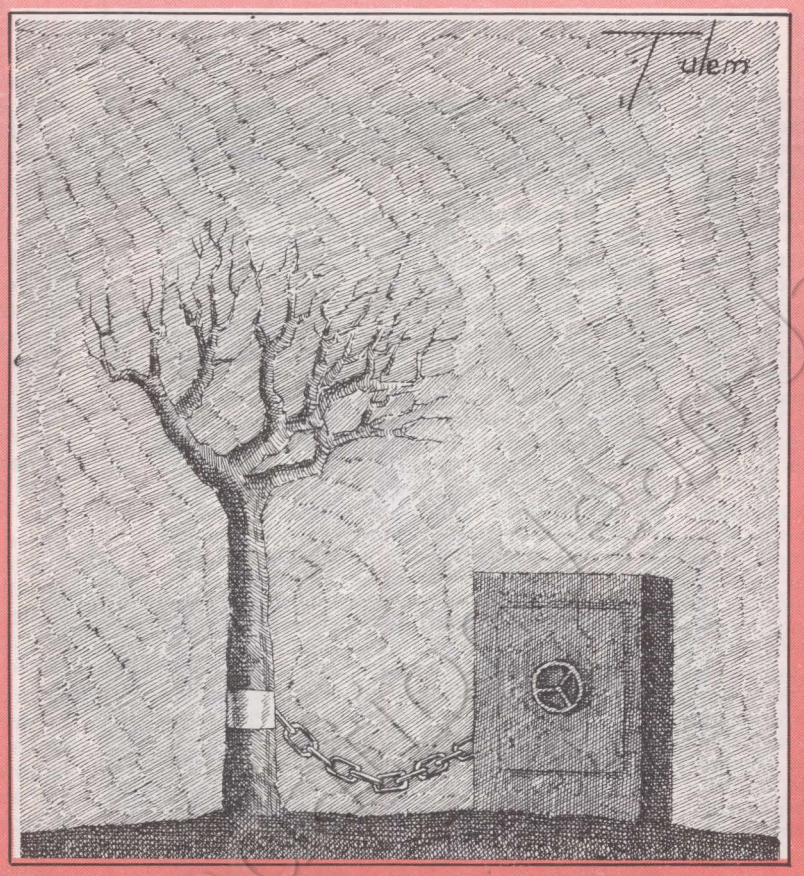
On pourra désormais — en toute bonne foi — dénoncer les agissements des promoteurs malintentionnés. Le tribunal de Grasse a en effet débouté la société Sidonac, qui avait porté plainte contre les auteurs du livre « La Côte d'Azur assassinée », René Richard et Camille Bartoli **(voir « l'Unité » n° 98).** Le jugement exprime « qu'en usant du style polémique pour dire une chose essentiellement vraie en vue de la défense du patrimoine biologique et esthétique de la nation, les auteurs ont agi dans un but bénéfique d'information du public et... de l'Administration, un moment abusée. »

Il faut rappeler comment Richard et Bartoli ont décortiqué l'opération menée sur l'ancien champ de courses de Cannes. Et montré qu'il fallait aux habitants de Mandelieu atteindre la cote 125 pour apercevoir la mer. Et que le plan d'eau artificiel réservé aux futurs résidents n'était qu'une mare quasi stagnante et certainement polluante... Le promoteur, qui réclamait 3 millions (de francs) en dommages et intérêts, se voit dans l'obligation de payer aux auteurs, à l'éditeur et à Louis Leprince-Ringuet — qui signait la préface — la somme de 7 000 F. Mais les Marinas sont là. Il y aura 3 tours de 16 étages et 3 tours de 30 étages !

TANT PIS POUR LA FORET...

Dans les Yvelines, à Jouars-Pontchartrain, les pouvoirs publics font du déboisement « sauvage ». Et sans autorisation. Depuis plusieurs années, pour limiter les bouchons qui à chaque week-end se forment sur la R.n. 12, une déviation était envisagée. Mais elle passait près d'un château sur le territoire duquel un promoteur important veut édifier 900 logements.

Pour ne pas lui faire de peine, un deuxième projet fut étudié. Ce sont les habitants des terrains visés qui, cette fois, refusèrent : ils ne voulaient pas être sacrifiés pour les beaux yeux des promoteurs. Restait un bois, celui de Sainte-Apolline. Des bûcherons viennent d'y faire une trouée de plus de 30 mètres de large : ce doit être pour la troisième version de la déviation. Mais, pour ne pas subir d'opposition de qui que ce soit, les pouvoirs publics ont préféré abattre deux hectares et demi de forêt plutôt que de prévenir... Que ne faut-il pas faire lorsque l'on veut être bien avec le châtelain et le promoteur !



COMME UN ARBRE DANS LA VILLE

On le sait, la « crise de l'énergie » empêche les pouvoirs publics d'agir auprès des constructeurs d'automobiles. La voiture anti-pollution ne serait pas pour demain...

Pourtant les méfaits des véhicules actuels sont connus. Les 7 500 analyses faites à Bruxelles sur les 66 241 arbres de l'agglomération viennent de prouver que la teneur en plomb et en cadmium y est entre 3 et 20 fois supérieure aux normes de l'Organisation mondiale de la santé. Les examens n'ayant pas eu lieu sur les poumons des Bruxellois il ne doit pas y avoir lieu de s'inquiéter...

C'est que les pouvoirs publics ne veulent surtout pas déplaire aux conducteurs. L'Insee vient de montrer que si la consommation de transport collectif croît moins rapidement que celle des transports individuels c'est peut-être en fonction directe des coûts : sur la base 110 en 1962 l'indice des prix de transport collectif était de 167,2 en 1972 contre 144,8 pour les transports individuels.

BASES DE LOISIRS

Pour permettre aux habitants des grandes villes de la région parisienne de se détendre, 14 bases de loisirs étaient prévues dans les schémas directeurs de 1965. Deux d'entre elles, celles de Cergy et de Saint-Quentin, sont ouvertes. Il a donc fallu 10 ans pour qu'un plan voit un début d'application. Passons... Mais l'existence même de ces bases pose de gros problèmes. Les municipalités hésitent, ne sachant trop les frais qu'elles auraient à supporter. Les deux bases existantes sont en déficit. Résultat : la seule solution envisagée est le commercial. C'est-à-dire confier la gestion de ses bases à une firme quelconque. Le maire de Verneuil vient de déclarer, à propos de la base que l'on doit implanter sur le territoire de sa commune : « Nous avons le choix entre quatre groupes de pression : Trigano-Club Méditerranée, la Compagnie des wagon-lits, Alsthom et le Touring-Club de France ». Ce qui n'est pas rassurant pour la « qualité » du loisir offert.

RAS LA CORBEILLE

La Bourse de Paris est fermée. Cette mesure sans précédent a été prise, le 8 avril, par les agents de change. Mécontents d'une série de débrayages, ils ont purement et simplement décidés le lock-out. La raison de ces débrayages lancés par tous les syndicats : le personnel de la Bourse exige une augmentation de salaires et, surtout, qu'on ne donne plus de primes à la tête du client. Un mouvement à suivre.

AIR-INTER PARALYSÉ

« On paralyse Air-Inter ». En grève depuis le début du mois, 90 % du personnel au sol (employés des réservations, mécaniciens, etc. : au total 3 300 personnes) empêchent la moitié des vols de la compagnie. Ce qu'ils demandent : la garantie de l'emploi et des augmentations correspondant à la hausse du coût de la vie. Face à eux, un nouveau directeur du personnel, Lapôtre, bien décidé à ne pas céder. Mieux : il a voulu annuler tous les rajustements prévus pour le dernier trimestre de 1973, mesure qui faisait perdre au personnel entre 3 et 4 % de salaire. Puis, au cours des discussions, il a accordé 4,5 % au premier avril. Ce qui ne résoud en rien le problème du rattrapage de 1973 et ne satisfait nullement les grévistes résolus à obtenir le minimum qu'ils exigent.

Israël: Entre le progrès et la réaction

Une nouvelle page de l'Histoire d'Israël s'ouvre, lentement, comme à regret. Les élections du 31 décembre dernier avaient été un demi-échec pour la coalition travailliste — le Maarakh — qui perdait six sièges, alors que la droite, groupée dans le rassemblement du Likoud, en gagnait sept. Au centre du débat alors, plus que la question de la paix, celle des responsabilités de l'événement, étonnant parce qu'inhabituel, que fut la surprise de l'attaque égypto-syrienne. Il fallait des responsables à ce que certains qualifiaient déjà d'impréparation. Habituée aux succès faciles, convaincue que rien ne pouvait résister à la supériorité militaire de son armée, persuadée de la justesse de sa cause, l'opinion israélienne venait de découvrir que le pays était passé à deux doigts de la catastrophe.

Le chef du gouvernement sortant, Golda Meir, est alors chargée de former la nouvelle équipe ministérielle. Il lui faudra plus d'un mois pour aboutir : désignée le 30 janvier, elle ne présentera son gouvernement à la Knesset que le 11 mars, après avoir difficilement surmonté les réserves du Parti national religieux — allié traditionnel des travaillistes — et les discussions au sein de son propre parti. Le ministre de la Défense pendant la guerre du Kippour, le héros de la campagne de 1967, Moshe Dayan, contesté par beaucoup, montre qu'en politique comme dans l'art militaire l'offensive lui paraît la meilleure tactique : il subordonne sa participation à l'arrêt des attaques qui le touchent. Finalement, on se met tant bien que mal d'accord.

Un mois après, Golda Meir vient d'annoncer sa démission et son retrait des affaires nationales. Définitivement, dit-elle. Elle s'est heurtée à deux difficultés. D'une part, un véritable débat sur le sexe des anges, comme celui auquel se livraient les Byzantins assiégés. Un des ministres du parti religieux, Michel Barzani, démissionne parce que le gouvernement ne tranche pas sur la définition du Juif conformément à la thèse du Grand Rabbinat. L'ambiguïté permanente entre Israël, Etat des Juifs soumis à la loi biblique, et Israël, Etat d'un peuple qui porte le nom d'israélien, éclate une fois encore. Trois mille années d'une Histoire faite pour l'essentiel d'exil et de souffrance au nom d'une religion confondue abusivement avec une race pèsent tout naturellement sur le comportement des hommes d'aujourd'hui.

D'autre part, l'affaire Dayan n'est pas close, les « faucons » ne pardonnent pas à ce symbole de l'expansionnisme israélien les premiers jours de la guerre du Kippour ; et les « colombes » lui reprochent à la fois ce qu'ils appellent sa suffisance passée et son hostilité à peine cachée au développement des négociations de Genève, du moins en ce qui concerne le front syrien.

La commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée la guerre d'octobre 1973 trouve un coupable, le général David Elazar, chef d'état-major, qui démissionne. Du même coup, elle « blanchit » Golda Meir et Moshe Dayan. Ce qui passe très bien pour le chef du gouvernement ne passe pas pour son ministre de la Défense qui, appuyé par son groupe, le Rafi — les restes de la scission qu'avait provoquée dans le Mapaï David Ben Gourion — essaye d'abord d'entraîner dans sa chute le gouvernement tout entier, puis propose un remaniement ministériel. Excédée, Golda Meir s'en va.

On en est là aujourd'hui. On risque d'en rester là longtemps encore, parce que la crise n'est pas seulement celle d'un pouvoir, mais celle d'un peuple. Rien n'a été facile pour les Israéliens depuis la renaissance de l'Etat juif, et cependant les jours les plus pénibles sont arrivés. La victoire faisait tout oublier. Maintenant, il n'y a plus de victoire. Les Israéliens savent qu'ils ont rétabli de justesse la situation en octobre dernier. Finalement, l'armée a battu ses adversaires, mais ce nouveau succès a montré la vanité des victoires militaires au point où l'on en était arrivé : qu'auraient fait les Israéliens du Caire et de Damas occupés ? Et puis les Grands sont intervenus, décidés, dans le cadre de la coexistence, à ne plus permettre aux nations du Proche-Orient d'inquiéter le monde en troublant le cours de leurs délicates négociations. L'Egyptien Sadate, qui ne souhaitait que la paix et le canal de Suez, a réoccupé des terres que son armée n'aurait pu ni conserver ni reconquérir. Pour Israël, c'est le reflux vers de futures frontières que personne ne connaît et que peu imaginent. C'est aussi le besoin pour un nombre important d'Israéliens de se poser concrètement la question de la vie pacifique avec les voisins arabes autrement qu'en termes au mieux paternalistes.

Sur les frontières du Nord, la guerre se poursuit. Les forces syriennes et israéliennes s'affrontent sur les pentes du mont Hermon. Des Palestiniens appartenant à un groupuscule se livrent à une affreuse tuerie dans la ville de Kyriath Shmoueh, ce qui entraîne l'attaque des villages libanais qui leur servent de refuge. Henry Kissinger se prépare à reprendre le chemin de Damas pour tenter, une fois encore, d'en finir...

En fait, ce sont les derniers soubresauts de la guerre, d'une guerre que ni Washington ni Moscou ne veulent voir renaître. Le général Assad, chef de l'Etat syrien, vient de se rendre à Moscou et sait mieux que jamais que, s'il peut compter sur le matériel militaire soviétique, il ne peut pas s'en servir pour une attaque décisive contre Israël. D'ailleurs, n'a-t-on pas intérêt maintenant, au Caire comme à Damas, à regarder les Israéliens se débattre dans leurs difficultés intérieures, qui sont devenues si graves qu'on cherche à leur donner un contenu optimiste en les citant en exemple d'un fonctionnement démocratique ?

Israël cherche un équilibre entre ceux qui ont connu les pogroms, les camps, l'exil, et ceux qui n'ont participé qu'aux victoires sur le désert et sur l'ennemi. Mais l'Histoire nous apprend que le peuple des Hébreux a été aussi souvent victime de ses divisions que des adversaires extérieurs. Et l'Histoire des hommes enseigne que, quelles que soient les raisons d'unité d'un peuple, existe toujours en son sein le conflit entre les forces de progrès et celles de la réaction. Israël n'est pas à l'abri de cette réalité et il faudra bien, les clairons devenus silencieux, que chaque Israélien la prenne à bras-le-corps.

CLAUDE FUZIER

Matières premières

Les Nations unies ont engagé un assez extraordinaire débat. A l'ordre du jour, les matières premières et le développement. C'est la première fois depuis qu'il existe que le « machin » consacre une session spéciale de son Assemblée générale à une question de ce genre.

Concrètement, peu de résultats sont à attendre. D'abord parce que l'Onu est toujours avant tout une sorte de forum où discussion et décision ne se rencontrent pas. Ensuite parce qu'on voit mal, sur un tel sujet, à quelles conclusions pratiques les Onusiens pourraient aboutir. Et cependant, l'intérêt du débat est immense, du seul fait de son existence. Pour simplifier, il est possible de dire que l'Onu a été contrainte par l'événement à inscrire la question des matières premières et celle du développement à son ordre du jour. Et pas seulement par la volonté unilatérale des gouvernements, mais tout autant parce que derrière chaque gouvernement existent un peuple et une opinion qu'inquiètent l'inflation mondiale, les poussées sporadiques de famine dans telle ou telle région du globe et l'impression confuse que la machine se détraque.

La crise monétaire internationale avait été un avertissement en général compris des seuls spécialistes. Il avait été accueilli ailleurs avec l'indifférence réservée aux choses éloignées, qui ne vous concernent pas directement. Dans les grands pays capitalistes, où l'on feint de croire que la Bourse représente l'opinion publique, commentaires et explications s'étaient engloutis dans l'édredon d'une ignorance volontaire. Il fallut que la crise du pétrole s'ajoute à la hausse des prix de détail déjà constatée dans le plus grand nombre de pays pour que, pendant quelques mois, une sorte d'affolement — nourri des prévisions apocalyptiques d'une presse en mal de sensationnel et des techniciens barbons en mal de pessimisme — s'installe un peu partout.

Depuis, les esprits se sont calmés, faute d'avoir vu en temps utile la fin du monde. En fait, les peuples n'avaient à vivre — ils continuent à le faire — que la fin d'un monde. D'où leur méfiance, leur prudence devant l'avenir, leur impression de ne pas sentir vers où tourne le vent. Et d'où la découverte, par les gouvernements, du besoin d'aller un peu plus loin.

Bien entendu, la réunion de l'Onu a aussi des motifs immédiats. Les pays producteurs de pétrole ont découvert leur puissance, et les pays industrialisés la fragilité de la leur.

Les grandes idées qui avaient illuminé le Tiers-Monde à Bandoeng ont été mises à leur place, celle du passé, par ceux qui ont assuré la relève des Nehru, des Nasser ou des Tito. « L'ordre économique mondial que nous vivons aujourd'hui est aussi injuste et aussi périmé que l'ordre colonial duquel il tire son origine et sa substance ». Cette affirmation du président algérien Houari Boumediène est claire à ce sujet : les pays hier colonisés et décolonisés peuvent se donner un autre objectif maintenant qui est,

LA NECESSAIRE SOLIDARITE

« L'ordre économique mondial que nous vivons aujourd'hui est aussi injuste et périmé que l'ordre colonial duquel il tire son origine et sa substance .»

au-delà de l'indépendance politique formellement acquise, d'obtenir dans le concert international un peu plus que les strapontins auxquels ils ont droit.

En fait, mis à part les pays qui détiennent le précieux pétrole, le Tiers-Monde reste une dépendance des nations industrialisées. L'avance qu'elles ont prise depuis le début du siècle ne peut pas être rattrapée avant un très long délai de temps et les pays possesseurs de matières premières le savent bien : il leur faut vendre à tout prix leurs produits actuels qui, s'ils ne sont pas vendus, sont des cailloux sans valeur.

La situation est encore compliquée par le fait que les pays les plus anciennement in-



dustrialisés, parce qu'ils appartiennent en général à la bande fertile des climats tempérés, possèdent aussi la plus grande capacité de développement agricole et disposent de surplus alimentaires importants — notamment les Etats Unis et bientôt l'Union soviétique. Ils fixent donc les prix et calculent exactement le niveau de leur générosité à l'égard des peuples qui meurent de faim.

D'un côté, ainsi, un monde qui tient les clés de la production des outils du développement et des aliments ; de l'autre, un monde qui commence à détenir celles des matières premières tout en ayant besoin, pour leur mise en valeur, du premier. Car il faut extraire, traiter, transporter et transformer. Qui en détient les moyens, sinon les pays industrialisés ?

Un exemple parmi beaucoup d'autres : celui du transport maritime. Il reste à la base des échanges internationaux, en particulier des importations en provenance des pays détenteurs de matières premières. En 1971, les importations françaises ont été faites à 75,77 % par la voie maritime, alors que les exportations, tournées essentiellement vers le continent européen, ne l'utilisaient que pour 22,35 %. Or, qui détient actuellement les bateaux composant la flotte commerciale mondiale ?

En 1972, cette flotte représentait un peu plus de 254 millions de tonnage jauge brut. Les douze pays en possédaient à eux seuls 205 millions. Ce sont, dans l'ordre, le Libéria, le Japon, la Grande-Bretagne, la Norvège, la Grèce, les Etats-Unis, l'U.r.s.s., l'Allemagne fédérale, l'Italie, Panama, la France et la Suède, pays ayant tous la propriété de plus de 5 millions de tonnes de navires de commerce. Si l'on retire les 11 millions de tonnes de l'U.r.s.s., il reste pour les pays capitalistes encore 194 millions sur 254. Et si l'on tient compte de ce que les flottes du Libéria et de Panama en totalité, de la Grèce pour la plus grande part et de la Norvège pour une part moindre sont au service des Etats-Unis, on constate que ceux-ci contrôlent plus de 41 % de la flotte commerciale mondiale, en particulier près de 50 % de la flotte pétrolière.

C'est pourquoi les matières premières se cotent non pas à partir des pays les plus gros producteurs — sauf pour certaines productions alimentaires à dominante américaine, comme le blé et le maïs, pour lesquels le prix de référence est en général celui de Chicago — mais sur des « places » situées dans les pays industrialisés, New York pour le sucre, le cacao et le café, Londres pour la laine, le caoutchouc, le cuivre, l'étain, le zinc et le plomb, Rotterdam pour l'huile de soja et le pétrole, Liverpool pour le coton.

Ces marchés, sur lesquels joue théoriquement la loi de l'offre et de la demande, montrent l'extraordinaire flambée des prix des matières premières au cours des derniers mois. De 1972 à 1973, le cours moyen du café a augmenté de 18 %, celui de la laine de 29 %, celui du sucre de 33 %, celui de l'étain de 60 %, celui du maïs de 76 %, celui du cuivre de 83 % (notamment depuis la chute du gouvernement Allende), celui du plomb de 91 %, celui du blé de 95 %, celui du coton de 126 %, celui de l'huile de soja de 150 %, celui du caoutchouc de 157 %, celui du zinc de 242 % et celui du pétrole de 792 %. Mais on doit noter que ces hausses profitent fort peu aux pays producteurs — sauf lorsqu'il s'agit d'un pays à la fois producteur et industrialisé comme les Etats-Unis, riche en blé, maïs, coton, pétrole, cuivre, fer, plomb, soufre et zinc — qui, en général, ne perçoivent guère plus de 20 % du prix du produit « fini ».

Le président Boumediène a pu, sans crainte d'être contredit, affirmer devant l'Assemblée générale de l'Onu que la hausse des produits alimentaires et des engrais, c'est-à-dire de productions indispensables à la vie de la plupart des pays du Tiers-Monde, entraînait dès maintenant une augmentation des dépenses double de celle du pétrole. Il a pu, toujours sans crainte de démenti, noter qu'en cinq ans, le prix des tracteurs avait doublé, celui de l'acier triplé et celui du ciment quadruplé. Et cela à une période où l'énergie n'était pas encore « chère »...

C'est pourquoi un gouvernement aussi peu suspect de complaisance à l'égard du Tiers-Monde que celui de la Belgique vient de lancer l'idée que les prix des matières premières en provenance des pays en voie de développement devraient être indexés sur ceux des produits finis exportés par les pays industrialisés. C'est pourquoi le Japon, qui est obligé d'importer la quasi-totalité des matières premières et de l'énergie qu'il utilise, envisage une reconversion générale de son attitude à l'égard de ses fournisseurs : il leur offrirait des prêts financiers à long terme (20 à 25 ans), à faible taux d'intérêt (3 %), et imagine son futur développement industriel non plus sur le territoire national — d'ailleurs saturé — mais sur celui des possesseurs de matières premières.

En réalité, tout le problème d'un accord de solidarité internationale est maintenant posé. Pour ceux qui ne souhaiteraient pas parler de solidarité, par la peur maladive des sentiments les plus nobles, parlons seulement d'une organisation du marché mondial qui puisse arrêter une évolution rendant les plus riches de plus en plus riches et les plus pauvres de plus en plus pauvres. Ce qui suppose qu'on touche aux privilèges des sociétés multinationales, qu'on renonce aux avantages politiques des accords bilatéraux et, une fois de plus, que les deux grandes puissances s'y associent autrement que du bout des lèvres. Est-ce peu réaliste ? A moyen terme, il le serait sans doute moins encore de laisser les choses en état.

C. F.

INJUSTE JUSTICE

« Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de Cour vous rendront blanc ou noir. » Denis Langlois démontre dans son livre « Les dossiers noirs de la Justice française » que rien n'a vraiment changé depuis La Fontaine.

Un vol est un vol. Soit deux citoyens. L'un fraude le fisc en dissimulant des bénéfices ; la Direction générale des Impôts, alertée, lui réclame un milliard d'anciens francs. L'autre dérobe dix bouteilles de lait, vides, dans un camion garé dans un terrain vague. Que va-t-il se passer ? Le livre de Denis Langlois, « Les dossiers noirs de la Justice française » (édition du Seuil) apporte la réponse. Le premier ne fera l'objet d'aucune poursuite judiciaire : mieux, l'Etat lui fera un cadeau de 500 millions, puisque, après transaction avec l'administration, il obtient de ne payer que la moitié de la somme due. Le second sera condamné à 3 ans de prison ferme pour son larcin. Le premier, c'est Balkany, promoteur bien connu et milliardaire. L'autre, c'est un clochard, sans domicile fixe, affamé peut-être.

Deux exemples, parmi tant d'autres, relatés dans ce livre courageux. Récits minutieux d'affaires qui ont, en leur temps, fait la « une » des journaux, comme celle de la mort de Thierry Huriez, 14 ans, dont la mère était en prison, faute d'avoir payé la location d'un téléviseur. Et d'autres, tout aussi scandaleuses, que la presse locale n'a pas eu le cœur ou le courage de rapporter.

Denis Langlois ne raconte guère que des délits insignifiants par leur objet : vols dans des magasins d'alimentation, ramassage « illégal » de châtaignes, petites affaires de mœurs... La peine de mort, les grandes erreurs judiciaires, le meurtre ne sont pas son propos. Ce qui rend les affaires relatées remarquables, c'est, le plus souvent, l'extraordinaire sévérité dont la Justice française fait preuve à l'égard des « pauvres », des « faibles ». Le plus grand scandale de la Justice réside peut-être dans l'exercice quotidien des tribunaux d'arrondissement.

Ce qui frappe immédiatement à la lecture — et c'est peut-être dommage — est l'absurdité des jugements rendus. Justice de classe, soit. Mais est-il pour autant nécessaire de condamner, au terme d'une enquête minutieuse des services administratifs et judiciaires, à 50 F d'amende une personne âgée qui avait eu le tort d'envoyer à sa petite fille une lettre nantie d'un timbre déjà oblitéré ? Jugements apparemment aberrants, plutôt qu'injustes. Un peu de bon sens, et tout s'arrangerait ? Non. Car ces jugements-là sont dans la conformité de la loi, rendus possibles par ses dispositions. C'est une Justice légale. Il suffit de « jouer de malchance », de tomber sur un juge particulièrement peu compréhensif : et il semble que la machine s'emballe, tourne un peu à vide. Le système pénal français, qui prévoit seulement des minima et des maxima à chaque délit, repose sur l'intime conviction des juges. C'est à ceux-ci de décider s'ils doivent tenir compte, par exemple, des circonstances atténuantes. Or, rien ne prédispose les juges à avoir une compréhension particulière du monde du travail, à régler des conflits sociaux, ou même à comprendre ceux qui s'expriment mal et ne sont pas vêtus comme eux : ni leurs origines sociales, ni leur formation professionnelle, ni l'exercice de leur métier. Le Syndicat de la magistrature souhaiterait que, dans le cadre de la scolarité à l'Ecole nationale de la magistrature, des stages « ouverts sur l'extérieur » soient organisés : stages dans les entreprises, dans les prisons, dans les grands corps de l'Etat. Mais les pouvoirs publics ne semblent pas prêts d'accéder à la demande : tout au contraire, ils viennent de déposer un projet de réduction de la durée des études de magistrat, qui prévoit la suppression du stage effectué à Paris et pendant lequel, au cours de séminaires, une réflexion collective sur la Justice avait des chances de se développer.

Un ressort fragile

Pourtant, lentement, le corps des magistrats évolue. L'homogénéité de façade qui régnait jusqu'en 1968 a éclaté : il y a 1 200 adhérents, sur 4 000 magistrats, au Syndicat de la magistrature. Adhérents qui n'ont pas tous, loin de là, la même analyse de la Justice, mais qui ne répugnent plus, comme par le passé, à poser les problèmes politiques inhérents à l'institution, au pouvoir d'Etat qu'est l'appareil judiciaire.

De bons juges, ouverts, face aux autres ? « La recherche de la justice ne doit pas passer par la recherche du bon juge », ironise un jeune magistrat. C'est vrai : ce n'est pas le juge qui fait la justice, il ne fait, dans la plupart des cas, que l'appliquer. Les griefs à formuler à l'encontre de la Justice sont nombreux. Mais il y en a un qui est fondamental : c'est que la loi, qui est théorique-

Un régime à l'imparfait

Le destin ignore parfois les éditeurs. Le livre de Jean-Denis Bredin, « La République de monsieur Pompidou » (éditions Fayard), est sorti quelques jours avant la mort du président de la République. Son actualité reste pourtant entière : il suffit de changer le temps des verbes : du présent à l'imparfait. Et la description d'un système devient celle d'un héritage.

Jean-Denis Bredin est professeur de droit et avocat. Il ne faut donc pas s'attendre à trouver dans son livre une étude économique ou sociale du régime. Son but est ailleurs : dans une perspective plus politique, plus juridique. La plume est souvent féroce, les portraits tracés sans la moindre complaisance.

Le système Pompidou n'avait pas d'idéologie, ni de grands desseins. « Le Pouvoir est lucide : il connaît les Français. Georges Pompidou les définissait ainsi avant les élections législatives de mars 1973 : « Le Français est attaché au droit de propriété. Il ne rêve que d'avoir sa maison, son jardin, sa terre s'il est paysan... Le Français est attaché à l'héritage, il veut pouvoir transmettre à ses enfants tout ce qu'il a acquis, il déteste payer des droits de succession même modérés... ». Et, puisque la comparaison avec le Général est inévitable, Bredin rappelle ces mots de Pompidou, après le demi-échec du référendum sur l'Europe : « Nous allons vers une période de prospérité chaque jour plus grande, source pour le pays lui-même d'honneur et de grandeur ». L'honneur et la grandeur sont empruntés à l'héritage gaulliste. Ce qui est pompidolien, c'était de chercher leur source dans la prospérité.

Il n'y a plus d'idéologie du régime. « De Gaulle ne fut pas qu'un chef : il servit de doctrine, de



ment l'expression de la volonté générale, est en fait l'expression et l'instrument de la classe au pouvoir. La Justice sert à réglementer, à théoriser les rapports économiques entre les différents rouages de la société. Et elle sert à réprimer tout ce qui pourrait remettre en cause son bon fonctionnement, qui pourrait battre en brèche ses valeurs officielles. Pourtant, la Justice est la première à bafouer les principes sur lesquels repose son fonctionnement. Par exemple, nul n'est censé ignorer la loi : bien sûr, mais celle-ci ne fait guère d'effort pour pouvoir être comprise par tous : langage ésotérique, cérémonial parfois désuet, procédures déroutantes... La Justice se protège de l'ignorance des gens. Dans tous les cas l'avocat, le médiateur, celui qui parle à la fois le langage de la vie quotidienne et celui de la Justice, est une garantie contre l'arbitraire. C'est peut-être pour cela que Taittinger tend à limiter son rôle actuellement ? Chacun est égal devant la loi : bien sûr que non. Les procédures de flagrant délit, procédures brutales, iniques, qui ne laissent pas à l'accusé le temps d'avoir un avocat, qui accordent beaucoup plus d'importance aux faits qu'à la personnalité mise en cause, voient défiler une grande majorité de travailleurs émigrés. Pourquoi ? Est-ce que la Justice est apte à discerner, au-delà des cas individuels, les causes et les conflits sociaux ? Ce n'est pas sûr. Par exemple, n'est-ce pas un peu court de parler « d'irritabilité » à propos de conducteurs de voitures irascibles ? Ne serait-il pas plus intéressant et fructueux pour la collectivité que la Justice analyse la politique des transports, les choix budgétaires qu'elle implique ?

C'est la loi qui est à changer. Les syndicats — le Syndicat des avocats de France et le Syndicat de la magistrature — s'y emploient. Leurs plateformes ne comprennent pas que des revendications professionnelles : il n'y a pas de contradiction entre l'intérêt des professionnels de la Justice et ceux des justiciables, estiment-ils. Le Syndicat des avocats de France, de création récente, a élaboré, en un an d'existence, une série de propositions pour un meilleur système pénal. Elles vont dans le sens d'une « dépénalisation » de nombre de délits, aujourd'hui passibles du tribunal correctionnel, et qui devraient faire l'objet non de procès, mais d'une simple contravention, ou échapper même au regard de la Justice : défaut de carte grise, chèques sans provision, adultère, avortement... Ce qui permettrait, d'ailleurs, le respect du principe de la collégialité des juges dans les tribunaux correctionnels, aujourd'hui surchargés par des délits d'un autre âge.

La plateforme syndicale prévoit aussi la suppression des tribunaux d'exception (tribunaux militaires, Cour de sûreté de l'Etat), la suppression de la garde à vue, de la procédure de flagrant délit... De ces réformes, Denis Langlois ne parle pas. Il raconte des cas, sans jamais décrire abstraitement le fonctionnement de la Justice. Mais il se trouve que ces têtes de chapitre correspondent aux procédures dénoncées par les syndicats, celles où la Justice se fait la plus dure à l'égard de ceux qui n'ont pas les moyens de s'en défendre... Langlois nous donne à réfléchir. Justice injuste ? qu'est-ce que cela veut dire ? Justice de classe ? En quoi précisément ? Ces questions, avocats et magistrats commencent à se les poser. Mais ils ne doivent pas être les seuls : car comment changer la Justice sans changer la société ?

MARIE-LOUISE TAILLEFER

mythe, de slogan ». De Gaulle mort, il n'y eut plus de doctrine. Il n'y eut plus de mythe, tout juste un chef. Pompidou mort, il n'y a plus que des héritiers avides. Il ne peut rester qu'un but : se conserver le Pouvoir.

A défaut de « grandes idées », ce Pouvoir n'avait même pas de politique suivie. Il lui restait tout juste une volonté gestionnaire. Teinté de l'inévitable optimisme de façade. « Cette République est satisfaite : les poitrines et les mentons hauts y font merveille... Du côté du Pouvoir, l'inquiétude, la remise en cause, la critique sont des signes suspects, comme des présages de trahison... C'est dans l'épreuve que se mesure la vraie assurance. Or, chaque difficulté les trouve désorientés, tâtonnants, plus inquiets que l'événement le commande... Le ton reste péremptoire, mais le geste est désemparé ». Pierre Messmer clame : « Lip, c'est fini ». Il sait pourtant que, dans le même temps, son ministre Charbonnel négocie avec des patrons et les syndicats. Aujourd'hui, on parle hautement de « décence » quand les héritiers s'entredéchirent sans vergogne. Seule, la parole reste. Mais elle colle de moins en moins à la réalité.

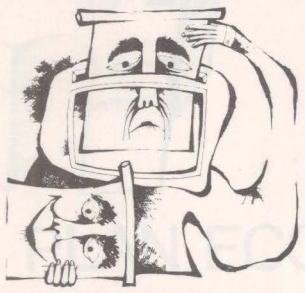
Les hommes dont Pompidou aimait à s'entourer ne révèlent pas non plus le moindre dessein. « Ce qui est remarquable, dans les eaux du Pouvoir gaulliste, ce n'est pas que les médiocres y soient si nombreux. C'est plutôt que le système assure si bien leur promotion ». On tombe de Chaban en Messmer, de Malraux en Druon, d'Edgar Faure en Georges Gorse... Mais « il est plus commode pour M. Pompidou de tirer P. Messmer de l'obscurité... La promotion des médiocres est souvent le commun dénominateur » des clans et des coteries du Pouvoir.

Là non plus Pompidou n'a pas su ou pu choisir : « Il a fait usage de cette facilité qui l'arrangeait ». Face à une Constitution bâtarde, il a eu la même attitude. « On a mélangé deux systèmes : le système présidentiel et le système parlementaire... La France n'a pas une, mais deux Constitutions. Longtemps, l'écrasante personnalité du général de Gaulle a masqué cette évidence ». A chaque échéance électorale, le problème se repose : on peut avoir une Chambre de gauche avec un Président de droite, ou l'inverse. Mais jamais Pompidou n'a vraiment abordé ce problème. Il a préféré traiter les Français en gosses, leur laissant ignorer son opinion sur ce sujet. Si du moins, il en avait une.

Ce qui, finalement, caractérise ce système politique, c'est le profond mépris dans lequel il tient les Français. Ils n'ont pas le droit de savoir, pas le droit de s'informer vraiment : Guy Lux est plus qu'un symbole. Et Jean-Denis Bredin ne manque pas de le souligner à chacune de ses pages. Devant une telle intelligence, un tel esprit critique, on s'étonne simplement de constater, en lisant la biographie de l'auteur, au dos de la couverture, qu'il fut « un proche collaborateur d'Edgar Faure au ministère de l'Education nationale en 1968 ». La lucidité était peut-être au prix de cette dernière illusion.

N.B.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 19 AVRIL

« Le stress » : un « reportage-fiction » belge sur la dépression urbaine (21 h 30, ch. 3).

La médecine de Barrère-Lalou : la psychiatrie de l'enfant (21 h 45, ch. 1).

SAMEDI 20

Jacques Rosner et le Théâtre du Lambrequin joue Marivaux : « Les acteurs de bonne foi » (20 h 40, ch. 3).

DIMANCHE 21

Le musée imaginaire de Maurice Béjart (voir en p. 31 de ce numéro (20 h 35, ch. 1).

Dans le cycle japonais de Ciné-club, un inédit de Mizoguchi : « Cinq femmes autour d'Utamaro » (22 h 45, ch. 2).

LUNDI 22

Un darwinien victime de l'intolérance : « Procès de singe », un film réalisé par Stanley Kramer (14 h 25, ch. 1).

Début des émissions électorales (20 h 30, ch. 1 et 2).

Le cinéaste Richard Brooks adapte Tennesee Williams : « Doux oiseau de jeunesse » (20 h 40, ch. 3).

Rediffusion d'un feuilleton de Maurice Pialat : « La maison des bois », 1er épisode (21 h, ch. 1).

MARDI 23

La bourgeoisie, la mort... Tolstoï adapté par Adamov : « La mort d'Ivan Ilitch » (20 h 40, ch. 3).

Un débat « Les Français sous l'occupation » suivant le film d'Autant-Lara, « La traversée de Paris » (21 h, ch. 2).

JEUDI 24

Les pupilles de l'Assistance publique, au magazine 52 (20 h 40, ch. 3).



Livres

POESIE

*** Paol Keineg : « Lieux communs », suivi de « Dahut » (Gallimard).**

La Bretagne et la mer restent les deux sources d'inspiration de l'auteur du « Printemps des Bonnets rouges ».

DESSINS

*** Jean-Claude Simoen et Claude Maillard : Hitler à travers la caricature internationale (Albin Michel)**

Le sottisier du fascisme montré du doigt.

TEMOIGNAGE

*** Jean Lacouture : Un sang d'encre (Stock).**

Pour la première fois, le plus grand journaliste français « se » raconte. Modestement, mais avec beaucoup de finesse.

POLITIQUE

*** Nicos Poulantzas : Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hi (Le Seuil).**

Les « nouveaux alliés » de la classe ouvrière face aux multinationales et à l'hégémonie américaine.

*** André Glucksman : Le discours de la guerre (10-18).**

Pour comprendre la notion de « guerre révolutionnaire », il faut (re)lire ce livre, paru juste avant 1968.

*** Jean-Claude Guillebaud : Les jours terribles d'Israël (Le Seuil).**

La guerre du Kippour racontée par un journaliste du « Monde ».

*** Mohamoud Hussein : Les Arabes au présent (Le Seuil).**

Quoi de neuf dans la mentalité arabe après la guerre du Kippour ? Par l'auteur de « La lutte de classes en Egypte ».

*** Jules Moch : Socialisme de 1ère atomique (Plon).**

Un homme d'Etat de la IIIe et de la IVe République raconte ce qu'il a vu. Et appelle le triomphe du socialisme en France.

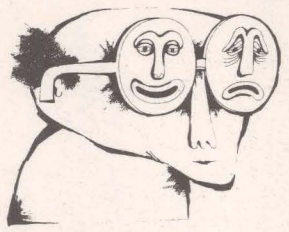
LITTERATURE

*** Robert Montal : Lautréamont (Editions universitaires).**

Elucider, démystifier, éclaircir. Tel est le but de l'auteur qui refuse les mensonges ou imprécisions dont on a entouré jusqu'à maintenant la vie d'Isidore Ducasse.

*** Madeleine Perrier : Rimbaud, chemin de la création (Gallimard, collection Les Essais).**

Une exploration du vocabulaire d'Arthur Rimbaud, où il est prouvé une étonnante maîtrise.



Théâtre

*** Théâtre Mouffetard : « Le ver solitaire » de et par Daniel Laloux.**

L'histoire d'un type qui raconte l'histoire d'un type qui fait des histoires pour les raconter à sa mère qui est la mère du type qui raconte l'histoire.

*** Théâtre Cyrano (76, rue de la Roquette, Paris 11e) : « Appelez-moi maître » de et par Jean-Marie Cornille.**

Le solo d'un obsédé textuel. Applaudi et redemandé par Maxime Le Forestier, Pierre Vassiliu, Alex Métayer et beaucoup d'autres.

*** Le Piano Vache (8, rue Laplace, Paris 5e) : « Une bicyclette pour vaincre la solitude » de et par Michel Truffaut.**

Jacques Prévert a simplement écrit : « Michel Truffaut, un très curieux petit personnage de nulle part et qui ne ressemble à personne d'autre. »

*** Au Vrai Chic parisien (18, rue d'Odessa, Paris 14e) : Coluche.**

Un « je » talentueux. En passe de devenir un personnage célèbre.

*** Hommage à Neruda. Par Raphaël Alberti, Louis Aragon, Joseph Delteil, Max-Pol Fouchet, Pierre Gammara, Jean Marcenac, etc.**

Un livre d'hommage souscrit au profit du peuple chilien (pour le recevoir, envoyez 20 F à : Imprimerie Clément, boulevard des Châtaigniers 30120, Le Vigan).

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	☐
par chèque postal	☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source	☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

changer la vie culturelle

Télévision
LE MUSEE DE BEJART

« Je demande à l'art de me faire penser très vite. Au sortir d'un bon film, je peux faire, en une soirée, le travail d'une semaine. » Et quel travail ! Celui d'un des chorégraphes les plus illustres des temps modernes. Un chorégraphe ? Mieux un philosophe de la danse et de l'art.

Gentiment sommé par Pascale Breugnot, Pierre Desfons et Maurice Fleuret de nous dévoiler les secrets de son « Musée imaginaire » (dimanche à 20 h 35, ch. 2), Maurice Béjart nous révèle un tempérament d'amateur éclectique. En peinture (Gustave Moreau), en architecture (Gaudi, les mosquées), en cinéma (Stroheim, Fellini), son musée est volontiers baroque.

Mais de sa passion, la danse, qui se nourrit de tous les arts plastiques mouvants ou non, il fait le refuge d'une pureté idéale. La danse est dépouillement et symboles. La danseuse est incarnation d'une idée de la femme : idée romantique au XIXe siècle, mathématique au XXe. Le danseur, lui, est plus terre-à-terre.

Cette conversation sur l'art entre Maurice Béjart et Maurice Fleuret n'est pas spécialement démagogique. Un peu grave, certes, mais tonique. Et Béjart, modeste malgré 25 ans d'une œuvre capitale, mérite d'être entendu.

J.M.

LE PLACARD A BALAIS DE BEAUBOURG

Alors que le Centre Beaubourg n'est encore qu'une énorme excavation au cœur de Paris, on met déjà en sommeil le Musée national d'art moderne : des collections ont été entassées dans les caves ; un étage entier a été vidé, on y a installé des bureaux où va se constituer la documentation d'art contemporain de Beaubourg. Dans deux mois il n'y aura plus d'expositions du tout au Musée national d'art moderne. Ce qui signifie que l'art moderne disparaît pour longtemps des musées nationaux ; car, au mieux, Beaubourg sera inauguré dans deux ou trois ans !



Le public, privé d'expositions d'art contemporain, paye ainsi les conséquences du césarisme de Pompidou qui avait fait de Beaubourg son domaine réservé. Seul, sans consulter quiconque, feu le président de la République a décidé de tout : du montant des travaux (250 millions de francs), du choix de l'architecte, de la nomination du directeur. Apparemment, tout était réglé. On s'aperçoit pourtant aujourd'hui que chaque stade des travaux réserve des surprises : les problèmes de sécurité contre l'incendie n'ont pas été envisagés, personne ne sait encore comment on pourra souder les pièces de la monumentale structure d'acier du futur édifice, bref la technologie du bâtiment et son fonctionnement administratif restent à inventer. Comme on le voit, le testament artistique de Pompidou n'est pas plus brillant que son héritage politique.

Ces imprévisions et ces carences valaient-elles qu'on transforme le Musée national d'art moderne en « placard à balais » de Beaubourg ?

LES MARCHANDS DANS LE TEMPLE

Récemment, dans son numéro 99, « l'Unité » racontait comment la Maison de la Culture de Bourges a été peu à peu, au fil des ans, vidée de tout son sang. Une ruine culturelle ! Pour le très giscardien maire de Bourges, Raymond Boisdé, la catastrophe n'est pas encore assez grande. Sur ses injonctions discrètes, le conseil d'administration de la Maison de la Culture vient de remercier l'animateur musical, Daniel Meier, en poste depuis quatre ans et demi ; et s'apprête à licencier Alain Meilland responsable des activités de cabaret.

Après la disparition de toute création théâtrale, voilà qu'on supprime les chansons et la musique. D'ici à ce que la Maison de la Culture devienne le temple de la finance... il n'y a qu'un pas : Boisdé n'est-il pas le P.d.g. de la banque Harvet ? L'actuel directeur de la Maison de la Culture, Yves Robault, n'est-il pas un ancien pilier de cette même banque ? On cherche des volontaires pour expulser ces « marchands » du temple de la culture.

L'ETE DES FESTIVALS

L'été des festivals commence... dès le printemps. Avec le 4e Festival international de musique expérimentale de Bourges (du 28 mai au 9 juin) : le Canada, la Belgique, plusieurs pays d'Amérique latine, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, les Pays-Bas, les U.s.a., l'Allemagne et l'Italie seront présents. Dans le même temps et dans la même ville se déroulera le 2e Concours international de musique électro-acoustique.

Dans l'ordre du calendrier, le Festival du Marais lui succèdera (du 12 juin au 12 juillet). Un ensemble appauvri pour l'édition 1974. Devant un déficit important accumulé les années précédentes, devant l'augmentation grandissante des charges matérielles, Jérôme Lemaître, directeur du Marais, est en prise aux pires difficultés : le programme n'est pas encore prêt ; mais on sait d'ores et déjà que la moitié des troupes chorégraphiques prévues ont dû être décommandées, et que le théâtre ne comprendra aucune création, mais simplement des reprises de spectacles déjà existants.

Grenoble accueillera (du 29 juin au 4 juillet) le 3e Festival international du film de court métrage : une centaine d'œuvres sont attendues.

Viendra ensuite le 28e Festival d'Avignon (du 14 juillet au 10 août). Picasso y sera omniprésent, avec 201 peintures et 277 céramiques. L'ombre du metteur en scène Jean-Marie Serreau se profilera également : une vaste exposition lui sera consacrée. Le reste du programme sera aussi riche qu'à l'habitude : 7 créations théâtrales et 10 lectures-spectacles, 4 programmes de danse, 4 réalisations de théâtre musical, une impressionnante série de concerts, un cycle de cinéma. Auxquels il faut ajouter une cinquantaine de troupes en « festival off ». Pompidou n'a pas voulu donner des moyens suffisants à Maurice Béjart. Sans lui, Paul Puaux continuera cependant l'action de Jean Vilar.

Le 27e Festival international de musique de Besançon clôturera la saison (du 5 au 15 septembre). Mais, dans les semaines qui viennent, on connaîtra les « menus » de 20 autres festivals.

Cinéma
ESCAPADE POUR LES SPECTALECTEURS

Un film du Suisse Michel Soutter, ça ne se raconte pas. Peu importent donc les fils du chassé-croisé des deux femmes et des trois hommes de « L'escapade » qui va re-unir un jeune couple émoussé par l'ennui, ou tout au moins par l'habitude. Il y a tout autant d'humour et de saugrenu ici que dans « Les arpenteurs », et cette inimitable petite musique que chantonne Soutter.

Et puis, « L'escapade » s'accompagne du premier essai d'une innovation intéressante : exactement en même temps que le film, sort (aux éditions L'âge d'homme) un livre-dossier qui lui est consacré : « L'escapade ou : le cinéma selon Soutter ». Michel Boujut y présente le découpage complet, un journal de tournage, etc. Une initiative intelligente, depuis qu'il est établi que les amateurs de cinéma aiment aussi lire sur le cinéma.

S.R.

CHABAN DES MASSES







